

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail



=====

PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS

=====

**CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)
DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

RAPPORT FINAL

Juillet 2019

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	7
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES CARTES	9
LISTE DES PHOTOS	9
RESUME EXECUTIF	10
EXECUTIVE SUMMARY	17
I. INTRODUCTION	23
1.1 Contexte et justification du CGES	23
1.2 Objectifs du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).....	24
1.3 Méthodologie	24
II. DESCRIPTION DU PROJET	26
2.1 Contexte et justification.....	26
2.2 Objectif du projet.....	26
2.3 Composantes du projet	26
2.3.1 Composante 1 : Appui à la réintégration sociale et économique des ex-combattants... ..	26
2.3.2 Composante 2 : Soutien aux communautés d'accueil	27
2.3.3 Composante 3 : Gestion de projet	28
III. DESCRIPTION DES ZONES DU PROJET	29
3.1 Caractéristiques biophysiques des zones du projet.....	30
3.1.1 Caractéristiques biophysiques de la ville de Bangui	30
3.1.2 Caractéristique biophysique de la sous-préfecture de Bambari	33
3.1.3. Caractéristiques biophysiques de la sous-préfecture de Bouar	34
3.1.4. Caractéristiques biophysique et culturelles de la sous-préfecture de Bria	36
3.1.5. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Kaga-Bandoro	38
3.1.6. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Paoua.....	40
3.1.7. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Kouï.....	42
3.1.8. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Ndélé	44
3.1.9. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Birao.....	46
3.2. Analyse socioéconomique des zones du projet	48
3.2.3. Les infrastructures routières	48
3.2.4. Les services publics de l'Etat	48
3.2.5. Le service financier	49
3.2.4. Les activités agricoles	49

3.2.5.	Les activités de l'élevage	49
3.2.6.	Les activités de pêche.....	49
3.2.7.	Les activités minières	49
3.2.8.	Les activités de la cueillette	50
3.3.	<i>Enjeux environnementaux et sociaux en rapport avec le projet</i>	50
4.	CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	51
4.1.	<i>Cadre politique</i>	51
4.1.1.	Le Plan National d'Actions de lutte contre la Désertification.....	51
4.1.2.	La Stratégie Nationale de la conservation de la biodiversité	51
4.1.3.	Politique nationale sanitaire et de l'hygiène du milieu	51
4.1.4.	Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement	51
4.1.5.	Politique nationale de lutte contre la pauvreté	52
4.2.	<i>Cadre juridique nationale</i>	52
4.2.1.	La Constitution de la République Centrafricaine	52
4.2.2.	La législation en matière d'évaluation et de gestion environnementale	52
4.2.3.	Le Code foncier	53
4.2.4.	La loi relative aux collectivités locales	54
4.2.5.	la Loi n°96.018 du 4 mai 1996, instituant une procédure générale de réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique	54
4.2.6.	La Loi n° 03/04 du 20 janvier 2004 portant Code d'hygiène en RCA.....	54
4.2.7.	La Loi N°06.001 du 12 avril 2006 portant Code de l'eau en RCA	54
4.2.8.	La Loi N°06.002 du 10 mai 2006 portant Charte Culturelle de la RCA.....	54
4.2.9.	La Loi n°06.032 du 15 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences en RCA	55
4.2.10.	La Loi n°09.004 du 29 janvier 2009 portant Code du Travail de la RCA	55
4.2.11.	La Loi n° 10.001 du 6 Janvier 2010 portant Code Pénal de la RCA	55
4.3.	<i>Le cadre juridique international</i>	55
4.4.	<i>Cadre institutionnel pour la mise en œuvre du PREC</i>	57
4.4.1.	Dispositions institutionnelles et modalités pour la mise en œuvre du PREC	57
4.4.2.	Modalités institutionnelles de la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale... ..	61
4.4.3.	Analyse des capacités des acteurs du projet en matière de gestion environnementale et sociale.....	63
5.	POLITIQUES DE SAUVEGARDES DE LA BANQUE MONDIALE	66
5.1.	<i>PO/PB 4.01 : Evaluation environnementale</i>	66

5.2.	<i>PO 4.09 : Lutte antiparasitaire</i>	67
5.3.	<i>PO 4.10 : Populations autochtones.....</i>	67
5.4.	<i>PO/PB 4.11 : Ressources Culturelles Physiques.....</i>	67
5.5.	<i>PO/PB 4.12 : Réinstallation involontaire.....</i>	68
5.6.	<i>Concordances et discordances entre la législation nationale et les politiques de sauvegardes environnementale et sociale de la BM.....</i>	68
6.	IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET	76
6.1.	<i>Evaluation des impacts majeurs du scénario « sans projet ».....</i>	76
6.2.	<i>Analyse des impacts potentiels environnementaux et sociaux du projet (scénario avec projet).....</i>	76
6.2.1.	<i>Impacts environnementaux et sociaux positifs.....</i>	76
6.2.2.	<i>Impacts environnementaux et sociaux négatifs.....</i>	77
7.	MESURES DE BONIFICATION ET D'ATTENUATION	83
7.1.	<i>Mesures de Bonification des impacts positifs.....</i>	83
7.2.	<i>Check-list des mesures d'atténuation des impacts négatifs.....</i>	86
7.2.1.	<i>Mesures d'atténuation d'ordre général.....</i>	86
a)	<i>Du Respect des Droits de l'Homme – De Lutte contre les violations basées sur le Genre.....</i>	86
b)	<i>Règlement intérieur et code de bonne conduite</i>	87
7.2.2.	<i>Mesures d'atténuation spécifiques à chaque sous-projet</i>	87
8.	PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	94
8.1.	<i>Objectif du plan de gestion environnementale et sociale</i>	94
8.2.	<i>Procédures et responsabilités de gestion environnementale et sociale.....</i>	94
8.2.1.	<i>Procédures de gestion environnementale et sociale</i>	94
8.2.2.	<i>Responsabilité pour la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale... ..</i>	97
8.3.	<i>Mesures à prendre en cas de découverte des ressources culturelles physiques.....</i>	98
8.4.	<i>Mécanisme de suivi environnemental et social</i>	99
8.4.1.	<i>Le suivi environnemental et sociale</i>	99
8.4.2.	<i>Les indicateurs de suivi environnemental et social</i>	100
8.4.3.	<i>Indicateurs environnementaux</i>	100
8.4.4.	<i>Indicateurs sociaux</i>	101
8.5.	<i>Mécanisme de gestion des plaintes du PREC.....</i>	102
8.5.1.	<i>Mécanismes de traitement proposés.....</i>	102
8.5.2.	<i>Evaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre MGP</i>	103

IV.	CONSULTATIONS PUBLIQUES DU PROJET	104
9.1.	<i>La consultation du public pendant la mission d'élaboration du CGES</i>	104
9.2.	<i>Objectifs de la consultation du public</i>	104
9.3.	<i>Méthodologie</i>	104
9.4.	<i>Analyse des résultats des consultations</i>	105
9.4.1.	Acceptabilité du projet de réintégration des ex-combattants	105
9.4.2.	Niveau d'information de différents acteurs	105
9.5.	<i>Conclusion des consultations publiques</i>	105
9.6.	<i>Plan cadre de consultation publique pour la mise en œuvre des sous-projets du PREC.</i>	107
9.6.1.	Mécanismes et procédures participatifs de consultation à mettre en place	107
9.6.2.	Canevas d'enquête publique	110
X.	CALENDRIER DE LA MISE EN ŒUVRE ET COÛTS DU CGES	112
10.1.	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	112
10.2.	<i>Coûts des mesures environnementales et sociales</i>	112
	CONCLUSION GENERALE	114
	BIBLIOGRAPHIE	115
	ANNEXES	116
	ANNEXE 1 : CLAUSES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	116
	ANNEXE 2 : Formulaire de présélection environnementale et sociale	126
	ANNEXE 3 : CLAUSES DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE	134
	ANNEXE 4 : MODELE DE QUESTIONNAIRE SOCIOECONOMIQUE POUR LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL	142
	ANNEXE 5 : TERMES DE REFERENCE POUR LA RÉALISATION DES EIES DES SOUS- PROJETS	146
	ANNEXE 6 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES A INSERER DANS LES DOSSIERS DES TRAVAUX CONTRACTUELS	147
	ANNEXE 7 : MESURES ENVIRONNEMENTALES À INTÉGRER DANS LES BORDEREAUX DES PRIX	152
	ANNEXE 8 : FICHE DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	154
	ANNEXE 9 : RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS	159
	ANNEXE 10 : POLITIQUES DE SAUVEGARDES DE LA BANQUE MONDIALE	160
	ANNEXE 11 : LISTE DES EXPERTS DE L'EQUIPE DU CONSULTANT	165
	ANNEXE 12 : Liste des personnes rencontrées	166
	ANNEXE 13 : Procès-verbaux des réunions de consultations publique	168
	ANNEXE 14 : Fiches de présences des réunions de consultations	187

ANNEXE 15 : Termes de référence de la mission.....200

SIGLES ET ACRONYMES

BM	:	Banque mondiale
BTP	:	Bâtiment et Travaux Public
CGES	:	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CPR	:	Cadre de Politique de Réinstallation
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DDRR	:	Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement
DGEDD	:	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable
EES	:	Evaluation Environnementale et Sociale
EIES	:	Etude d'Impact Environnemental et Social
IDA	:	Association Internationale pour le Développement
IEC	:	Information Education et Communication
IDH	:	Indice de Développement Humain
IPH	:	Indice de Pauvreté Humain
MEDD	:	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEPCI	:	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
MGP	:	Mécanisme de Gestion de Plaintes
MOD	:	Maître d'Ouvrage délégué
MST	:	Maladie Sexuellement Transmissible
OCB	:	Organisation Communautaire de Base
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OP/PO	:	Politiques Opérationnelles
PAR	:	Plan d'Action de Réinstallation (ou Plan d'Action de Recasement)
PAES	:	Plan d'Action Environnementale et Sociale
PB	:	Procédure de la Banque Mondiale
PGEC	:	Plan de Gestion Environnementale de Chantier
PGES	:	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNDDRR	:	Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement
PREC	:	Projet de Réintégration des Ex-Combattants
RCA	:	République Centrafricaine
RCPCA	:	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RN	:	Réconciliation Nationale
RSS	:	Réforme du Secteur de Sécurité
SIDA	:	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SODECA	:	Société de Distribution de l'Eau en Centrafrique
TDR	:	Termes de Référence
UEPNDDRR	:	Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement
VIH	:	Virus d'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Conventions ratifiées par la RCA.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 2 : Analyse de conformité des politiques de sauvegardes déclenchées par le projet et les dispositions de la législation nationale.....</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 3 : Impacts positifs des activités du PREC.....</i>	<i>76</i>
<i>Tableau 4 : Synthèse des impacts négatifs environnementaux et sociaux du PREC.....</i>	<i>77</i>
<i>Tableau 5 : Mesures de bonification des impacts positifs.....</i>	<i>84</i>
<i>Tableau 6 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs.....</i>	<i>87</i>
<i>Tableau 7 : Matrice de responsabilités de la mise en œuvre du plan de la gestion environnementale et sociale</i>	<i>97</i>
<i>Tableau 8 : Récapitulatif des mesures par phase et responsabilités</i>	<i>100</i>
<i>Tableau 9 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES</i>	<i>101</i>
<i>Tableau 10 : Calendrier de formation.....</i>	<i>112</i>
<i>Tableau 11 : Chronogramme de suivi</i>	<i>112</i>
<i>Tableau 12 : Synthèse des coûts de renforcement des capacités</i>	<i>112</i>
<i>Tableau 13 : Coût Appui technique</i>	<i>113</i>

LISTE DES CARTES

<i>Carte 1 : Localisation des zones d'accueil du projet</i>	30
<i>Carte 2 : Plan de la ville de Bangui</i>	32
<i>Carte 3 : Sous-préfecture de Bambari</i>	33
<i>Carte 4 : Sous-préfecture de Bouar</i>	36
<i>Carte 5 : Sous-préfecture de Bria</i>	37
<i>Carte 6 : Sous-préfecture de Kaga-Bandoro</i>	39
<i>Carte 7 : Sous-préfecture de Paoua</i>	41
<i>Carte 8 : Commune de Kouï</i>	43
<i>Carte 9 : Sous-préfecture de Ndélé</i>	45
<i>Carte 10 : Sous-préfecture de Birao</i>	47

LISTE DES PHOTOS

<i>Photo 1 : Réunion de consultation à la Mairie du 4e arrondissement</i>	106
<i>Photo 2 : Réunion de consultation à la Mairie de Bimbo</i>	106
<i>Photo 3 : Réunion de consultation à la Mairie de Bégoua</i>	106

RESUME EXECUTIF

a. Description du projet

La République Centrafricaine (RCA) a été secouée par des crises politico-militaires sans précédent, lesquelles ont fragilisé le tissu socio-économique du pays, occasionné l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés et provoqué des déplacements forcés des populations. Dans la perspective de rétablissement de la paix durable et de relance socioéconomique, le Gouvernement a initié le Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR).

Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement a sollicité et obtenu de la Banque mondiale un Don de 30 millions USD pour financer la mise en œuvre du Projet de Réintégration des Ex-Combattants (PREC).

Le PREC a pour objectifs de : (i) soutenir la réintégration socioéconomique des 5000 ex-combattants démobilisés et (ii) améliorer l'accès aux infrastructures sociales et économiques, ainsi qu'aux opportunités économiques pour les communautés d'accueil. Ses composantes sont :

Composante 1 : Appui à la réintégration sociale et économique des ex-combattants

Composante 2 : Soutien aux communautés d'accueil

Composante 3 : Gestion de projet

Ces composantes se réalisent à travers les activités suivantes :

Composantes 1 : (i) les orientations, les conseils et la formation à des compétences essentielles ; (ii) l'aide au démarrage de la réintégration ; (iii) le suivi de l'aide à la réintégration et (iv) le soutien aux ex-combattants vulnérables.

Composante 2 : (i) l'amélioration des infrastructures et (ii) le renforcement des communautés d'accueil.

Composante 3 : (i) le renforcement des capacités, (ii) la sensibilisation et communication, (iii) la gestion des sauvegardes environnementales et sociales et (iv) le suivi et évaluation.

Les activités du PREC pourront engendrer des impacts sur l'environnement d'une part et occasionner des pertes de biens ou de terres et éventuellement entraîner des déplacements involontaires. Selon la nomenclature de la Banque mondiale, le projet est classé dans la catégorie B et cinq (05) politiques de sauvegardes sont déclenchées. Il s'agit de : (i) la PO/PB 4.01 « Evaluation Environnementale » (ii) la PO/PB 4.09 « Lutte antiparasitaire », (iii) la PO/PB 4.10 « Peuples autochtones », (iv) la PO/PB 4.11 « Ressources culturelles et physiques » et (v) la PO 4.12 « Réinstallation Involontaire ». A cet effet, le Gouvernement centrafricain doit préparer les outils de sauvegardes environnementales et sociales, notamment :

- un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) permettant d'identifier les politiques et les procédures qui seront utilisées pour gérer les impacts environnementaux et sociaux du projet ;
- un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) pour pallier les impacts négatifs pouvant être créés par le déplacement et la réinstallation involontaire de populations, résultant de la mise en œuvre du projet ;

- un Plan de Gestion de Peste et ;
- un Plan pour les Peuples Autochtones.

b. Description des zones du projet et des enjeux environnementaux et sociaux majeurs

Le projet est doté d'une couverture nationale avec un accent particulier sur les villes où se trouvent les ex-combattants telles que : Bangui, Bambari, Bouar, Bria, Kaga Bandoro, Paoua, Kouï, Ndélé et Birao.

Les zones du projet sont caractérisées par l'alternance de deux (02) saisons (saison sèche et saison pluvieuse) inégalement réparties avec des intersaisons plus ou moins marquées. Ces zones appartiennent aux grands domaines climatiques suivants : Guinéen-forestier (Bangui), Soudano-guinéen (Bambari et Bouar), Soudanien (Paoua, Kouï et Kaga-Bandoro), Soudano-Sahélien (Ndélé) et Sahélien (Birao).

A l'exception de Birao, les réseaux hydrographiques des zones du projet sont denses et se rattachent aux deux (02) bassins fluviaux régionaux : le bassin du Chari (Nord) et le bassin de l'Oubangui (Sud). Les zones du projet regorgent d'importantes potentialités de diversité biologique (Flore et faune) soumise à des pressions de l'homme.

La ville de Ndélé et le Parc National Manovo-Gounda Saint Floris sont classés par l'UNESCO respectivement patrimoine culturel et patrimoine mondial.

Les zones du projet sont caractérisées par : l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire accentuées par la destruction des moyens de subsistance et des infrastructures sociales de base sur fond de fracture de la cohésion sociale due aux violences intercommunautaires.

Les enjeux environnementaux et sociaux majeurs des zones d'intervention du projet sont :

1. pollution et nuisance dans et autour du site des travaux
2. Perte des biens et déplacement de la population
3. Risque de propagation des maladies sexuellement transmissible
4. Pression sur la biodiversité et dégradation des sols

c. Cadre juridique et institutionnel de mise en œuvre du projet

Le cadre juridique de référence pour la gestion de l'environnement est constitué des législations suivantes : (i) Loi n°07.018 portant Code de l'environnement de la RCA, (ii) Loi n° 63-441 du 9 janvier 1964 portant Code foncier, (iii) Ordonnance n°88.006 du 30 avril 1988 et loi 88/003 du 30 avril 1988 sur les Collectivités territoriales, (iv) Loi n°96.018 du 4 mai 1996, instituant une procédure générale de réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique, (v) Loi n° 03/04 du 20 janvier 2004 portant Code d'hygiène en RCA, (vi) Loi N°06.001 du 12 avril 2006 portant Code de l'eau en RCA, (vii) Loi n°06.002 du 10 mai 2006 portant Charte culturelle de la RCA, (viii) Loi n°06.032 du 15 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences en RCA, (ix) Loi n°09.004 du 29 janvier 2004 portant Code du Travail de la RCA.

A ces lois, s'ajoutent les textes suivants : le Décret n°18.084 portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et fixant les attributions du Ministre ; l'Arrêté n°05/MEEDD/DIRCAB du 21 janvier 2014 fixant les différentes

catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à l'obligation d'une étude d'impact environnemental et social en RCA ; l'Arrêté n°04/MEEDD/DIRCAB du 21 janvier 2014 fixant les procédures pour la réalisation de l'EIES en RCA.

S'agissant de la mise en œuvre du projet, les organes mis en place dans le cadre du PNDDRR sont : le Comité Stratégique, le Comité Technique, l'Unité d'Exécution du PNDDRR, le Secrétariat Technique d'Appui de l'UEPNDDRR avec 1 Bureau Central et 6 Bureau Régionaux, le Comité Consultatif et du Suivi, le Comité de Coordination des Opérations, le Comité de Contrôle et de Vérification du fonds, les Organismes d'exécution des travaux communautaires et les départements sectoriels (Ministères en charge des Affaires Sociales, Santé, Hydraulique, Défense, Intérieur, etc.).

A cela, s'ajoutent d'autres institutions intervenant dans la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales notamment : la Direction Générale de l'Environnement, la Direction Générale des Affaires Sociales, les municipalités, les organisations communautaires de base et de la société civile.

d. Impacts majeurs et moyens du projet

Les impacts positifs du projet sont :

- ***Les effets positifs de réintégration socioéconomique des ex-combattants*** : opportunités de relance du secteur privé local, acquisition des nouvelles connaissances; transfert de nouvelles technologies dans divers domaines ; création de microentreprises ; accès à un revenu durable ; réduction du banditisme, du braquage, de vol ou viol dans les localités ; développement des futures activités de services, de productions et de commercialisation des produits agricoles, etc.
- ***Les impacts positifs du soutien aux communautés d'accueil*** : création d'emploi, augmentation temporaire des revenus, réduction du chômage au niveau local, amélioration des conditions de vie et de la santé de la population, accès aux soins de santé de meilleure qualité, amélioration du cadre de vie, réduction des dépenses de santé des ménages et du temps consacré par les femmes à soigner les enfants, réduction des taux de prévalence des maladies hydriques et de certaines maladies parasitaires, réduction du taux de mortalité maternelle et infantile.
- ***Les impacts positifs de développement des compétences professionnelles*** : acquisition de nouvelles compétences.

Les impacts négatifs potentiels du projet sont :

- les pollutions diverses (eau, air et sol), les gênes et les nuisances du fait des activités des chantiers ;
- les risques d'accidents de travail et de circulation ;
- les risques de santé publique (prolifération des vecteurs pathogènes et propagation des IST/VIH) ;
- la réduction du couvert végétal et la dégradation de l'environnement ;
- les pertes d'activités et de sources de revenus ;

- l'accès difficile aux sites sociocommunautaires et la perturbation de la quiétude des populations riveraines ;
- la perturbation des us et des coutumes ;
- les risques des conflits sociaux avec la population ;
- les risques des violences basées sur le genre (VBG) ;
- les risques de vandalisme et de pillage des biens ;
- la profanation des bois sacrés et des lieux de culte traditionnel ;
- perturbation des horaires des soins ;
- nuisance causée par les déchets biomédicaux ;
- risques de contamination par les déchets biomédicaux.

e. Mesures d'atténuation des impacts négatifs

Pour atténuer ou compenser les impacts négatifs, les mesures suivantes sont proposées : -

- procéder au choix judicieux et motivé des sites d'implantation des sous-projets ;
- mener des campagnes de communication et de sensibilisation (hygiène, sécurité des travaux etc.) avant et pendant les travaux ;
- veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers ;
- procéder à la signalisation des travaux ;
- employer la main d'œuvre locale en priorité ;
- veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux ;
- assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux ;
- respecter les us et coutumes ;
- impliquer étroitement les principaux acteurs dans le suivi de la mise en œuvre ;
- indemniser les personnes affectées en cas de destruction de biens ou de pertes d'activités ;
- prévoir des dispositifs de déviation pour maintenir la circulation des biens et des personnes ;
- arroser les surfaces sources de poussière surtout en saison sèche ;
- prendre des précautions nécessaires pour éviter les déversements accidentels de matériaux ;
- prévoir les travaux de drainage et positionner les exutoires de manière à éviter les inondations ;
- respecter la réglementation sur l'ouverture et l'exploitation des carrières ;
- aménager des voies d'accès devant chaque habitation ;
- aménager des voies d'accès temporaires vers les habitations riveraines (lors travaux) ;
- procéder à l'enlèvement et évacuation des déchets de chantiers vers les lieux autorisés par les autorités locales ;
- sensibiliser la population locale sur l'utilisation correcte des ouvrages ;
- éviter les déversements de déchets et de produits toxiques dans le cours d'eau via les ouvrages de drainage ;
- stocker et évacuer à la décharge autorisée tous les produits d'excavation ;
- éviter les désagréments pendant les horaires des soins des patients ;
- procéder à l'enlèvement et évacuation écologiques des déchets biomédicaux ;

- assurer l'étanchéité des fosses septiques ;
- prévoir un mini-incinérateur pour éliminer certaine catégorie des déchets biomédicaux ;
- construire des latrine à multiple compartiments et des douches.

f. Processus de consultations publiques

Les consultations publiques ont pour objet (i) d'associer l'ensemble des acteurs à la prise de décision, (ii) d'inviter les acteurs à donner leurs avis sur le projet et (iii) d'augmenter la responsabilité et la transparence. Les séances de consultation ont été organisées à travers :

- des rencontres et entretiens avec les acteurs institutionnels notamment l'UEPNDDRR, la Direction Générale de l'Environnement (DGE), la Direction Générale des Affaires Sociales (DGAS), l'ACTED et l'OIM ;
- des réunions de consultation ont eu lieu dans quelques localités bénéficiaires du projet notamment avec les représentants des groupes armés à Bangui, ainsi que les autorités locales et les représentants des communautés dans les Communes de Bimbo et Bégoua (Ombella-M'poko) et le 4^{ème} arrondissement de la ville de Bangui (Annexes 14 et 15) ;
- des entretiens (Skype et téléphonique) avec les acteurs des autres localités bénéficiaires du PREC notamment : Birao, Kouï, Paoua, Markounda (commune de Paoua), Kaga-Bandoro, Bria, Bouar centre, Yéléwa (commune d'élevage de Bouar), Baboua (dans la sous-préfecture de Nana-Mambéré dont le chef-lieu est Bouar), Ndélé et Bambari.

Ces consultations se sont poursuivies jusqu'à l'atelier de validation des projets des rapports par les acteurs sectoriels à Bangui.

On peut noter de ces consultations (i) une acceptabilité unanime du PREC, (ii) une insuffisance d'information au sein des acteurs du projet et (iii) le souhait émis par les populations pour la compensation des biens perdus suite aux différentes crises, le recrutement de la main d'œuvre locale en priorité et la prise en charge des éléments sans arme¹.

g. Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)

Le PGES a pour objectif de déterminer le mécanisme institutionnel relatif : (i) au processus de sélection environnementale (screening) des sous-projets, (ii) à la mise en œuvre et au suivi des mesures d'atténuation, (iii) au renforcement des capacités et (iv) à l'estimation des coûts de différentes mesures.

Les procédures et les responsabilités de gestion environnementale et sociale

Les procédures et responsabilités sont les suivantes :

¹ Les éléments sans armes sont ceux qui ont participé aux conflits intercommunautaires avec des armes blanches (machettes, haches, couteaux, etc.), mais pas avec des armes de guerre ou de chasse.

Etapes	Responsabilités
1. Sélection environnementale et sociale du projet : 1.1 Remplissage des formulaires de présélection	Chargé de sauvegardes- UEPNDDRR
2. Approbation des formulaires de présélection	UEPNDDRR
3. Détermination des catégories environnementales appropriées (si EIES est requise) 3.1 Classification du projet et détermination du travail environnemental et social (simples mesures de mitigation ou EIE)	DGE-MEE/UEPNDDRR
4. Si Etude d'impact est nécessaire 4.1 Choix du consultant 4.2 Réalisation des EIES 4.3 Validation des rapports d'EIES	Entreprise (sous-projets) Consultants choisis DGE-MEE
5. Diffusion	UEPNDDRR/MEDD
6. Suivi 6.1 Suivi au niveau national 6.2 Suivi au niveau régional 6.3 Surveillance au quotidien	CSES (UEPNDDRR)/ DGE(MEDD) CSES (UEPNDDRR) Responsable en environnement de l'entreprise

Chronogramme de suivi

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation
Mesures d'atténuation	Se référer aux rapports des EIES des sous-projets	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures techniques	- Réalisation d'EIES des sous-projets - Réalisation du PAR (si requis)	Avant le démarrage des travaux (pendantes les études APS ou APD)
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations bénéficiaires	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures de suivi	Surveillance environnementale du projet	Au quotidien, durant la mise en œuvre du projet
	Suivi environnemental et social	Tous les mois

Coûts du PGES

Activités	Quantité	Coût unitaire (F CFA)	Cout total (F CFA)
Formation diverses	1	113 000 000	119 000 000
Réalisation des EIES	4	5 000 000	20 000 000
Réalisation des PAR	2	5 000 000	10 000 000
Sensibilisation	1	10 000 000	10 000 000
Acquisition de moyen roulant pour le suivi environnemental et social	1	25 000 000	25 000 000
Coût global			214 000 000

Le coût global de la mise en œuvre du CGES est estimé de : Deux cent quatorze millions (214 000 000F) de francs CFA

EXECUTIVE SUMMARY

a. Project description

The Central African Republic (CAR) has been shaken by unprecedented political and military crises that have weakened the country's social and economic fabric and led to the recruitment of young people into armed groups and forced displacement of populations. With a view to restoring sustainable peace and socio-economic recovery, the Government requested and obtained from the World Bank a grant of USD 30 (thirty) million to finance the Reintegration of the Ex-Combatant Reintegration Project (RECP). This project is linked with the central features of the government's strategy of national reconciliation, poverty reduction, rural development and good governance as expressed in the National Peacebuilding Recovery Plan.

The objectives of the PREC are to: (i) support the socio-economic reintegration of the 5000 demobilized ex-combatants and (ii) improve access to social and economic infrastructure and economic opportunities for host communities.

Its components are:

Component 1: Support for the social and economic reintegration of ex-combatants

Component 2: Support to host communities

Component 3: Project management

These components are carried out through the following activities:

Components 1: (i) guidance, counselling and training in essential skills; (ii) reintegration start-up assistance; (iii) monitoring of reintegration assistance; and (iv) support to vulnerable ex-combatants.

Component 2: (i) infrastructure improvement and (ii) strengthening of host communities.

Component 3: (i) capacity-building, (ii) awareness-raising and communication, (iii) management of environmental and social safeguards and (iv) monitoring and evaluation.

The activities of the PREC may have environmental impacts on the one hand and result in the loss of property or land and possibly unintentional displacement on the other. According to the World Bank nomenclature, the project is classified in category B and two (02) backup policies are triggered. It is about: (i) PO/PB 4.01 "Environmental Assessment" and PO 4.12 "Involuntary Resettlement". To this end, the Central African Government must prepare the tools for environmental and social safeguards, in particular:

- An Environmental and Social Management Framework (ESMF) to identify the policies and procedures that will be used to manage the environmental and social impacts of the project; and
- A Resettlement Policy Framework (RPP) to address the negative impacts that may be created by the involuntary displacement and resettlement of populations resulting from the implementation of the project.

b. Description of the project areas and major environmental and social issues

The project will be carried out in the following cities: Bangui, Bambari, Bouar, Bria, Kaga Bandoro, Paoua, Kouï, Ndélé and Birao.

The project areas are characterized by the alternation of two (02) seasons (dry season and rainy season) unevenly distributed with more or less marked interseasons. These areas belong to the following major climatic domains: Guinean-forest (Bangui), Sudano-Guinean (Bambari and Bouar), Sudanese (Paoua, Kouï and Kaga-Bandoro), Sudano-Séhélien (Ndélé) and Shalien (Birao).

With the exception of Birao, the hydrographic networks of the project areas are dense and are linked to the two (02) regional river basins: the Chadian (North) and Congolese (South) basins. The project areas have significant potential for biological diversity (flora and fauna) under human pressure.

The city of Ndélé and the Manovo-Gounda Saint Floris National Park are classified by UNESCO as cultural heritage and world heritage respectively.

The project areas are characterized by: extreme poverty and food insecurity exacerbated by the destruction of livelihoods and basic social infrastructure against the backdrop of the social cohesion gap caused by inter-community violence.

The major environmental and social issues in the project's areas of intervention are:

1. pollution and nuisance in and around the construction site
2. Loss of property and displacement of the population
3. Risk of spread of sexually transmitted diseases
4. Pressure on biodiversity and soil degradation

c. Legal and institutional framework for the implementation of the project

The legal reference framework for environmental management is governed by the following legislation: (i) Law No. 07.018 on the CAR Environmental Code, (ii) Law No. 63-441 of 9 January 1964 on the Land Code, (iii) Orders No. 88.005 of 5 February 1988, No. 88.006 of 30 April 1988 and Law No. 88/003 of 30 April 1988 on Local Authorities, (iv) Law No. 96.018 of 4 May 1996, instituting a general procedure for involuntary resettlement in the public interest, (v) Law No. 03/04 of 20 January 2004 on the Code of Hygiene in CAR, (vi) Law No. 06.001 on the Water Code in CAR, (vii) Law No. 06.032 on the protection of women against violence in CAR, (viii) Law No. 09.004 on the CAR Labour Code.

In addition to these laws, there are the following texts: Décret No. 18,084 on the organization and functioning of the Ministry of the Environment and Sustainable Development and establishing the powers of the Minister; Order No. 05/MEEDD/DIRCAB of 21 January 2014 establishing the various categories of operations whose implementation is subject to the obligation of an environmental and social impact assessment in CAR; Order No. 04/MEEDD/DIRCAB of 21 January 2014 establishing the procedures for the implementation of the EIES in CAR.

With regard to the implementation of the project, the bodies set up under the PNDDRR are: the Strategic Committee, the Technical Committee, the PNDDRR Implementation Unit, the

UEPNDDRR Technical Support Secretariat with 1 Central and 6 Regional Offices, the Advisory and Monitoring Committee, the Operations Coordination Committee, the Fund Control and Verification Committee, the Community Works Implementation Bodies and the sectoral departments (Ministries in charge of Social Affairs, Health, Water, Defence, Interior, etc.)).

In addition, there are other institutions involved in the implementation of environmental and social measures, in particular: the Directorate General for the Environment, the Directorate General for Social Affairs, municipalities, grassroots community and civil society organizations.

d. Major and medium impacts of the project

The positive impacts of the project are:

- ***The positive socio-economic reintegration effects of ex-combatants:*** opportunities to revive the local private sector, acquire new knowledge; transfer new technologies in various fields; create microenterprises; access to sustainable income; reduce banditry, robbery, theft or rape in localities; develop future service, production and marketing activities for agricultural products, etc.
- ***The positive impacts of supporting host communities:*** job creation, temporary income increase, reduction of unemployment at the local level, improvement of living conditions and population health, access to better quality health care, improvement of the environmental framework, reduction in household health expenditure and women's time spent caring for children, reduction in prevalence rates of waterborne and certain parasitic diseases, reduction in the maternal and infant mortality rate

☞ ***Positive impacts of professional skills development:*** acquisition of new skills.

The potential negative impacts of the project are:

- Miscellaneous pollution (water, air and soil), genes and nuisances due to construction site activities;
- The risks of work and traffic accidents;
- Public health risks (proliferation of pathogenic vectors and spread of STI/HIV);
- Reducing vegetation cover and environmental degradation;
- Losses of activities and sources of income;
- Difficult access to social and community sites and disturbance of the tranquility of local populations;
- The disruption of habits and customs;
- The risks of social conflicts with the population;
- The risks of gender-based violence (GBV);
- Vandalism and looting of property;
- The risks of bushfires;
- The desecration of sacred forests and traditional places of worship.

e. Measures to mitigate negative impacts

To mitigate or compensate for negative impacts, the following measures are proposed: -

- Make a judicious and motivated choice of sites for the location of sub-projects;
- Conduct communication and awareness campaigns (hygiene, work safety, etc.) before and during the work;
- Ensure compliance with health and safety measures for construction site installations;
- Proceed with the work signalling;
- Employ local labour as a priority;
- Ensure that safety rules are respected during work;
- Ensure the collection and disposal of construction waste;
- Respect the habits and customs;
- Involve the main actors closely in the monitoring of implementation;
- Compensate affected persons in the event of destruction of property or loss of business;
- Provide diversion devices to keep goods and people moving;
- Water dusty surfaces, especially in the dry season;
- Take necessary precautions to avoid accidental material spills;
- Plan drainage works and locate outlets to avoid flooding;
- Comply with regulations on the opening and operation of quarries;
- Provide access roads in front of each dwelling;
- Develop temporary access roads to shoreline dwellings (during construction);
- Proceed with the removal and disposal of construction site waste to locations authorized by local authorities;
- Raise awareness among the local population on the correct use of the structures;
- Avoid the dumping of waste and toxic products into the watercourse via drainage structures;
- Store and dispose of all excavation products at the authorized landfill site;
- Avoid inconveniences during patient care schedules;
- Carry out the ecological removal and disposal of biomedical waste;
- Ensure the watertightness of septic tanks;
- Plan a mini-incinerator to dispose of certain categories of biomedical waste;
- Built multi-compartment latrine and showers.

f. Public consultation process

The purpose of public consultations is (i) to involve all stakeholders in decision-making, (ii) to invite stakeholders to give their opinions on the project and (iii) to increase accountability and transparency. The consultation sessions were organized by:

- meetings and interviews with institutional stakeholders, in particular UEPNDDRR, the General Directorate for the Environment (DGE), the General Directorate for Social Affairs (DGAS), ACTED and IOM;
- meetings with representatives of armed groups, as well as communities in the communes of Bimbo and Bégoua (Ombella-M'poko) and the 4th arrondissement of Bangui city;

- interviews with stakeholders in the following localities: Markounda, Birao, Kouï, Baboua, Paoua, Kaga-Bandoro, Bria, Bouar, Yélewa, Ndélé and Bambari.

This consultation continued until the workshop on the validation of backup tools by sectoral actors in Bangui.

These consultations revealed (i) unanimous acceptability to the PREC and the World Bank financing initiative, (ii) a lack of information among project stakeholders and (iii) social issues that can be summarized as compensation for goods lost as a result of the various crises, the recruitment of local labour as a priority and the handling of unarmed elements.

g. Environmental and Social Management Plan (ESMP)

The objective of the ESMP is to determine the institutional mechanism for: (i) the environmental screening process of sub-projects, (ii) the implementation and monitoring of mitigation measures, (iii) capacity building and (iv) the cost estimation of different measures.

Environmental and social management procedures and responsibilities

The procedures and responsibilities are described as follows:

Steps to take	Responsibilities
1. Environmental and social selection of the project: 1.1 Completing the pre-selection forms	Backup Officer - UEPNDDRRR
2. Approval of pre-selection forms	CG-UEPNDDRRR
3. Determination of appropriate environmental categories (if ESIA is required) 3.1 Project classification and determination of environmental work (simple mitigation measures or EIA)	DGE-MEE/UEPNDDRR
4. If Impact Assessment is required 4.1 Selection of the consultant 4.2 Conducting ESIA 4.3 Validation of ESIA reports	Company (sub-projects) Qualified consultants DGE-MEE
5. Diffusion	UEPNDDRR/MEDD
6. Follow-up 6.1 Monitoring at national level 6.2 Regional monitoring 6.3 Daily monitoring	CSES-UEPNDDRR/ DGE-MEDD CSES/ CR-UEPNDDRR Responsible for the company's environment

Monitoring timeline

Measures	Proposed actions	Period of implementation
Mitigation measures	Refer to the ESIA reports of the sub-projects	During the implementation of the project
Technical measures	- Carrying out ESIA of sub-projects - Completion of RAP (if required)	Before the start of work (pending APS or APD studies)
Awareness raising	Sensitization and mobilization of beneficiary populations	During the implementation of the project
Follow-up actions	Environmental monitoring of the project	On a daily basis, during the implementation of the project
	Environmental and social monitoring	Every month

ESMP Costs

Activities	Quantity	Unit cost (F CFA)	Total cost (F CFA)
Various training courses	1	113 000 000	119 000 000
Conducting ESIA	4	5 000 000	20 000 000
Implementation of RAPs	2	5 000 000	10 000 000
Awareness raising	1	10 000 000	10 000 000
Acquisition of rolling stock for environmental and social monitoring	1	25 000 000	25 000 000
Overall cost			214 000 000

The overall cost of implementing the CGES is estimated at : Two hundred and fourteen million cfa franc (214,000,000 CFA franc)

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification du CGES

Depuis plusieurs décennies, la République Centrafricaine (RCA) a traversé des périodes difficiles marquées par des mutineries et des coups d'Etat. Les dernières violences intercommunautaires ont été les plus redoutables, entraînant des déplacements forcés des populations (environ 900 000 entre 2013 et 2014). Le pire a pu être évité avec l'appui des Nations Unies et des partenaires au développement. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement avec les soutiens multiformes des partenaires, la situation sécuritaire demeure encore très volatile dans les zones où on observe la présence des éléments des groupes armés. Les crises politico-militaires ont laissé sur leur passage la dégradation avancée des infrastructures socioéconomiques de base. La création du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR) est la réponse du Gouvernement pour (i) rétablir la paix durable, (ii) relancer l'économie et (iii) ressouder le tissu social.

Dans la perspective de la relance économique, la Banque mondiale a financé, sur demande du Gouvernement Centrafricain, le Projet de Réintégration des Ex-Combattants (PREC) qui est l'une des composantes du DDDR. Ce projet est en droite ligne avec la stratégie gouvernementale de la réconciliation nationale, de réduction de la pauvreté, de développement rural et de bonne gouvernance exprimée à travers le plan national de Relèvement et Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA). Ce projet est conçu de manière à financer la réintégration socioéconomique des ex-combattants et le soutien aux communautés d'accueil à travers un certain nombre de sous-projets communautaires de petite taille qui seront identifiés et planifiés par les communautés avec l'appui de l'UEPNDDRR et des organismes d'intervention.

Au regard de la nature, des caractéristiques et de l'envergure des travaux envisagés, le PREC est classé dans la catégorie B selon les critères de catégorisation environnementale de la Banque mondiale. Ainsi, cinq (5) politiques opérationnelles de sauvegardes environnementales et sociales sont déclenchées à savoir :

- (i) PO 4.01 « Evaluation Environnementale » ;
- (ii) PO 4.09 « Gestion des Pestes » ;
- (iii) PO 4.10 Peuples Autochtones » ;
- (iv) PO 4.11 Ressources Culturelles Physiques » ;
- (v) PO 4.12 « Réinstallation Involontaire ».

Ces politiques sont déclenchées pour permettre au projet de prendre les mesures nécessaires afin de gérer les impacts négatifs potentiels liés à la mise en œuvre des activités de la composante 2 « Soutien des communautés d'accueil ».

C'est dans ce contexte que le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est élaboré en conformité avec (i) la législation centrafricaine en matière d'évaluation environnementale et sociale et, (ii) les politiques opérationnelles de la Banque mondiale.

1.2 Objectifs du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)

L'élaboration du CGES permet d'identifier les impacts et risques associés aux différentes activités du PREC et, de définir les procédures et mesures d'atténuation et de gestion qui devront être mises en œuvre lors de l'exécution dudit projet. Le présent CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des activités dont les sites d'accueil sont encore inconnus. Il se présente comme un instrument servant à déterminer et évaluer les impacts et risques environnementaux et sociaux potentiels futurs des sous-projets qui seront financés par le Projet de Réintégration des Ex-combattants en RCA.

A ce titre, il sert de guide à l'élaboration des Etudes d'Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES) spécifiques des sous-projets dont le nombre, les sites et les caractéristiques environnementales et sociales restent encore inconnus. En outre, le CGES définit le cadre de suivi et de surveillance environnementale ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du PREC et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

1.3 Méthodologie

La démarche méthodologique suivie pour la réalisation de cette mission était basée sur les approches suivantes :

a) La revue documentaire

Cette phase a consisté à la collecte de la documentation auprès des institutions ayant à charge d'autres programmes/projets financés par la Banque mondiale afin de s'inspirer de leur expérience. Il s'agit notamment du Projet Londo mis en œuvre à travers l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique (AGETIP – CAF) qui a une expertise en la matière. La documentation sur le projet PREC a été également collectée auprès de l'UEPNDDRR (documents du projet, Décrets et rapports).

Cette étape nous a permis de collecter des données secondaires sur les enjeux environnementaux et sociaux en rapport avec les projets des infrastructures sociocommunautaires et ceux de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants.

b) La visite de terrain

Après la collecte documentaire, une descente sur le terrain a été effectuée aux fins de consultation du public et de l'observation de terrain.

A cet effet une approche participative a été adoptée en impliquant les parties prenantes au processus de collecte d'information. Ce qui a permis de créer une dynamique d'échange afin d'inscrire le programme dans la durabilité et d'éviter les erreurs du passé. Elle a consisté en des rencontres avec les responsables du PNDDRR, des services centraux des départements de l'Etat à Bangui (Ministère en charge de l'environnement, Ministère en charge des Affaires sociales, Ministère en charge de l'urbanisme, Ministère en charge de l'Administration du territoire) ainsi que ceux de l'OIM et de l'ACTED impliqués dans la phase pilote de DDR en Centrafrique. Les

principaux thèmes débattus étaient : la mise en œuvre du PNDDRR, le cadre légal et institutionnel de la gestion de l'environnement en RCA, les capacités des acteurs.

Des entretiens avec les acteurs locaux ainsi que les représentants des organisations communautaires de base ont également eu lieu et ont permis de mieux cerner la vie socioéconomique des communautés, de comprendre leurs principales attentes et préoccupations, de mesurer leur niveau d'information et d'implication dans la mise en œuvre du projet. A cet effet, trois réunions participatives ont été organisées au niveau des municipalités (Mairie de Bégoua, Mairie de Bimbo, Mairie du 4^{ème} Arrondissement de la ville de Bangui et quelques municipalités de province) regroupant les acteurs précités. Ces réunions ont facilité la collecte des informations (cf. annexes 13 et 14) au moyen d'un guide d'entretien.

c) Traitement des données, analyse des résultats et rédaction des documents (CGES et CPR)

Le traitement des données consistait à l'analyse des données collectées différemment en utilisant la matrice des enjeux environnementaux. Deux outils ont été utilisés pour évaluer les impacts du projet. Il s'agit de la matrice de Léopold et la grille de Martin FECTEAU. La matrice de Léopold a été utilisée pour l'identification des impacts et leur caractérisation en croisant les éléments du milieu et les activités du projet et en mettant en relation la technologie qui sera utilisée pour réaliser les travaux avec les différents milieux récepteurs (biophysique et humain). La grille de Martin FECTEAU a également été utilisée pour évaluer l'importance des impacts.

d) Validation des instruments de sauvegardes (CGES et CPR) au niveau national

Un atelier de validation des projets des rapports (CGES et CPR) a été organisé à Bangui du 25 au 26 septembre 2018 par l'UEPNDDRR en collaboration avec la Direction Générale de l'Environnement et a regroupé presque toutes les parties prenantes notamment toutes les municipalités des arrondissements de la ville de Bangui et celles de Bimbo et Bégoua, tous les départements ministériels impliqués ainsi que les organisations de la société civile.

Au cours de cet atelier, les rapports ont été présentés aux participants qui ont formulé des observations et recommandations à prendre en compte. Lesdits rapports ont été validés avec amendements.

A la suite de l'atelier, les amendements ont été intégrés dans les rapports avant leur transmission à la Banque.

II. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Contexte et justification

Malgré les efforts en faveur de la cohésion sociale et du vivre ensemble, les zones occupées par les groupes armés n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant de sécurité, de la paix, de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Dans ces conditions, pour rétablir la paix, le gouvernement a sollicité et obtenu de la Banque Mondiale un don d'un montant de 30 millions USD aux fins d'exécuter le volet réintégration des ex-combattants du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR).

Le projet permettra de résoudre les problèmes de chômage dans les communautés d'accueil, de renforcer les équipements et les services de base, d'améliorer le système d'hygiène et d'assainissement, ainsi que l'accès aux infrastructures structurantes et sociocommunautaires, etc.

2.2 Objectif du projet

Le projet vise à soutenir la réintégration socioéconomique des ex-combattants démobilisés et à améliorer l'accès aux infrastructures sociales et économiques ainsi qu'aux opportunités économiques pour les communautés d'accueil.

2.3 Composantes du projet

Le projet comporte trois (03) composantes qui sont : (i) l'appui à la réintégration socioéconomique des ex-combattants, (ii) le soutien aux communautés d'accueil et (iii) la gestion de projet.

2.3.1 Composante 1 : Appui à la réintégration sociale et économique des ex-combattants

Les volets de la composante 1 sont : orientation, conseils et formation à des compétences essentielles, appui au démarrage de la réintégration, le suivi de la réintégration et le soutien aux ex-combattants vulnérables.

2.3.1.1 Orientation, conseils et formation à des compétences essentielles

Cette sous-composante fournira aux ex-combattants individuels des informations et conseils sur les options de formation, les compétences sociales et de la vie quotidienne, et tout autre appui de formation nécessaires pour démarrer le processus de leur réintégration.

2.3.1.2 Appui au démarrage de la réintégration

Cette sous-composante financera la sélection, l'approvisionnement et la fourniture de kits d'appui au démarrage correspondant aux aptitudes professionnelles fournies aux ex-combattants. Ces kits incluront des outils et d'autres matériels qui permettront d'appuyer les bénéficiaires dans le démarrage d'une activité économique.

2.3.1.3 Suivi de l'aide à la réintégration

Cette sous-composante couvrira le suivi de l'aide à la réintégration des ex-combattants consistant en un appui :

- pour des services de proximité pour la réintégration;
- pour la Formation d'Associations économiques ;
- pour la création des activités génératrices de revenu (AGR) individuelles et ;
- à la réintégration sous forme de Portes Ouverte formation de suivi communautaire et en soutien consultatif pour une période de vingt-quatre mois.

2.3.1.4. Soutien aux ex-combattants vulnérables

Cette sous-composante va financer des activités complémentaires pour apporter un soutien supplémentaire aux ex-combattants vulnérables pendant toute la durée de mise en œuvre du projet. Principalement, cette prise en charge visera les ex-combattantes, ex-combattants handicapés physiques et psychosocial.

2.3.2 Composante 2 : Soutien aux communautés d'accueil

Le soutien aux communautés d'accueil sera réalisé à travers l'amélioration des infrastructures et le renforcement des communautés d'accueil.

2.3.2.1 Amélioration des infrastructures socio-économiques

Cette sous-composante met l'accent sur les petites infrastructures et services sociaux de base pour maximiser les gains provenant du programme global de réintégration socio-économique à travers diverses activités telles que :

- la réhabilitation ou construction de ponts et de routes de desserte ;
- l'accès aux services sociaux de base ;
- la remise en état des écoles et dispensaires ;
- la formation des enseignants, reconstitution des stocks de livres ;
- l'accès aux opportunités économiques ;
- la remise en état des marchés et des installations de stockage de récoltes ;
- la réhabilitation des centres de formation et des centres de soutien en portes ouvertes ;
- la facilitation des liens avec les institutions de microfinance et ;
- la remise en état des sources d'eau, notamment les canaux, puits et forages.

2.3.2.2 Renforcement des capacités des communautés d'accueil

Cette sous-composante s'appuiera sur des sessions de sensibilisation au retour des ex-combattants démobilisés dans les communautés d'accueil. Cela inclura le renforcement des capacités des communautés d'accueil pour gérer les sous-projets et les priorités de développement et la formation sur la médiation des conflits. Cette sous-composante cherche à renforcer les structures sociales et les capacités économiques des communautés. Elle comprendra les activités suivantes : (i) Création et renforcement des capacités des conseils communautaires et (ii) Formation sur la prévention des conflits et la cohésion sociale.

2.3.3 Composante 3 : Gestion de projet

Cette composante comporte des activités relatives : (i) au renforcement des capacités, (ii) à la sensibilisation et la communication, (iii) à la gestion des sauvegardes environnementales et sociales et (iv) au suivi et évaluation.

III. DESCRIPTION DES ZONES DU PROJET

La République Centrafricaine est située au « cœur de l'Afrique », entre 2°10' et 11° de latitude Nord et 14° et 28° de longitude Est, et couvre une superficie de 622.984 km².

La population de la RCA est de 3 895 139 Habitants, avec une densité de 6,3 Hab/km² et un taux d'accroissement de 2,5 % par an (RGPH 2003). Les femmes représentent légèrement plus de la moitié de la population.

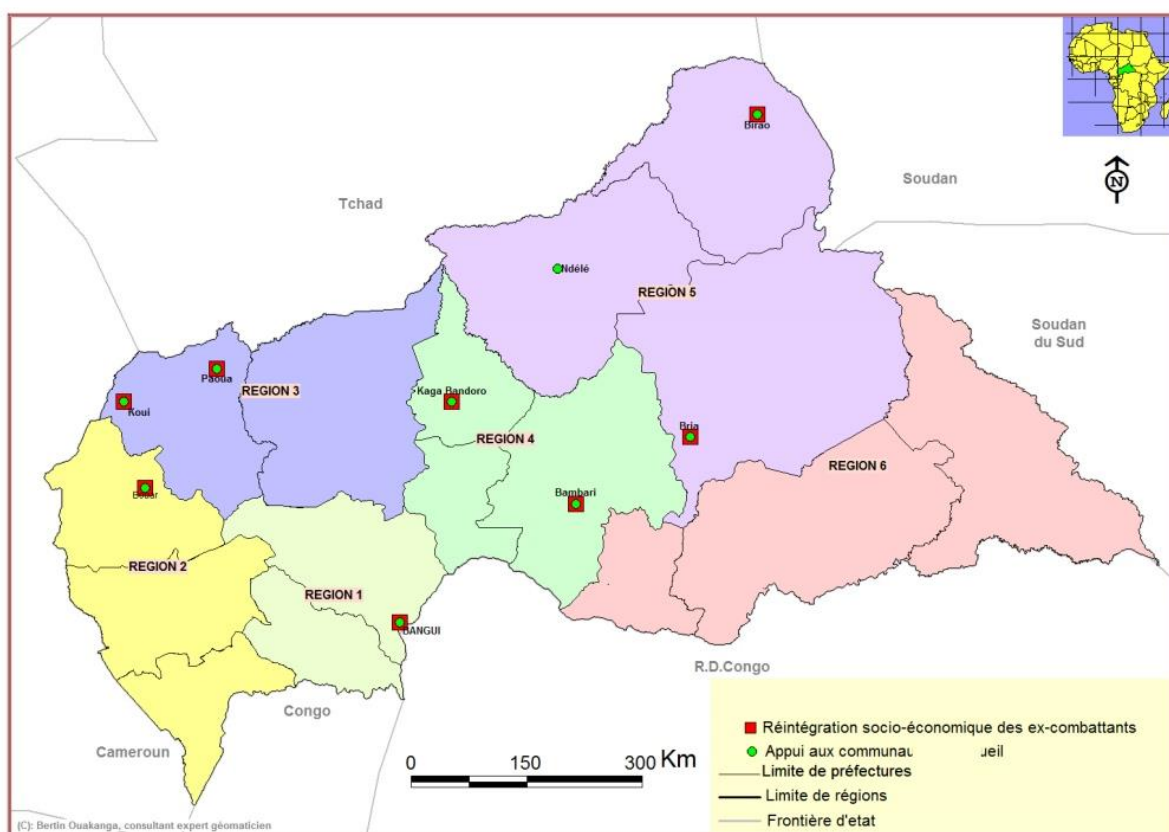
Le pays est respectivement limité, au nord par le Tchad, à l'est par le Soudan et le Soudan du Sud, à l'ouest par le Cameroun, et au sud par la République Démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo².

La RCA est subdivisée en sept (07) régions administratives et compte 16 préfectures, 75 sous-préfectures, 175 communes et plus de 9000 villages et quartiers.

Le PREC est doté d'une couverture nationale avec un accent particulier sur les localités où se trouvent les ex-combattants. Il s'agit des localités suivantes : Bangui, Bambari (Ouaka), Bouar (Nana-Mambéré), Bria (Haute-Kotto), Kaga Bandoro (Nana-Gribizi), Paoua et kouï (Oham-Péndé), Ndélé (Bamingui-Bangoran) et Birao (Vakaga), (voir carte 1).

² MEPCI : Atlas de la République Centrafricaine

Carte 1 : Localisation des zones d'accueil du projet



Source : Données LACCEG, Université de Bangui (Consultant, août 2018)

3.1 Caractéristiques biophysiques des zones du projet

3.1.1 Caractéristiques biophysiques de la ville de Bangui

Créé le 26 Juin 1889 par M. Michel DOLISIE, Bangui est la capitale de la RCA. Ses coordonnées géographiques sont : 4° 21' 41" de latitude Nord et 18°33' 19" de longitude Est. Elle couvre une superficie d'environ 67 Km² avec une population estimée à 1 145 280 habitants en 2015 et une densité de 17 094 habitants au Km².

La ville de Bangui est limitée au Sud par le fleuve Oubangui qui fait frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC), à l'Ouest par la Commune de Bimbo, au Nord par la Commune de Bégoua (PK 12) et à l'Est par le quartier Landja situé dans la Commune de Bimbo. Selon le découpage administratif, Bangui représente la Région Administrative n°7 et est à la fois capitale politique et économique de la RCA. Elle concentre la quasi-totalité des activités de l'administration centrale et tous les services publics et privés.

La ville compte 8 arrondissements (carte 3), 16 groupements et 205 quartiers. Les différentes crises ont ébranlé les tissus économiques de la ville (industriel et commercial) dont les conséquences sont : (i) la perte d'emploi pour les travailleurs, (ii) l'absence de performance de l'économie urbaine et (iii) les violations graves des droits de l'homme (tuerie, VBG, braquage, vol aggravé, etc.).

Malgré sa fonction de capitale politique et économique, la ville de Bangui est confrontée à un sérieux problème d'accès à l'énergie et à l'eau potable, aux infrastructures sociales de base et de gestion des ordures ménagères.

La ville est sous influence du domaine climatique guinéen forestier avec une alternance de deux saisons : la saison pluvieuse (mars à décembre) et la saison sèche (janvier-février). La température moyenne annuelle est de 32,4°C avec les écarts moyens de 11°C. La pluviométrie moyenne annuelle est de l'ordre de 1500 mm.

Le sol est latéritique érodé par l'érosion dans la partie Nord. Il est sableux-argileux aux abords du fleuve Oubangui, latéritique sur les plateaux de Fatima (3^e arrondissement) et Gobongo (4^e arrondissement). On retrouve les alluvions dans les vallées des cours d'eau qui sont favorables aux cultures intramuros et maraîchages.

La majeure partie de la ville est drainée par le fleuve Oubangui et la rivière M'Poko. On y retrouve également des petits cours d'eau tels que Ngoubagara, Ngounguélé, Saye-voir, Nguito, Landjia, Guitangola.

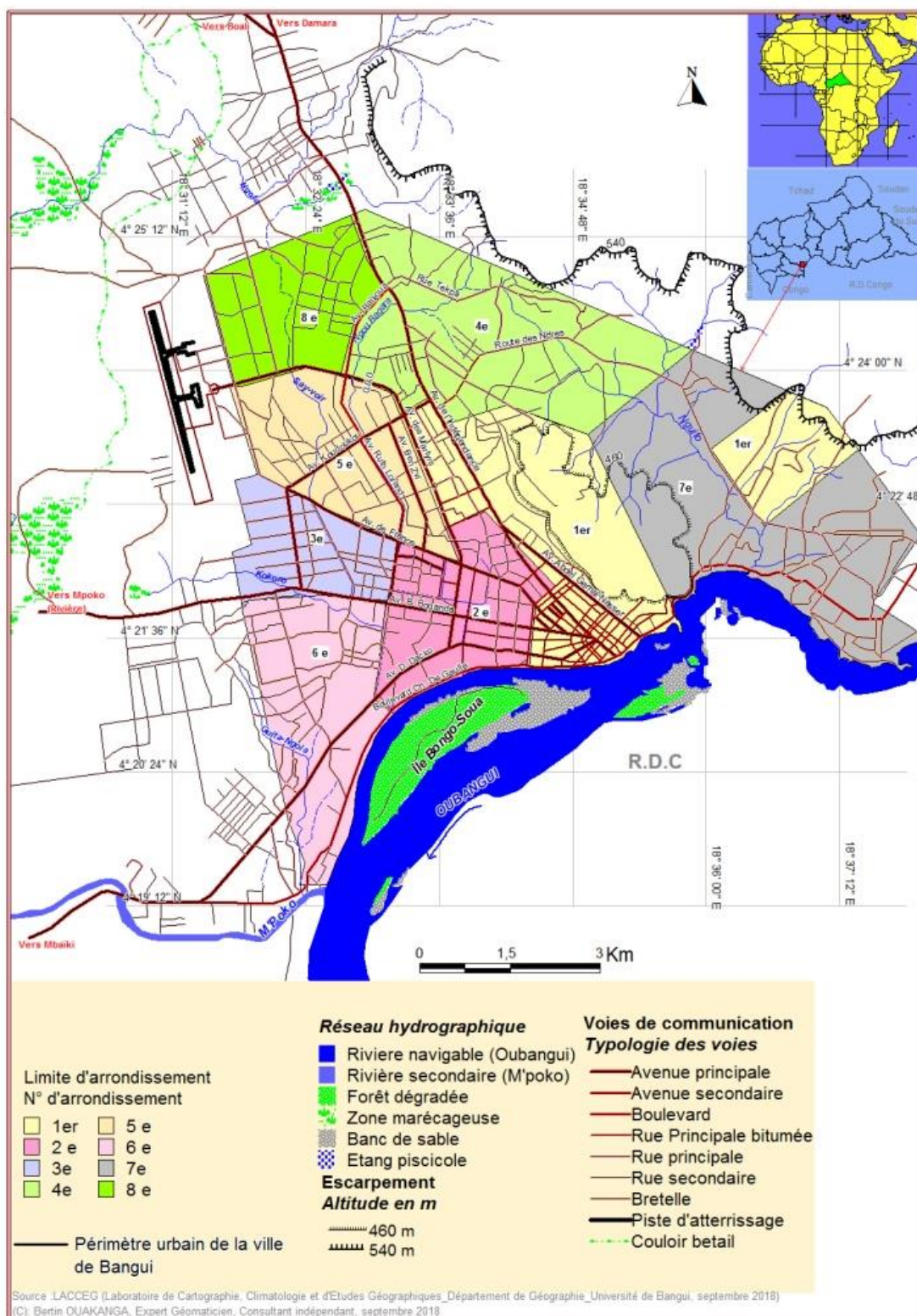
On distingue deux types de végétation dans la Ville de Bangui : la forêt classée sur la colline de Bas-Oubangui à dominance de bois blanc (Gmelinan arborea) et la savane qui est la résultante de l'action anthropique (défrichements, feux de brousse, etc.). Cette végétation est renforcée par des arbres fruitiers tels que les manguiers, les palmiers à huile, les agrumes. Ces arbres servent parfois d'ombre dans chaque concession de même constituent un apport en nutriment pour l'homme.

La pression anthropique a entraîné la réduction de la faune sauvage à cause de la disparition progressive de son habitat.

On y trouve la petite faune qui est représentée par les aulacodes (*Aulacodus swiderianus*), les écureuils, les rats etc. On retrouve également les reptiles comme les serpents et les lézards, les insectes comme les chenilles, abeilles, mouches, criquets, moustiques, guêpe, termites...

La faune aviaire est également représentée par des oiseaux comme le Hibou (*Asio flammeus*), les oiseaux gendarmes (*Ploceus cucullatus*), le Corbeau (*Corvus abus*).

Carte 3 : Plan de la ville de Bangui

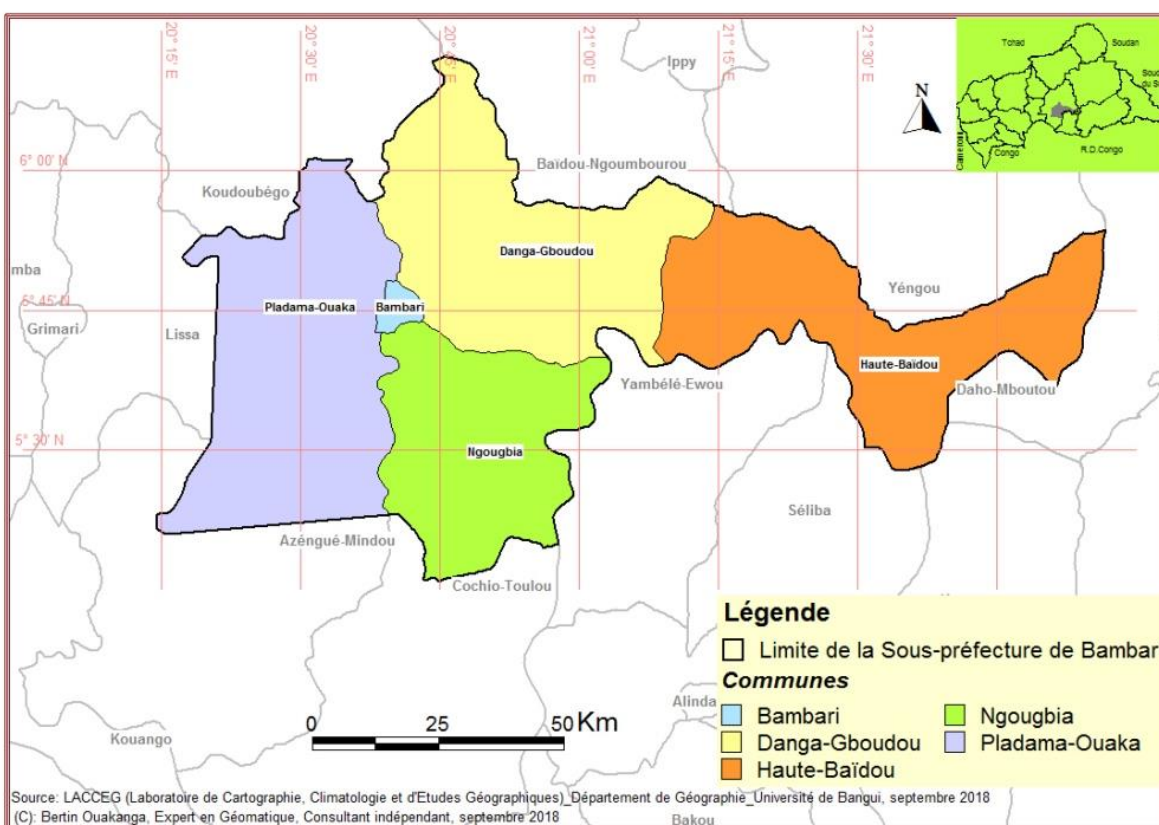


Source : LACCEG, Université de Bangui

3.1.2 Caractéristique biophysique de la sous-préfecture de Bambari

La ville de Bambari est le chef-lieu de la préfecture de la Ouaka et est située au centre de la RCA. Avec une superficie de 49 900 km², elle compte environ 50 000 habitants. Ses coordonnées géographiques sont : 5° 45' 55" de latitude Nord et 20° 40' 27" de longitude Est. La ville de Bambari est traversée par la route nationale N° 2 et se trouve à 385 km au Nord-est de la capitale Bangui.

Carte 4 : Sous-préfecture de Bambari



Source : Données de LACCEG, Université de Bangui (Consultant, sept 2018)

Bambari a été sévèrement touchée par les derniers conflits politico-militaires et intercommunautaires. Les avoirs productifs des ménages ont été fortement réduits, notamment en semences et en cheptel, alors que 95 % des ménages ont comme activité principale l'agriculture qui leur fournit la nourriture et le revenu monétaire par la vente des surplus en période hors soudure. Avant la crise, 93 % des ménages disposaient également de bétail et de petit élevage qui leur fournissaient un complément de revenu ou de nourriture. De même, avec les affrontements réguliers des groupes armés pour le contrôle de certains territoires, Bambari a accueilli plusieurs déplacés (85 860 personnes) venant des villes avoisinantes et 1 700 réfugiés rendant ainsi les conditions de vie très difficile voire précaire pour les populations sinistrées.

Le climat de la ville de Bambari est de type Soudano-guinéen, chaud et humide avec l'alternance de deux (02) saisons : une saison sèche de novembre à mars et une saison de pluie d'avril en octobre.

La pluviométrie moyenne annuelle est entre 1200 et 1400 mm ce qui est favorable aux cultures vivrières et l'élevage des bovins. La température moyenne annuelle est de 25,3°C. Mars est le mois le plus chaud avec une température moyenne de 27,3°C et juillet, le mois le plus frais avec une température moyenne de 24,1°C.

Le réseau hydrographique de Bambari fait partie du bassin de l'Oubangui. Le principal cours d'eau est la Ouaka qui partage la ville du Nord au Sud. Cependant, la disponibilité de l'eau potable représente un problème majeur à Bambari car des installations de production d'eau potable de la SODECA ont été sérieusement vandalisées.

La structure géologique est de formation cristallophyllienne (schistes et gneiss) au Nord de la ville et granitique diverse (grès, quartzites) dans le sud. Le sol est gravillonnaire rouge et parfois cuirassé en surface sur les hauts versants et marécageux humide dans les bas fond.

La végétation est constituée de savane arbustive à *Terminalia laxiflora*, *Terminalia glaucescens* et *Grewia mollis*. Elle est parsemée de galeries forestières localisées le long de certains cours d'eau, dominée par *Oxytenanthera abyssinica*.

La faune sauvage de Bambari est riche et diversifiée. Elle est représentée, dans les galeries forestière, par les pythons, les cercopithèques de Brazza, les guibs harnachés, les céphalophes bleus et céphalophes à flanc roux, les sitatunga, les hylochères, les potamochères.

Dans la prairie vivent les antilopes (cob de fassa), les bubales et buffle, les chouettes, les francolins, les mangoustes, les éperviers, les pic oryctéropes, les pigeons, les tourterelles, les rats, et la diversité micro faunique constituée des insectes et des termites.

Certaines espèces emblématiques sont en voie d'extinction notamment l'éléphant.

Dans les eaux, on rencontre des hippopotames, des crocodiles, des tortues, des varans, des poissons et des crevettes.

3.1.3. Caractéristiques biophysiques de la sous-préfecture de Bouar

La ville de Bouar est située à l'Ouest de la République Centrafricaine, entre 15° 30' et 16° 39' de longitude Est et 5° 50' et 6° 42' de latitude Nord. Elle couvre une superficie de 20.000 km² avec une population totale estimée à 120.000 habitants. La ville de Bouar est le chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré qui se trouve à 452 km au nord-ouest de Bangui, capitale de la République Centrafricaine. Elle est située sur un gradin du massif granitique de Yadé, à plus de 1 000 m d'altitude qui avoisine les frontières du Cameroun.

La région de Bouar a un climat tropical humide et sec caractérisé par une saison sèche et une saison humide allant de cinq à six mois chacune. Entre les deux saisons, il ya une courte saison de pluie appelée «pluie des mangues» et une courte saison sèche vers le mois de mars et avril. Ces deux saisons varient d'une année à une autre. Les précipitations ont une moyenne d'environ 1.600 mm et sont réparties sur 142 jours. La région de Bouar enregistre des températures qui ne connaissent pas de grande variation d'une année à l'autre. La moyenne annuelle est de 23,6°C. Le mois de février est plus chaud (25/8°C). Le mois le plus frais est juillet avec 22°C.

La Préfecture de Nana-Mambéré est dominée par deux grandes rivières principales à savoir la Nana et la Mambéré. La Nana, principale affluent de la Mambéré, prend sa source près de Safa, dans l'escarpement sud de Bouar-Bocaranga. Elle reçoit deux affluents à savoir la Modé et la Nioroy. Le long de la Nana, les Gbaya-Kara pratiquent les cultures de manioc, sésame et surtout d'arachide. La Mambéré prend sa source vers 1000 m au pied des petites arêtes schisteuses, surmontant la surface d'aplanissement de Meïganga à la frontière camerounaise. Cette région est parcourue par des cours d'eau qui présentent des traits sinueux dus à la morphologie du terrain et décrivent des méandres dans les alluvions où sont pratiquées des cultures maraîchères. Il s'agit de la rivière Yolée à l'ouest de la ville de Bouar avec un débit de 10 à 15 litres par seconde et même 3 litres par seconde en janvier, ce qui laisserait supposer un débit insignifiant en mars début avril. Ensuite, les rivières Gouna et Baya le long desquelles les Pana pratiquent la culture de canne à sucre. Pendant la saison sèche, les éleveurs de la région passent la plupart de leurs séjours aux abords des rivières Nana et Mambéré.

La végétation est formée d'un tapis herbacé plus ou moins épais où l'on retrouve principalement les familles graminées, *cypéracées* composées, dans lesquelles se distinguent les genres *hypparhenia*, *andropogon*, *Pennisetum*, *Imperata*, *Scléria* et *Vernonia*. Ces plantes herbacées sont dominées par de petits arbres souvent rabougris, au port tortueux et qui poussent toujours isolément. Les arbres types de cette savane sont le *Lophia Alata* (ou "faux karité") et le *Burkéz africana*. On y remarque aussi les divers *hannoa*, *Isobertinia*, *Cussonia*, *ficus*, *Uapaca* etc. qui composent le tableau de cette végétation.

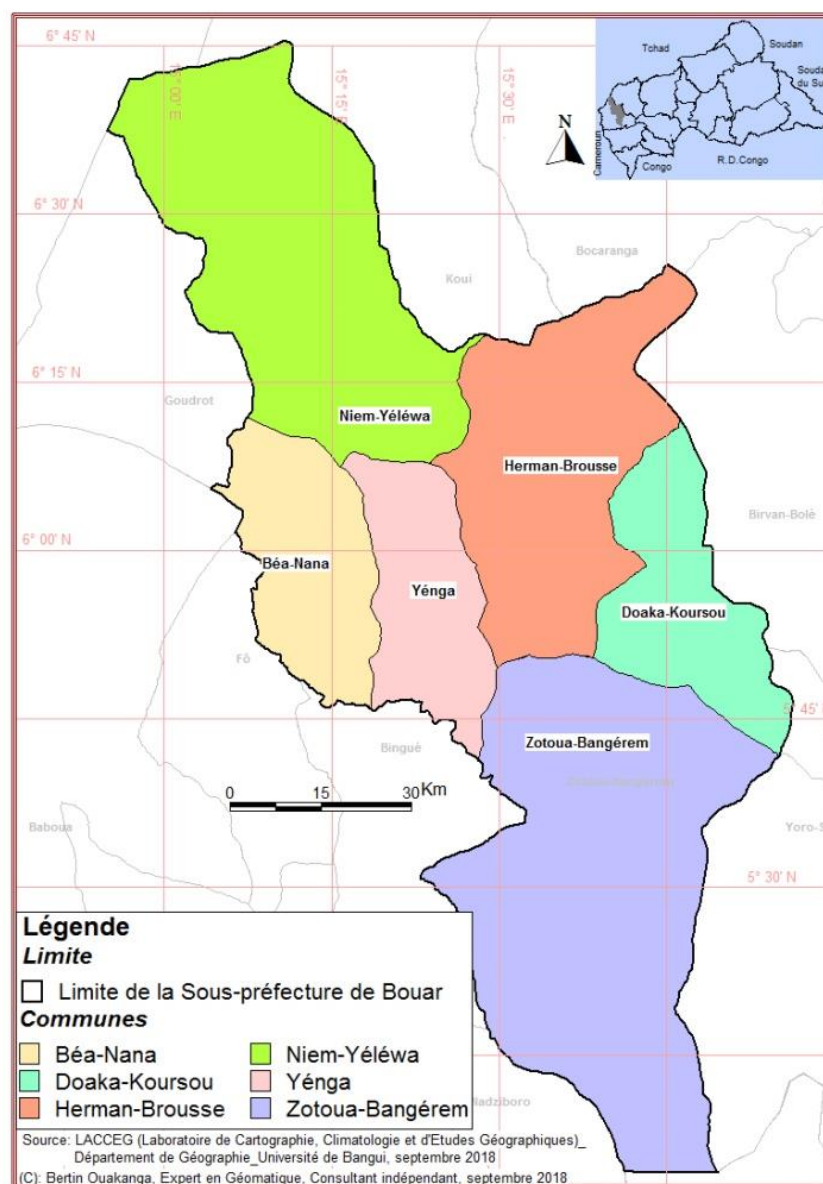
La région conserve des vestiges d'une culture à mégalithes dans le village de Narèmè, présentés en 2006 pour classement au patrimoine mondial de l'UNESCO. La zone mégalithique couvre 130 km de long sur 30 km de large et s'étend sur une surface d'environ 7 500 km².

Bouar est considérée par les habitants comme étant très giboyeuse. Les principaux animaux signalés sont les suivants : *Cephalophes* spp., les Buffles de savane, le Sinou, le Cob, le Pangolin géant, les Genettes, les Parkas, quelques Eléphants migrants sont souvent observés.

La région compte aussi une population d'avifaunes, d'herpétofaunes et d'amphibiens.

Les cours d'eau sont peu poissonneux. Il est signalé la présence dans les cours d'eau des Hippopotames et Crocodiles, de carpes, de silures et des crabes.

Carte 5 : Sous-préfecture de Bouar

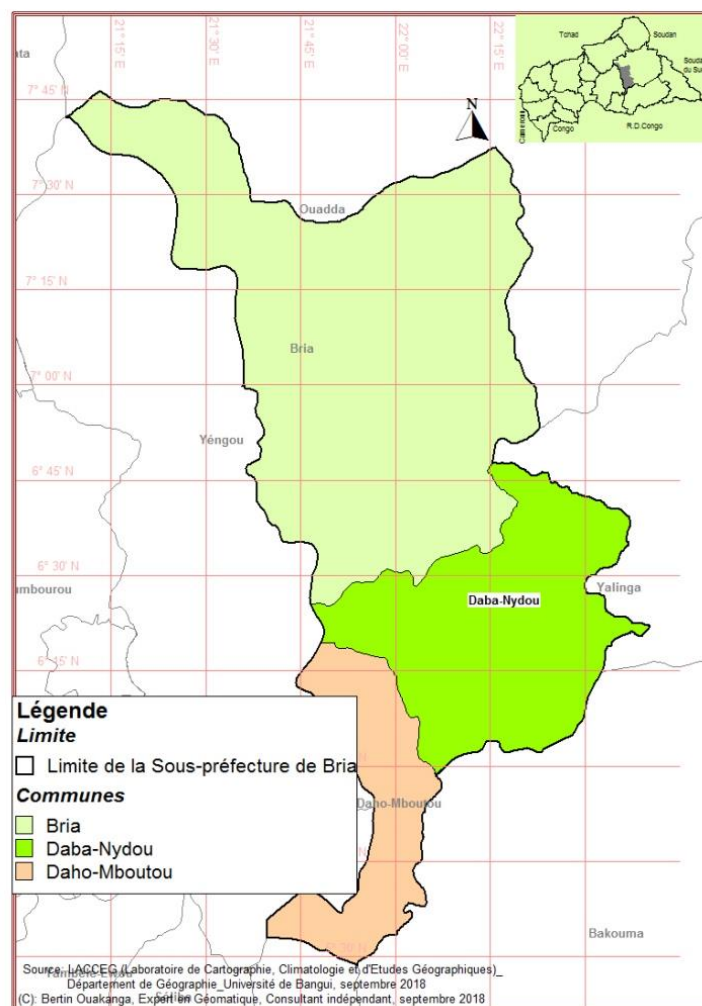


Source : Données de LACCEG, Université de Bangui (Consultant, sept 2018)

3.1.4. Caractéristiques biophysique et culturelles de la sous-préfecture de Bria

Bria, chef-lieu de la préfecture de la Haute-Kotto, est située dans la partie Nord-Est de la RCA. Ses coordonnées géographiques sont : 6° 32' 22" de latitude Nord et 21° 59' 25" de longitude Est. La ville est constituée de 3 Communes (Bria, Daba-Nydou et Daho-Mboutou (carte 6) et de 112 quartiers et villages.

Carte 6 : Sous-préfecture de Bria



Source : LACCEG, Université de Bangui

La ville est située sur une pénélaine polyconvexe des barres quartzites mise en relief par l'érosion.

Le climat est de type soudano-guinéen caractérisé par deux saisons : une saison des pluies (mai à octobre) avec des vents humides et des températures très fraîches, et une saison sèche (novembre à avril) accompagnée des vents secs et de chaleur. La température moyenne mensuelle la plus élevée s'observe au mois de Novembre avec 24,85° et un maximum de 35,03° en Décembre. La précipitation mensuelle la plus élevée est au mois de septembre avec 244,9 mm et 21 jours de pluies pour ce même mois. Les pluies sont abondantes à partir de Juillet avec une pointe en Septembre pour s'arrêter en fin Octobre. Les mois les plus secs sont novembre et décembre. L'humidité relative maximum est de 98,4 % en juin et 65,0 % au minimum pour le même mois.

La nature du sol est très variée et constituée : (i) des sols minéraux bruts (lithosols) et sols peu évolués qui ont subi des érosions, localisés au sommet des collines, inapte à l'agriculture ; (2) des

sols moyens fortement desaturés repartis le long des pentes (ferralitiques); (3) des sols hydromorphes et peu évolués d'apport alluvial répartis le long des cours d'eau. On y rencontre parfois en surface comme en profondeur des graviers, d'alluvions blanches-jaunâtres. Ce qui explique la présence du diamant sur la quasi-totalité du territoire de la ville.

Le couvert végétal est représenté par les galeries forestières le long des cours d'eau, les savanes arborées, un mélange de haute herbe, et des graminées. Cette végétation est favorable d'une part, au développement de l'élevage et d'autre part, à la faune sauvage avec des espèces diversifiées allant des micro-mammifères jusqu'aux macro-mammifères.

Les sites culturels sont nombreux dans la Sous-préfecture de Bria. On peut noter :

- le cimetière des blancs à côté du bureau du préfet au bord de la kotto ;
- le cimetière de Barangbaké, grand chef guerrier qui s'était opposé à la colonisation occidentale ;
- la grotte "Kpakawa" derrière l'aérodrome de Bria au PK 10 ;
- la grotte "Ngatala" derrière l'aérodrome de Bria au PK 15 ;
- la grotte "Féngbé" au PK 25 ;
- la montagne canvaire de Piya.

D'autres sites existent sur les différents axes suivants :

- axe Ira-banda : la grotte de kolaga à 10 km ;
- axe Gbaïdou : la grotte Yangoukongo à 12 km, la grotte de Ribî à 15 Km, la grotte Ngoungbou à 24 Km ;
- axe Yalinga : le cimetière d'Issa-Mazengué à 18 Km, la montagne d'Iramou à 35 km et une eau thermale à Iramou à 35 Km ;
- axe Ouadda : la grotte BARANGBAKE à 21 Km, croisement Gbougbourou ;
- axe Yalinga : l'eau thermale de Fangou, la montagne de Kagalapara et la chute de Kpame.

La faune sauvage de la région de Bria est proche de celle de Bambari. On y retrouve pratiquement les mêmes espèces que celles se trouvant à Bambari telles que les pythons, les cercopithèques de Brazza, les guibs harnachés, les céphalophes bleus et céphalophes à flanc roux, les sitatunga, les hylochères, les potamochères. On y retrouve également les antilopes (cob de fassa), les bubales et buffle, les chouettes, les francolins, les mangoustes, les éperviers, les pic oryctéropes, les pigeons, les tourterelles, les rats, et la diversité micro faunique constituée des insectes et des termites.

La faune aquatique est représentée par les *Mormyrus* sp, les *Hydrocynus* sp, les *Alestes* sp, les *Tilapia* sp, les *Barbus* sp, les *Clarias* sp et les *Labeo* sp.

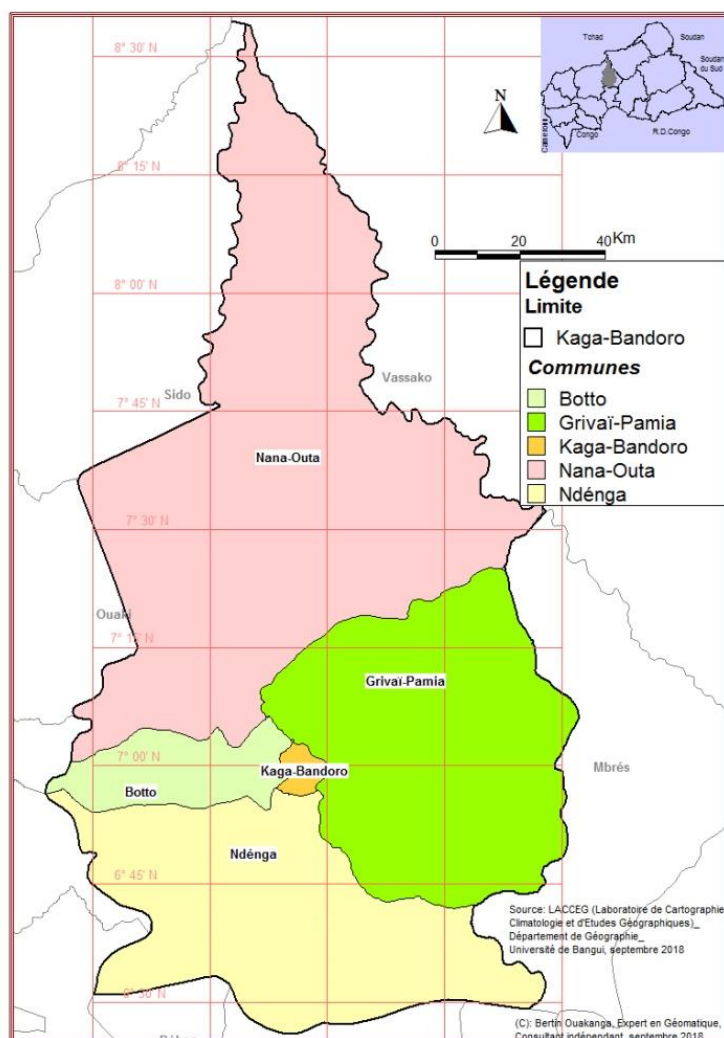
3.1.5. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Kaga-Bandoro

Kaga-Bandoro est le chef-lieu de la préfecture de Nana-Gribizi. La ville est séparée en deux blocs par la rivière Nana (ou Mandala) qui se jette dans la Gribinzi : le centre administratif d'un côté et le centre commercial de l'autre. Kaga-Bandoro est situé à 337 km au nord de Bangui, à l'extrémité d'une fourche formée par la route nationale N°8 (RN8) reliant Sibut à Ndélé. Ses coordonnées géographiques sont : 7° 00' 02" de latitude Nord et 19° 10' 51" de longitude Est. La Sous-

préfecture de Kaga-Bandoro est constituée de 5 Communes (Carte 7) (Kaga-Bandoro, Nana-Outa, Grivaï-Pamia, Ndénga et Botto) et de 54 quartiers.

Kaga-Bandoro est une zone de pénéplaine, dominée par des montagnes rocheuses dénudées (Kagas) qui s'étendent depuis le centre jusqu'à Mbrès.

Carte 7 : Sous-préfecture de Kaga-Bandoro



Source : LACCEG, Université de Bangui

Elle est située dans la région de savane du Nord de la RCA et bénéficie des conditions climatiques soudano-guinéen avec une pluviométrie annuelle comprise entre 1200 et 1500 mm. On note une saison des pluies de mai à octobre, humide mais relativement chaud et ensoleillé, et une saison sèche qui va de novembre à avril accompagnée des vents secs plus frais la nuit en particulier au mois de décembre. Cependant la fraîcheur est extrêmement rude entre décembre et février avec la manifestation de solstice de décembre. La température varie de 17° C en saison pluvieuse et

45° C en saison sèche. L'important vent saisonnier est l'harmattan, vent chaud et sec qui souffle en saison sèche. Il faut aussi noter la mousson, vent frais et humide qui provoque les précipitations. Les conditions climatiques sont favorables au développement des cultures vivrières et font de cette région une zone agro-pastorale par excellence.

Les sols sont en général de type ferralitique rouge profond. Les caractéristiques physiques des sols sont très favorables à un bon développement végétatif. Les valeurs agronomiques des sols présentent des rendements satisfaisants pour les cultures de: manioc, maïs, arachide, sésame, etc. On y retrouve aussi des sols sablonneux par endroit, sous l'effet de l'abondance de pluies, le ruissellement des eaux pluviales créent des ravines d'une profondeur allant de moins de 3m. Les caractéristiques des sols font penser que le sous-sol regorge de ressources minières importantes, notamment le diamant et l'or. Nonobstant les ressources du sous-sol, cette situation particulière de Kaga-Bandoro lui confère des atouts en diversité biologique très enviable.

L'hydrographie de Kaga-Bandoro est constituée des deux (02) principales rivières qui arrosent la ville : la Nana et la Gribizi. Cette dernière a un débit extrêmement faible en raison de la saison sèche. Son débit à Kaga Bandoro est de 4 m³/s en Avril et s'élève par contre à 125 m³/s en Septembre. Le réseau hydrographique est tributaire du bassin du Chari avec un régime se rapprochant de type sahélien.

Le couvert végétal est caractérisé par la savane boisée de forme de savane pré-forestière. C'est une savane formée de hautes herbes en association avec des arbres de tailles variables. Le long des cours d'eau se forment des galeries et se dresse au Nord un écosystème où prédomine la faune sauvage. Les types de dégradation du couvert végétal rencontrés dans les zones du projet sont : les feux de brousse qui détruisent chaque année la végétation, le défrichement et déboisement pour les cultures extensives, l'installation spontanée des établissements humains, les cultures extensives répétitives et l'exploitation minière artisanale.

Le cheptel faunique de Kaga-bandoro est en baisse à cause de la prolifération des armes de guerre et de chasse (surtout de fabrication artisanale).

Les espèces que l'on peut retrouver à Kaga bondoro sont les suivantes : Eléphant, Phacochère, Buffle, Elan de Derby, Bongo, Cob de Fassa et Cob de Buffon ainsi que le Céphalophe (bleu, à flanc roux, de Grimm), singe, Porc-épic, Cibissi, python, Pigeon, Tourterelle, Gyps africains etc.

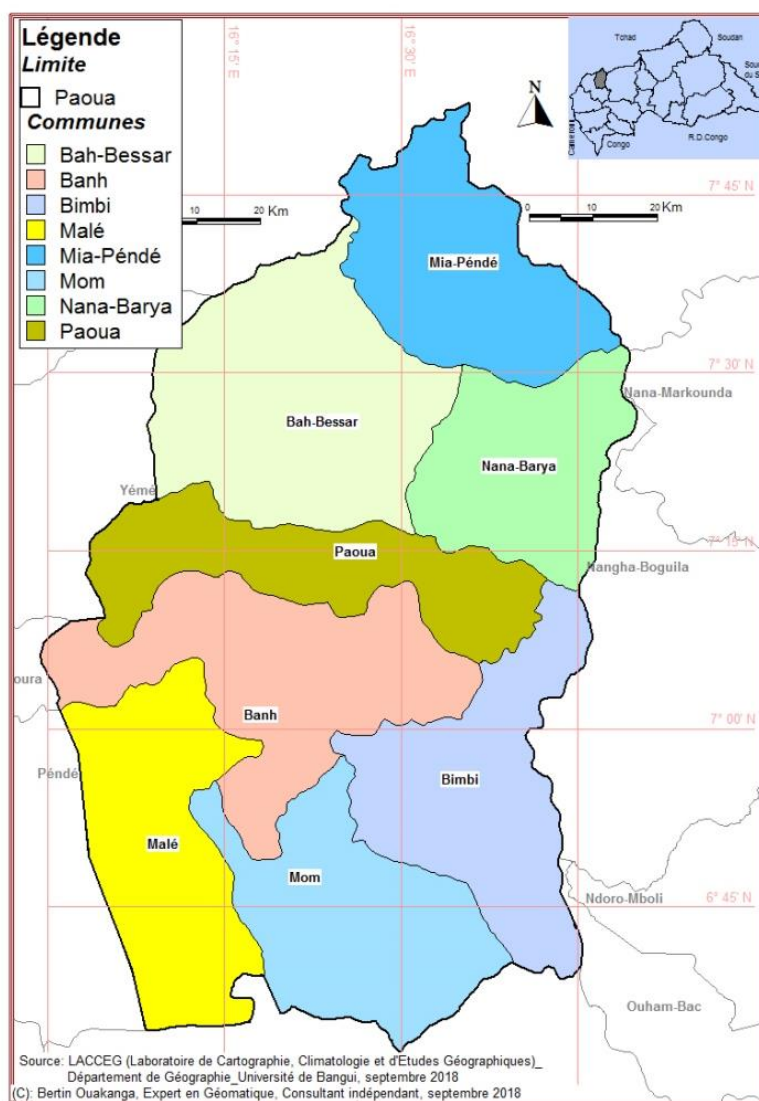
Les espèces aquatiques telles que les hippopotames, les crocodiles, les tortues, les varans, les poissons et les crevettes sont également représentées.

3.1.6. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Paoua

Paoua, située au centre de la préfecture de l'Ouham-Pendé, est l'une des importantes villes de la RCA. Ses coordonnées géographiques sont : 7° 14' 23" de latitude Nord et 16° 25' 51" de longitude Est.

La Sous-préfecture de Paoua est constituée de 8 Communes, 29 quartiers et 29 villages.

Carte 8 : Sous-préfecture de Paoua



Source : LACCEG, Université de Bangui

Le climat est du type Soudano guinéen, avec deux saisons : une saison sèche de 5 à 6 mois (début novembre à mi-avril) et une saison des pluies de 6 mois environs (mi-avril à octobre). Les températures annuelles sont dans l'ordre de 30° à 33° en saison sèche et de 19° à 20° en saison des pluies. L'hygrométrie normale est comprise entre 40° C et la saturation pendant la saison des pluies peut tomber à 15° en saison sèche. La zone de Paoua est balayée par l'Harmattan, vent sec et régulier qui vient de l'anticyclone Egypto-Lybien. La zone est arrosée par des pluies abondantes (avril-octobre).

La zone de Paoua est drainée par les rivières Nana-Barya et Péndé. Cette dernière prend le nom de Logone Orientale à la frontière avec le Tchad.

Les sols sont de type ferralitique d'intégration ferrugineuse tropicale, de couleur ocre ou beige. Ce sont des sols : (i) ferralitiques moyennement décoloré tirant vers la couleur ocre, rouge ou

beige, (ii) ferrallitiques des surfaces anciennes à structures éoliques (retrouvés dans les hauts plateaux près de Bocaranga) et (ii) lithiques (lithosols) des reliefs à escarpement et des sols jeunes d'érosion qui sont tous constitués des matières ferrallitiques. On y retrouve également des sols hydromorphes le long des cours d'eau, surtout dans les bafions des grandes vallées inondées.

La végétation est constituée de savanes arborées, arbustives et herbeuses. Les arbres se raréfient au fur et à mesure qu'on remonte du Sud au Nord en faveur des graminées. Les espèces dominantes sont : la strate arborée dominée (karité, *Burkea africa*, *Lophira alata* et *Daniela alevieri*) ; et la strate arbustive (*Annona senegalensis*, *Hymenocardia acida*, etc.).

La nature de la végétation de Paoua a favorisé la présence d'une faune sauvage variée constituée des espèces telles que les buffles (*Syncerus caffer*), les céphalophes, les hyènes (*Crocuta crocuta*), les chacals (*Canis aureus*, *Canis adustus*, *Canis mesomelus* les cobes et *reduncas*), l'antilope cheval, les bubales et damalisques, les guibs, bongos, élands, koudous, sitatunga, les potamochères (*Potamochoerus porcus*), les phacochères (*Potamochoerus aethiopicus*), l'hylochères (*Hylochoerus mainertzhageni*) et l'hyppopotame (*Hyppopotamus amphibius*). On y trouve également la faune aviaire dont les espèces les plus emblématiques sont : la pintade (*Numida maleagris* et *Guttera edouardi*) et les gyps africain (*Gyps africanus*).

A côté de ces espèces, il ya aussi les reptiles (tortue, crocodile, lézard, Amphibène, serpent, varan, python, mamba, etc.), les insectes (papillon et termite) et une grande variété de poisson.

3.1.7. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Kouï

Kouï, anciennement appelée De Gaulle, est une localité située au nord-ouest de la RCA, dans la Préfecture de l'Ouham-Pendé. Ses coordonnées géographiques sont : 6° 57' 07" de latitude Nord et 15°27' 12" de longitude Est. Kouï est l'unique Commune de la Sous-préfecture et l'une des 7 Communes d'élevage du pays créée dans le but de donner une assise territoriale et foncière aux pasteurs Peuhls Mbororo. Le Maire de Kouï étend son influence sur les éleveurs des Préfectures de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham. La Commune compte 114 villages.

Carte 9 : Commune de Kouï



Source : LACCEG, Université de Bangui

Kouï est une zone à vocation agricole avec un avantage comparatif dans la culture des arbres fruitiers notamment l'avocatier.

Elle est sous l'influence du domaine climatique Soudano guinéen, avec deux saisons : une saison sèche de 6 mois (novembre à avril) et une saison des pluies de 6 mois environs (avril à octobre). Les températures annuelles sont dans l'ordre de 33° en saison sèche et de 20° en période des pluies. La zone de Kouï est balayée par l'Harmattan, vent sec et régulier qui vient de l'anticyclone Egypto-Lybien. La zone est arrosée par des pluies abondantes (avril-octobre).

La zone de Kouï est arrosée par le Cours d'eau Ngou, affluent de la rivière Mbéré.

Les sols sont de type ferralitique d'intégration ferrugineuse tropicale, de couleur ocre ou beige. Ce sont des sols : (i) ferralitiques moyennement décoloré tirant vers la couleur ocre, rouge ou beige, (ii) ferralitiques des surfaces anciennes à structures élatiques (retrouvés dans les hauts

plateaux près de Bocaranga) et (ii) lithiques (lithosols) des reliefs à escarpement et des sols jeunes d'érosion qui sont tous constitués des matières ferralitiques. On y retrouve également des sols hydromorphes le long du cours d'eau.

La végétation est constituée de savanes arborées, arbustives et herbeuses. Les espèces dominantes sont : le Karité, *Burkea africa*, *Lophira alata*, *Daniela aleveri*, *Annona senegalensis*, *Hymenocardia acida*, etc. Cette végétation fait de Kouï une zone d'élevage par excellence.

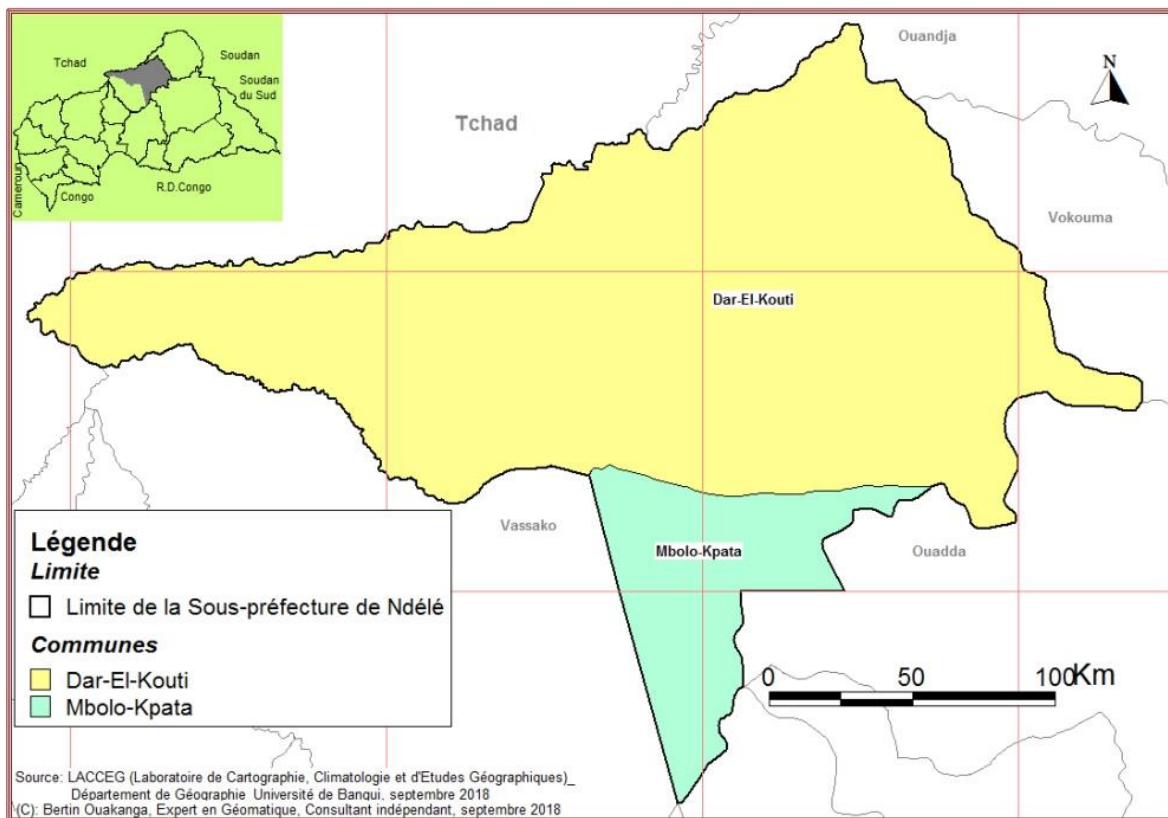
La zone de Kouï est riche en faune sauvage où l'on peut retrouver les buffles, les antilopes les céphalophes, les cobes et reduncas, l'antilope cheval, les bubales et damalisques, les guibs, bongos, élands, koudous et sitatunga, les buffles (*syncerus caffer*), la giraffe (*Giraffa camelopardalis*), les potamochères (*Potamochoerus porcus*), phacochères (*Potamochoerus aethiopicus*) les hyènes (*Crocuta crocuta*) les chacals (*Canis aureus*, *Canis adustus*, *Canis mesomelus*), le lycaon (*Lycaon pictus*).

Les cours d'eau contiennent des caïmans et des hippopotames ainsi que des poissons dont les plus représentés sont les carpes, les tilapias et les silures.

3.1.8. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Ndélé

Ndélé est le chef-lieu de la Préfecture de Bamingui-Bangoran. La ville de Ndélé est située à 648 km au nord-est de Bangui (Carte 10) sur la route nationale N°8 qui mène à la frontière soudanaise. Elle est localisée suivant les coordonnées géographiques suivantes : 8° 24' 39" de latitude Nord et 20° 38' 58" de longitude Est.

Carte 10 : Sous-préfecture de Ndélé



Source : LACCEG, Université de Bangui

Le relief est constitué d'un plateau gréseux relativement plat sur une altitude de 700 à 800 m. Le massif de Bangbali est bien visible au Nord-Ouest de Ndélé où il apparaît comme une prolongation de grès et domine au niveau de courbe à 400 m les plaines sur le continental terminal de Bangoran au sud et sur alluvions néo-tchadiennes de l'Aouk au nord.

Elle appartient au domaine climatique Sahélo-Soudanien avec une alternance de deux saisons (5 mois de saison sèche et 7 mois de pluies) inégalement répartie dans l'année. La température moyenne varie entre 26°C et 32°C.

L'hydrographie de Ndélé est tributaire du bassin hydrographique du chari avec un régime qui se rapproche du type sahélien. Les principales rivières sont la Bamingui, la Bangoran et la Koukourou qui se jettent dans l'Aouk laquelle rejoint la Bahr Sahara sur le territoire tchadien.

La variété pédologique est liée aux facteurs du milieu notamment le climat et la végétation. Ainsi on y rencontre des sols argileux d'origine fluvio-lacustre, des alluvions du quaternaires et des sols ferralitiques qui sont très favorables aux différentes cultures.

La végétation est constituée de savane arbustive et de steppe. Les principales essences sont : le rônier, le baobab, le tamarinier, le karité, *Burkia africana* et *Daniella oliveri*. Sur les interfluves secs s'étend la savane arbustive à *Terminalia laxiflora*. La savane forestière avec ou sans sous-bois.

Les zones de convergence des eaux et les dépressions sont occupées par de vastes savanes herbeuses inondables où dominent les andropogons.

Très riche en ressources naturelles, une partie de la zone de Ndélé est classée patrimoine de l'UNESCO du fait de son histoire. Elle conserve une grande variété culturelle et faunique qui est actuellement menacée de disparition par les effets des crises politico-militaires successives que le pays a traversé.

La faune sauvage est abondante et diversifiée. On y retrouve :

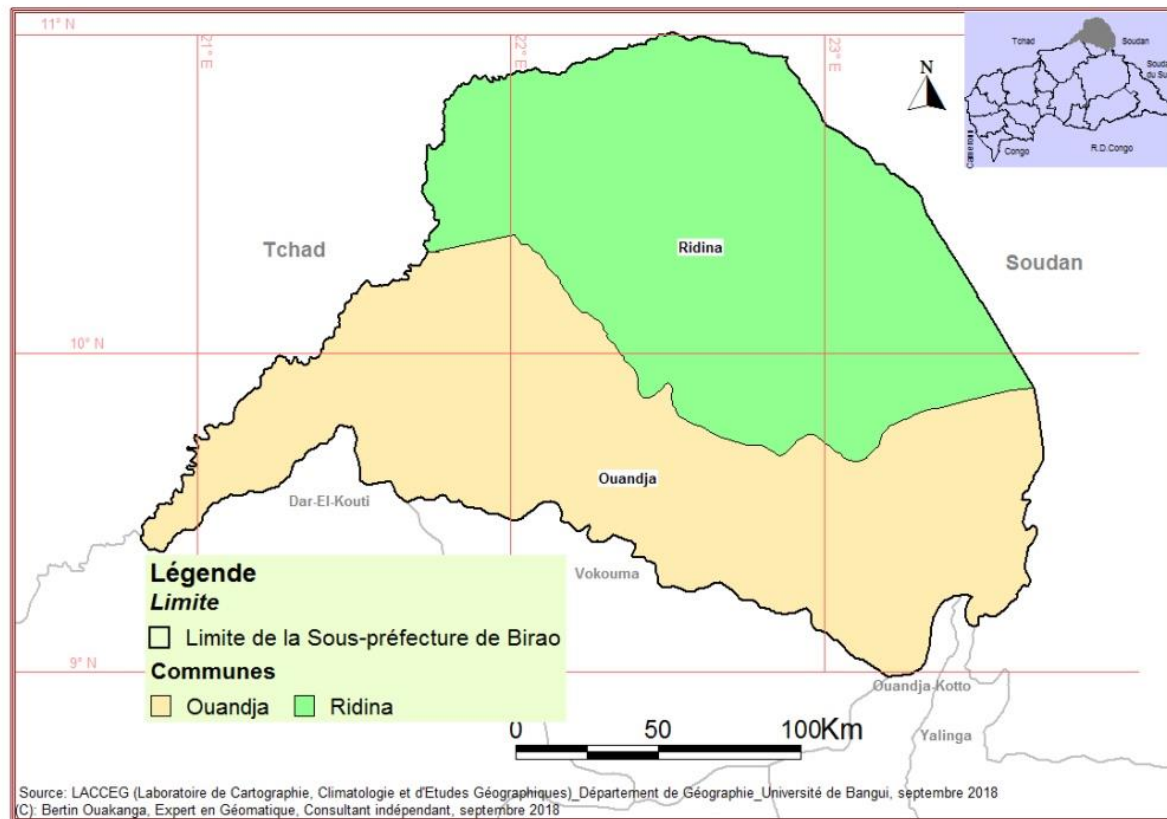
- Les grands mammifères :
 - ✓ Les ongulés : les céphalophes ; les cobes et reduncas ; l'antilope cheval ; les bubales et damalisques ; les guibs, bongos, élands, koudous et sitatunga ; les buffles (*Syncerus caffer*), la giraffe (*Giraffa camelopardalis*) ; les potamochères (*Potamochoerus porcus*), phacochères (*Potamochoerus aethiopicus*) et hylochères (*Hylochoerus mainertzhageni*) ; l'hyppopotame (*Hyppopotamus amphibius*) ; l'éléphant (*Loxodonta africana*) ;
 - ✓ Les Carnivores : les hyènes (*Crocuta crocuta*) ; le léopard (*Panthera pardus*) ; le lion (*Panthera leo*) ; le guépard (*Acinonyx jubatus*) ; les chacals (*Canis aureus*, *Canis adustus*, *Canis mesomelus*), le lycaon (*Lycaon pictus*).
- Les petits mammifères : Mustelidae, Viverridae, Felidae, et les primates (les familles de Lorisidae et Cercopithecidae) ;
- Les oiseaux : 480 espèces connues sur les 730 de la RCA dont les plus observées sont la pintade (*Numida maleagris* et *Guttera edouardi*), le secrétaire serpenteaire (*Sagittarius serpentarius*), les gyps africain (*Gyps africanus*), les aigles pêcheurs et martial (*Haliaeetus vocifer* et *Polemaetus bellicosus*), *Falco biarmicus*, *Ardeotis arabs*, les anatidae, les ardeidae, les Phasianidae, les Otidae, les falconiformes, etc.
- Les reptiles parmi lesquels on retrouve les tortues, les crocodiles, les lézards, les Amphisbènes, les serpents, les varans, les pythons, les mambas, etc.
- Les insectes : les papillons et les termites.

A cela s'ajoute la faune aquatique qui est également abondante et diversifiée.

3.1.9. Caractéristiques biophysique de la sous-préfecture de Birao

Birao, chef-lieu de la préfecture de Vakaga, est une ville située dans le nord-est de la RCA en zone semi-désertique (Carte 11). Tout près de la frontière du Soudan et du Tchad (45 km de la frontière avec le Soudan et 60 km de celle du Tchad), la ville est éloignée de Bangui à une distance de plus de 1 000 Km. Ses coordonnées géographiques sont : 10° 17' 42" Nord et 22° 47' 01" Est.

Carte 11 : Sous-préfecture de Birao



Source : LACCEG, Université de Bangui

Elle bénéficie d'un climat soudano-sahélien où la pluviométrie oscille entre 800 et 1100 mm par an, l'humidité relative à un régime plus contrasté et l'ensoleillement annuel plus important. La saison sèche est plus longue que la saison de pluies.

Les sols rencontrés à Birao sont constitués des *sols ferrugineux tropicaux*. Ils sont faiblement désaturés et ont une évolution moins poussée. Ils présentent des concrétions et des tâches et deviennent des *pseudogley* s'ils sont engorgés en profondeur. Ces sols prennent des formes de placage sableux sous l'influence de l'érosion éolienne.

L'hydrographie de la ville de Birao appartient au bassin du chari et est constituée de la rivière Bahr Oulou et de la Ouandja. Ces deux cours d'eau se jettent dans l'Aouk qui constitue la frontière naturelle de la RCA avec le Tchad.

La couverture végétale est constituée aussi bien des savanes que des steppes. Les premières sont caractérisées par la présence des espèces ligneuses telles que : *Annona senegalensis*, *Daniellia oliveri*, *Terminalia glaucescens*, *Isobertia doka* et *Lophira alata*. Les herbes y sont également représentées et illustrées par les strates les plus répandues du pays : *Imperata cylindrica*, *Panicum maximum*, *Pennisetum purpureum*, *Loudetia arundinacea*, *Andropogon gayanus*, *Hyparrhenia rufa*, *Aframomum citratum* et *Chromolaena odorata* (herbe de Laos).

Les steppes, quant à elles, sont caractérisées par des espèces dont les plus dominantes sont : *Acacia raddiana*, épineux, Balamites. Les graminées sont constituées de bulbes et de rhizomes. On trouve aussi les *Aristida* et des Cram- Cram.

La faune sauvage est représentée par des espèces emblématiques telles que l'Eland de Derby, l'éléphant des savanes, l'hippopotame, le léopard, le lion, le bongo, le buffle. On y retrouve également la faune moyenne telles que : l'hylochère, le potamochère et le phacochère, les singes et les lycaons. La petite faune est représentée par la mangouste Pousargue (ou mangouste de Dybowski : *Dologale dybowskii*), l'écureuil, les rats et les reptiles.

3.2. Analyse socioéconomique des zones du projet

La RCA demeure un Etat fragile dans un contexte particulièrement difficile. L'enclavement interne et externe du pays, la destruction de la plupart des infrastructures socio-économiques lors des récurrentes crises politico-militaires que le pays a traversé, la faible productivité du secteur agricole, ainsi que la faible représentativité de l'Etat dans certaines villes de provinces caractérisent presque toutes les villes concernées par le présent projet.

3.2.3. Les infrastructures routières

L'état des infrastructures routières est pratiquement le même et très dégradé dans les principales villes couvertes par le projet. Ces routes n'ont pas fait l'objet d'entretien depuis plus d'une décennie. L'accès à certaines villes du nord telles que Birao, Bria et Ndélé n'est possible qu'en saison sèche. Dans ce contexte, l'avènement des taxi-motos est une aubaine car elles permettent à la population de se déplacer malgré l'état de dégradation avancé des voies.

Par ailleurs, la dégradation des infrastructures routières rend difficile l'évacuation des produits agricoles vers les marchés, l'approvisionnement de certaines villes en biens de première nécessité ainsi que la circulation des personnes.

3.2.4. Les services publics de l'Etat

Les services de l'Etat ont été sévèrement affectés ces dernières décennies par la crise militaro-politique en l'occurrence dans les villes du nord comme Birao, Bria, Ndélé, Paoua, Kaga-Bandoro et Bambari. Les fonctionnaires des différents services de l'Etat qui fournissaient des prestations sociales à la population se sont retirés en grand nombre de ces localités. Les écoles sont, dans la plupart des cas, tenues par un seul enseignant appuyé par des « maître-parents » qui sont sans grande qualification et recrutés dans les localités concernées pour combler l'absence des enseignants qualifiés. A cela s'ajoute la destruction et l'insuffisance des salles de classe qui ne répondent plus à l'effectif des élèves devenu pléthorique.

Le même constat est fait au niveau des services de santé où la plupart des hôpitaux sont désertés par des médecins et ne sont plus ravitaillés en intrants et produits pharmaceutiques pendant des années. Cette carence est comblée par la présence des humanitaires à travers des Organisations Non Gouvernementales internationales qui fournissent, tant bien que mal, des services de santé à la population.

3.2.5. Le service financier

A l'exception de Bambari et de Bouar, toutes les villes bénéficiaires du PREC ne disposent pas d'établissements bancaires ou de microfinance susceptibles d'offrir à la population des crédits ou autres produits bancaires et financiers.

3.2.4. Les activités agricoles

Dans les différentes localités bénéficiaires du PREC, on pratique l'agriculture itinérante sur brûlis orientée vers les cultures vivrières et sur une même parcelle, on peut retrouver du manioc, du maïs, de l'arachide cultivés en association. Les matériels utilisés sont rudimentaires. Cependant, après quelques décennies d'abandon, la population commence à reprendre les cultures de rente telle que le coton.

3.2.5. Les activités de l'élevage

L'élevage dans les villes bénéficiaires du projet a été fortement affecté par les différentes crises qui ont secoué le pays et dont la connotation intercommunautaire est non négligeable. Ce qui a occasionné le départ des éleveurs transhumants vers l'extrême nord du pays, notamment à Kouï, Bria, Ndélé et Birao. Cette situation a énormément joué sur la filière commerciale du secteur avec pour conséquence directe la hausse des prix des produits bovins qui a conduit à la rareté de la viande de bœuf sur les marchés.

3.2.6. Les activités de pêche

En RCA, la pêche est pratiquée dans toutes les villes disposant d'un cours d'eau. Pour cela, les populations font recours aux moyens rudimentaires comme les filets, les nasses, les hameçons et érigent souvent des barrages sur des petits cours d'eau pour pêcher les poissons. La technique de petit barrage est généralement utilisée en saison sèche par les femmes alors que les autres techniques sont utilisées par les hommes. Le commerce des produits de pêche est exercé pour l'essentiel par les femmes. Les produits de pêche sont sources de nourriture et de revenu. Une partie des produits de pêches est destinée à la consommation des ménages et l'autre partie est vendue.

3.2.7. Les activités minières

La République Centrafricaine est dotée, sur toute l'étendue du territoire, en ressources minières. Cependant, sur 470 indices miniers répertoriés, seul deux substances minérales sont exploitées artisanalement à savoir : l'Or et le Diamant. Cette activité fait vivre plus de 400 000 ménages et contribue au PIB à hauteur de 4 %.

Dans cette dernière décennie, cette contribution a baissé du fait de la suspension de l'exportation des diamants de la RCA par le processus de Kimberley à cause de l'insécurité qui a prévalu dans le pays.

Toutefois, plusieurs permis de prospection minière dans plusieurs localités sont aujourd'hui attribués à des sociétés d'exploitation qui pourront, à terme, exploiter de manière industrielle les ressources. Ce qui va constituer une opportunité d'emploi pour la population.

3.2.8. Les activités de la cueillette

La cueillette est une activité répandue dans toutes les villes du pays. En fonction des saisons, les principaux produits récoltés sont les chenilles, les escargots, les champignons, les termites, le gnetum (Koko), les grosses feuilles d'emballage et divers fruits sauvages comestibles. Cette activité permet à la population de disposer, non seulement de revenu, mais aussi de nutriment pour son alimentation.

3.3. Enjeux environnementaux et sociaux en rapport avec le projet

Les enjeux environnementaux et sociaux majeurs des zones d'intervention du projet sont :

3.3.1. pollution et nuisance dans et autour du site des travaux

Les travaux de génie civil nécessaires à la réhabilitation ou à la construction des infrastructures peuvent être des sources de nuisance et pollution pour le voisinage ou sur les chantiers. La pollution et nuisance ainsi engendrées peuvent impacter négativement la population riveraine qui risque de s'opposer à la réalisation des travaux lorsque celles-ci atteints un niveau insupportable.

3.3.2. Perte des biens et déplacement de la population

Des personnes se trouvant ou exerçant une activité dans l'emprise d'un chantier peuvent être temporairement déplacées pour les besoins des activités. Ce déplacement involontaire peut entraîner une perte temporaire de revenu pour les concernés.

3.3.3. Risque de propagation des maladies sexuellement transmissible

Le projet va intervenir dans des localités qui ont déjà un taux élevé de pauvreté. Dans ce contexte, l'augmentation de revenu par la présence de la main-d'œuvre étrangère à la localité ainsi que le recrutement des ouvriers locaux risquent d'augmenter les activités sexuelles liées à la prostitution et entraîner la propagation des maladies sexuellement transmissible.

3.3.4. Pression sur la biodiversité et dégradation des sols

L'ouverture des carrières pour l'extraction des matériaux nécessaires aux activités de construction ou de réhabilitation des infrastructures peut entraîner la perte de la végétation sur une grande superficie de terre. Si la situation perdure, elle peut entraîner l'érosion des sols suivie de leur dégradation.

4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

4.1. Cadre politique

Le cadre politique national de gestion de l'environnement en Centrafrique est constitué du Plan d'Actions National de lutte contre la Désertification, de la Stratégie Nationale de la conservation de la biodiversité, de la Politique Nationale Sanitaire et de l'hygiène du Milieu, de la Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement ainsi que de la Politique Nationale de Lutte contre la Pauvreté.

4.1.1. Le Plan National d'Actions de lutte contre la Désertification

Le PAN/LCD constitue une partie intégrante et une composante majeure du Plan National d'Action pour l'Environnement PNAE, puisque la désertification et la dégradation des ressources naturelles sont, dans certaines zones de la RCA, les problèmes environnementaux les plus cruciaux.

En effet, le PAN/LCD a présenté tous les types de dégradation des sols en RCA ainsi que leurs causes. Au regard de la situation présentée, il a proposé des axes prioritaires d'intervention ainsi que des activités à réaliser afin que la RCA se prémunisse de la désertification.

4.1.2. La Stratégie Nationale de la conservation de la biodiversité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention internationale sur la conservation de la diversité biologique, la RCA a élaboré une Stratégie Nationale en matière de la Biodiversité. Cette stratégie est constituée des actions prioritaires réalisables dans un court délai. Deux catégories d'actions ont été retenues : celles qui apportent un appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'une part, et d'autre part, celles qui sont spécifiques aux principaux sites de biodiversité. La stratégie prévoit la nécessité de préserver les sites de biodiversité. Ce qui est en lien avec les impacts négatifs des travaux sur les habitats naturels des espèces fauniques ou floristiques ainsi que la perturbation d'écosystèmes fragiles.

4.1.3. Politique nationale sanitaire et de l'hygiène du milieu

La politique nationale sanitaire et de l'hygiène du milieu est basée sur les soins de santé primaire. Ses axes stratégiques sont : (i) le renforcement des capacités du cadre institutionnel, (ii) la promotion de la Santé de la Reproduction, le renforcement de la lutte contre la maladie, la gestion des urgences et catastrophes, et (iii) la promotion d'un environnement propice à la santé.

4.1.4. Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement

Le Document de politique et stratégie nationales en matière d'eau et d'assainissement en RCA a pour objectif global de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau afin que celle-ci ne soit pas un facteur limitant au développement économique et social. Ce document met un accent particulier sur la Promotion de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Cette politique est mise en œuvre par le Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Hydraulique, notamment la Direction Générale de l'Hydraulique (DGH).

4.1.5. Politique nationale de lutte contre la pauvreté

Après le retour à l'ordre constitutionnel en mars 2016, la RCA s'est dotée du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021.

Le pilier 2 de ce plan prend en compte le renouvellement du contrat social entre l'Etat et la population à travers la fourniture des services de base sur tout le territoire et en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'eau. Les objectifs poursuivis par le projet de réintégration des ex-combattants intègre parfaitement cette préoccupation.

4.2. Cadre juridique national

4.2.1. La Constitution de la République Centrafricaine

La gestion de l'environnement trouve son fondement juridique dans la Constitution de la RCA du 30 mars 2016 qui stipule, en son article 11, que la République garantie à chaque citoyen, entre autres, le droit à un environnement sain. A cet effet, son article 80 renvoi à l'élaboration de la loi relative à la protection de l'Environnement ainsi qu'à celles des régimes juridiques des secteurs qui lui sont connexes tels que la domanialité publique, la tenure foncière, les ressources forestières, pétrolières et minières, la protection des femmes et des filles contre les violences basées sur le genre.

4.2.2. La législation en matière d'évaluation et de gestion environnementale

La Loi N° 07.018 du 28 décembre 2007, portant Code de l'Environnement de la République Centrafricaine rend obligatoire la réalisation d'étude d'impact environnemental avant l'exécution de tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement. A cet effet, elle dispose que *« des textes réglementaires fixent le contenu, la méthodologie et la procédure des études d'impact, ainsi que les conditions dans lesquelles ces études sont rendues publiques et les modalités par lesquelles le Ministre en charge de l'environnement peut se saisir ou être saisi pour avis de toute étude d'impact environnemental »*. Ce même code prévoit également l'Audience Publique, l'évaluation environnementale et l'audit environnemental dont les modalités d'exécution sont fixées par voie réglementaire. En application du Code de l'Environnement des textes réglementaires ont été pris. Il s'agit des textes suivants :

- **Décret n°18.084 du 10 avril 2018** portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et fixant les attributions du Ministre ;
- **Arrêté n°03/MEEDD/DIRCAB du 23 octobre 2013** portant création d'un registre au sein du Ministère en charge de l'Environnement relatif aux projets soumis à une évaluation environnementale en RCA ;
- **Arrêté n°16/MEEDD/DIRCAB du 28 octobre 2013** fixant les modalités d'agrément des Experts autorisés à réaliser l'Evaluation Environnementale ;
- **Arrêté n°04/MEEDD/DIRCAB du 21 janvier 2014** fixant les procédures pour la réalisation de l'EIES en RCA.

- **Arrêté n°05/MEEDD/DIRCAB du 21 janvier 2014** fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à l'obligation d'une étude d'impact environnemental et social en RCA ;
- **Arrêté n°06/MEEDD/DIRCAB du 24 janvier 2014** définissant les exigences des contenus de rapports des termes de référence et rapports d'EIES en RCA
- **Arrêté n°07/MEEDD/DIRCAB du 29 janvier 2014** fixant les modalités de réalisation de l'Audit Environnemental en RCA ;

D'autres textes juridiques sectoriels s'ajoutent à ce dispositif juridique et prévoient des dispositions nécessaires à la protection environnementale et sociale.

4.2.3. Le Code foncier

En RCA, le régime foncier est constitué d'une part, des terres du domaine de l'Etat qui se subdivisent en terre du domaine public et privé et d'autre part, des terres du domaine des particuliers. Le régime de ces terres est réglementé par la Loi n°63-441 du 9 janvier 1964 promulguée par décret N°64.003 du 9 janvier 1964 et portant Domaine National.

La Loi portant Domaine National prévoit deux catégories de domaine de l'Etat :

- le domaine public qui comprend tous les biens qui, par leur nature ou leur destination, sont à l'usage de tous et qui, n'étant pas susceptibles de propriété privée, sont inaliénables et imprescriptibles ;
- le domaine privé qui s'entend de tous les biens et droits mobiliers et immobiliers qui constituent entre les mains de l'Etat des propriétés privées et qui sont assujettis aux charges et obligations du droit commun.

L'Etat constitue son domaine privé en vertu (i) du droit commun (acquisitions à titre gratuit, acquisition à titre onéreux, accession, prescription) ; (ii) de l'expropriation pour cause d'utilité publique et déclassement du domaine public et ; (iii) de son droit de souveraineté (bien vacants, titres prescrits, dépôts abandonnés, biens confisqués et préemptes).

La loi de 1964 dispose que « les propriétés privées sont soumises, sans exception, à toutes les servitudes de passage, d'implantation, d'appui et de circulation nécessitées par l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des conduites d'eau et d'égout, des dispositifs de protection des voies de communication classés dans le domaine public ». En plus, « des servitudes pourront être imposées aux propriétés privées en vue de permettre ou de faciliter l'exécution d'un travail d'intérêt public, d'assurer le fonctionnement normal d'un ouvrage d'utilité publique ». En fin, la même loi précise qu' « aucune indemnité n'est due aux propriétaires en raison des servitudes établies » décrites ci-dessus.

En termes d'occupation, la loi dispose que « nul ne peut, sans autorisation délivrée par l'autorité compétente, occuper une dépendance du domaine public national ou l'utiliser dans les limites excédant le droit d'usage qui appartient à tous.

Par ailleurs, nul ne peut être exproprié si ce n'est dans l'intérêt légalement constaté de tous et sous réserve d'une juste et préalable indemnité. Le mécanisme juridique mis en place pour porter atteinte à la propriété privée est prévu par la Loi n°63-441 portant Domaine National. Selon cette

loi, il ne peut être porté atteinte au droit de propriété que lorsque l'intérêt général l'exige. Cette atteinte peut constituer en une expropriation pour cause d'utilité publique.

4.2.4. La loi relative aux collectivités locales

L'Ordonnance n°88.006 du 30 avril 1988 relative à l'organisation des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives, modifiée par la loi N°88/003 du 30 avril 1988 attribue des compétences aux communes en ce qui concerne la gestion de l'environnement urbain. A côté de ce texte, chaque ville dispose d'un Règlement d'urbanisme qui met l'accent sur, entre autres, le zonage du territoire, la tenue des terrains, l'implantation des constructions, l'abattage des arbres d'alignement.

4.2.5. la Loi n°96.018 du 4 mai 1996, instituant une procédure générale de réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique

La loi n°96.018 du 4 mai 1996, instituant une procédure générale de réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique crée une procédure générale de Réinstallation en cas de déplacement involontaire des personnes nécessaire à l'exécution d'un projet. A cet effet, elle prévoit l'élaboration d'un PAR lorsque le nombre de déplacés involontaires est supérieur à 100 (Article 2). Cependant, elle ne prévoit que des compensations appropriées pour les biens perdus accompagnées d'un appui logistique et des frais d'installation lorsque le nombre de personnes à déplacer est en dessous de 100 (Article 4).

4.2.6. La Loi n° 03/04 du 20 janvier 2004 portant Code d'hygiène en RCA

Le Code d'hygiène comporte des dispositions qui doivent être respectées lors de l'exécution du présent projet. Il s'agit notamment des dispositions relatives à la lutte contre le bruit, la pollution des eaux, du sol et de l'air. Il comporte également des mesures nécessaires à la gestion des déchets solides et liquides et à l'hygiène de l'habitat.

4.2.7. La Loi N°06.001 du 12 avril 2006 portant Code de l'eau en RCA

Le Code de l'eau de la RCA exige la réalisation d'étude d'impact environnemental préalable pour l'exécution d'une catégorie de travaux d'aménagements et d'ouvrages hydraulique. Cette disposition cadre avec la mise en œuvre du présent projet.

4.2.8. La Loi N°06.002 du 10 mai 2006 portant Charte Culturelle de la RCA

La loi N°06.002 du 10 mai 2006 portant Charte Culturelle de la RCA a pour objectifs, entre autres, de :

- Rechercher, inventorier, protéger, mettre en valeur le patrimoine culturel centrafricain et lutter contre toutes formes de trafics illicites des biens, du patrimoine culturel national ;
- Combattre toute forme d'aliénation, d'oppression et de domination culturelle ;
- Revaloriser et pérenniser l'équilibre entre la culture et les autres secteurs d'activités.

A cet effet, elle a défini de procédure à suivre en cas de découverte des vestiges culturels, afin d'assurer leur protection et leur conservation. Ces dispositions seront respectées dans l'exécution du présent projet.

4.2.9. La Loi n°06.032 du 15 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences en RCA

Promulguée par le Chef de l'Etat le 15 décembre 2006, la Loi n°06.032 du 15 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences en RCA définit les différents comportements constitutifs de violence à l'égard des femmes et prévoit des mesures pour les réprimer.

A cet effet, le travailleur social prend toutes les mesures d'ordre administratif tendant à sauvegarder la femme victime de violence et d'en informer les Officiers de Police Judiciaire et le Procureur de la République en cas de besoin.

4.2.10. La Loi n°09.004 du 29 janvier 2009 portant Code du Travail de la RCA

La Loi n°09.004 du 29 janvier 2009 portant Code du Travail de la RCA a pour objectif de régir les rapports professionnels entre les travailleurs et les employeurs. A cet effet, elle traite, entre autres, du contrat de travail, du salaire, des conditions générales du travail, de l'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail ainsi que des différends du travail. Dans l'intérêt des personnes qui seront employés dans le cadre de l'exécution de ce projet ainsi que de celui des entrepreneurs impliqués, ces dispositions vont être appliquées.

4.2.11. La Loi n° 10.001 du 6 Janvier 2010 portant Code Pénal de la RCA

Dans le Code Pénal centrafricain, diverses infractions sont prévues pour réprimer des actes considérés comme des Violence Basées sur le Genre (VBG). Le Code Pénal 2010 a ainsi comblé des lacunes dues à l'absence de sanctions dans la loi n° 06.032 ci-dessus. Le chapitre VII est spécifique aux crimes et délits commis à l'enfant et à la femme (titre 3).

4.3. Le cadre juridique international

La mise en œuvre du projet exigera également le respect des conventions internationales ratifiées par la RCA. Le tableau 1 donne la liste des conventions ratifiées dans le domaine de l'environnement et ayant un lien avec le projet.

Tableau 1 : Conventions ratifiées par la RCA

Nom de la convention	Date de ratification	Liens avec PREC
Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	22/10/1980	Le projet sera exécuté dans les milieux où les cultures traditionnelles sont diversifiées. Aussi, en cas de découverte des vestiges, les dispositions de cette

		convention seront strictement appliquées.
Convention de Vienne sur la Protection de la couche d'Ozone et Amendements de Pékin relatifs aux substances qui appauvrissent la couche d'Ozone	29/03/1993 01/01/2008	L'aménagement ou la réhabilitation des chambres froides dans le cadre du PREC doit tenir compte des principes de protection de la couche d'ozone.
Convention Cadre des Nations Unies sur la Diversité Biologique	31/12/1994	Les travaux envisagés dans le cadre du PREC sont susceptibles d'affecter les ressources biologiques (flore et faune) qui font l'objet de protection par la convention sur la Diversité Biologique
Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre (GES)	31/12/95 01/01/2008	L'utilisation des moteurs à combustion (engins ou véhicules) dans le cadre du PREC sera soumise aux principes de lutte contre le changement climatique.
Convention Cadre des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification	14/10/1994	Les travaux du PREC pourront engendrer la dégradation des sols qui fait l'objet de cette convention.
Convention de Bâle sur la gestion des déchets dangereux	01/01/2008	L'utilisation des déchets dangereux dans le cas de la lutte antiparasitaire doit respecter les dispositions de cette convention.
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPS)	01/01/2008	Les intrants (engrais) qui seront utilisés dans le cadre du PREC, seront soumis aux exigences de cette convention.
Convention de Rotterdam sur la commercialisation de certains produits chimiques dangereux (PICS)	23/04/2018	Les engrais sont commercialisés sur le marché local et appartenant aux PICS. Si certains de ces produits étaient acquis sur les ressources du PREC, les dispositions de cette convention seraient systématiquement appliquées.

4.4. Cadre institutionnel pour la mise en œuvre du PREC

4.4.1. Dispositions institutionnelles et modalités pour la mise en œuvre du PREC

Les modalités institutionnelles de la mise en œuvre du PREC impliquent différents acteurs dont leurs attributions sont définies dans les actes présidentiels ci-dessous :

- Le Décret n°16.286 du 2 juillet 2016, portant création du comité Stratégique de DDDR, RSS et RN fournit le cadre politique régissant le Programme de DDDR;
- Le Décret n°16.285 du 2 juillet 2016, instituant le comité Stratégique de DDDR, RSS et RN ;
- Le Décret n°16.284 portant organisation et fonctionnement de la Coordination du PNDDRR, du processus de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et de la Réconciliation Nationale (RN) à la Présidence de la République Centrafricaine ;
- Le Décret n°17.087 portant organisation et fonctionnement de l'Unité d'Exécution du PNDDRR et fixant les attributions du Conseiller au DDDR, Coordonnateur Général de l'UEPNDDRR.

a) Le Comité Stratégique

Le Comité Stratégique est l'organe suprême et décisionnel du PNDDRR. Il a pour attributions de :

- Définir la vision stratégique du DDDR, RSS et RN en RCA ;
- Approuver les stratégies DDDR, RSS et RN mis au point par le Comité technique ;
- Assurer la cohérence entre la stratégie de DDDR, RSS et RN en RCA ;
- Définir les orientations liées au Programme de DDDR, RSS et RN en RCA ;
- Approuver les rapports du Comité technique de coordination en matière de contrôle des processus d'exécution du DDDR, RSS et RN en RCA ;
- Examiner les recommandations fournies susceptibles d'inspirer des orientations complémentaires ou nouvelles ;
- Mobiliser les ressources nationales et internationales pour le DDDR, RSS et RN ;
- Assurer un suivi approprié des programmes ;

Le Comité stratégique est présidé par le Président de la République, Chef de l'Etat et secondé du Premier Ministre, Chef du gouvernement comme Vice-Président. Il s'appuie sur les structures suivantes : le Secrétariat et les Membres nationaux et internationaux.

b) Le comité Technique

Le Comité Technique du DDDR, RSS et RN est créé par Décret n°16.285 du 2 Juillet 2016. Il a pour attribution d'assurer la Coordination Technique du PNDDRR, RSS et RN. Ses responsabilités sont les suivantes :

- Intégrer les orientations du Comité Stratégique dans le développement des stratégies de DDDR, RSS et RN en RCA ;

- Proposer le cadre et les modalités de mise en œuvre générale des stratégies de DDDR, RSS et RN ;
- Coordonner l'élaboration des programmes de mise en œuvre de DDDR, RSS et RN ;
- Proposer des structures et des arrangements institutionnels pour l'exécution du DDDR, RSS et RN ;
- Proposer des modalités et des procédures de coordination entre les partenaires et acteurs impliqués dans les domaines d'activité du DDDR, RSS et RN ;
- Rapporter et formuler des recommandations au Comité stratégique de DDDR, RSS, RN ;
- Assurer la coordination adéquate du Programme National de démobilisation et la RSS et la RN.

Le Comité Technique est composé du Secrétariat et des Membres nationaux et internationaux.

c) L'Unité d'Exécution du PNDDRR

Les activités du projet sont mises en œuvre par l'Unité d'Exécution du PNDDRR (UEPNDDRR) dont les attributions sont définies dans le Décret n°16.284 et le Décret N°17.087.

L'UEPNDDRR a pour attributions de :

- Assurer la mise en œuvre des objectifs fixés par le Président de la République, Chef de l'Etat ;
- Élaborer la stratégie nationale de DDDR et assurer le suivi ;
- Coordonner la préparation et la planification du programme national de DDDR ;
- Assurer le développement du plan de travail de l'UEPNDDRR ;
- Assurer la préparation et la planification des programmes à soumettre au Comité technique pour le DDDR, RSS et NR et le Comité stratégique pour approbation avant la mise en œuvre ;
- Évaluer et suivre toutes les activités réalisées sur le territoire national lié au DDDR ;
- Assurer une collaboration avec tous les intervenants techniques engagés dans des activités de DDDR ;
- Travailler en étroite collaboration avec le Conseiller de RSS pour assurer la cohérence dans les actions engagées pour les deux processus ;
- Accomplir toutes les missions confiées par le Président de la République, chef de l'Etat ;
- Produire les rapports périodiques d'activités.

Le Conseiller Spécial (Coordonnateur) est en outre responsable de la mise en œuvre et de la coordination du PREC. A cet effet, il est principalement chargé de :

- Conduire et exécuter la mise en œuvre des activités du projet ;
- Atteindre les objectifs du projet et assurer le respect du plan de travail ;
- Faciliter la coopération entre les acteurs engagés dans des activités du projet ;
- Assurer la cohérence entre les stratégies énoncées par le Président de RCA et les activités exécutées ;
- Rédiger des rapports périodiques soulignant les progrès accomplis dans la mise en œuvre.

L'UEPNDDRR est composée de :

- Un Secrétariat Technique d'Appui ;
- Un Comité Consultatif et du Suivi du PNDDRR ;

- Un Comité de Coordination des Opérations ;
- Un Comité de Contrôle et de Vérification du fonds d'affectation spéciale du DDDR.

Par ailleurs, les documents du projet prévoient que l'UEPNDDRR soit renforcée par :

- Un chargé de réintégration;
- Un chargé de sauvegardes environnementales et sociales ;
- Un chargé de la communication ;
- Un spécialiste de l'informatique ;
- Un chargé du suivi-évaluation ;
- Un chargé de la logistique ;
- Un responsable administrative et
- Un assistant de programme.

Au regard des risques sociaux qui peuvent se produire pendant l'exécution du projet, il est fortement conseillé que l'UEPNDDRR dispose, en plus du Chargé des sauvegarde environnementale, d'un responsable Chargé de sauvegarde sociale.

d) Le Secrétariat Technique d'Appui de l'UEPNDDRR

Le Secrétariat Technique d'Appui (STA) a pour attributions de :

- Appuyer les activités du Ministre Conseiller Spécial, Coordonnateur et des Conseillers DDDR, RSS et RN ;
- Assurer la préparation et le suivi des réunions du Comité Stratégique, du Comité Technique et de la Coordination DDDR, du processus de la RSS et de la RN ;
- Développer une stratégie de communication et d'information DDDR, RSS et RN à l'égard de l'opinion nationale et internationale.

Le STA est composé d'un Bureau Central et de six (06) Bureaux Régionaux.

❖ Le Bureau Central

Le Bureau Central est composé de : (i) un Chargé de Mission des Opérations DDDR, (ii) un Chargé de Mission en matière des relations avec les groupes armés, (iii) un Assistant Administratif. Les attributions de chacun des membres sont définies dans le Décret n°17.087 du 4 mars 2017.

❖ Les Bureaux Régionaux

Les Bureaux Régionaux du DDDR sont installés dans chaque région administrative, exception faite pour le Bureau Régional n°1 qui regroupe les régions administratives n°1 et n°7, et sont placés sous la responsabilité des Coordonnateurs Régionaux.

Les six Bureaux Régionaux du DDDR sont :

- Bureau n°1 : Bangui, Ombella-M'poko et Lobaye ;
- Bureau n°2 : Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéi et Sangha-Mbaéré ;
- Bureau n°3 : Ouham et Ouham-Péndé ;
- Bureau n°4 : Kémo, Nana-Gribizi et Ouaka ;
- Bureau n°5 : Haute-Kotto, Vakaga et Bamingui-Bangoran ;
- Bureau n°6 : Basse-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou.

Chaque Bureau Régional dispose de :

- Un Coordonnateur Régional ;
- Un Comptable ;
- Un Chargé des opérations de réintégration ;
- Un Chargé du Suivi et de l'Évaluation ;
- Un Chargé des statistiques et de l'administration de la base de données ;
- Un Chargé de la communication ;
- Trois (03) Consultants locaux ;
- Un (1) chauffeur.

Les Coordonnateurs Régionaux ont pour mission de coordonner les opérations de DDRR dans leurs bureaux respectifs en étroite collaboration avec les autorités administratives et locales. Ils ont pour attributions de :

- Animer et coordonner les activités DDRR ;
- Appliquer la stratégie de l'UENPNDDRR ;
- Participer à l'élaboration et à la conception du plan des opérations DDRR ;
- S'assurer que les ex-combattants accèdent au statut civil et à un emploi dans le cadre de la réintégration ;
- Exécuter d'autres tâches assignées par le Chargé de mission des opérations DDRR ;
- Dresser un rapport périodique des activités de leur bureau régional respectif.

e) Le Comité Consultatif et du Suivi du PNDDRR

Le CCS est le cadre institutionnel ouvert à tous les partenaires nationaux et internationaux impliqués dans le PNDDRR. Il permet à l'ensemble des groupes armés de s'approprier du programme en bénéficiant d'un renforcement de capacités permettant de favoriser le dialogue avec le Gouvernement. Il est chargé de veiller à la mise en œuvre du PNDDRR et de servir de coordination entre l'UEPNDDRR, les partenaires impliqués et les groupes armés. Un texte réglementaire déterminera l'organisation et le fonctionnement dudit comité.

f) Le Comité de Coordination des Opérations

Le Comité de Coordination des Opérations DDRR a pour mission d'animer et de coordonner toutes les opérations du PNDDRR. Il est placé sous la responsabilité d'un Consultant National assisté d'un Consultant International.

Le Comité a pour attributions de :

- Coordonner toutes les opérations qui nécessitent plusieurs partenaires ;
- Planifier toutes les opérations conjointes ;
- Organiser des réunions hebdomadaires ouvertes à tous les partenaires pour faire le point des situations des opérations DDRR ;
- Rédiger des rapports de situation des opérations conjointes ;
- Transmettre les instructions du Conseiller DDRR et en suivre l'exécution ;
- Dresser un rapport périodique des opérations de l'UEPNDDRR.

g) Le Comité de Contrôle et de Vérification du fonds d'affectation spéciale du DDRR

Le Comité de Contrôle et de Vérification du fonds d'affectation spéciale du DDRR est une structure indépendante qui réunit les acteurs du secteur privé intégré de manière permanente au bureau du Conseiller DDRR, Coordonnateur Général de l'UEPNDDRR. Il a pour missions de :

- Contrôler et surveiller la gestion de fonds du programme;
- Surveiller l'administration du programme ;
- Examiner les marchés et contrats ;
- Coordonner les contrats et les obligations avec les fournisseurs et/ou les partenaires responsables pour l'approvisionnement des fonds et des services requis pour la mise en œuvre du programme ;
- Fournir un soutien aux opérations.

h) Les organismes chargés de l'exécution des opérations de réintégration socioéconomique des ex-combattants et de la réalisation des infrastructures communautaires

Les organismes chargés de l'exécution des opérations de réintégration socioéconomique des ex-combattants et de la réalisation des infrastructures communautaires assurent un rôle de Maître d'Œuvre chargés de la réalisation des études techniques ; du suivi de l'exécution des ouvrages et le contrôle de la conformité des travaux avec les plans et les spécifications techniques, le contrôle des délais d'exécution impartis ; l'établissement des procès-verbaux de réception provisoire et définitive ; la participation à la consolidation des acquis et à la phase de capitalisation du projet.

Les Entreprises de BTP (sous-traitant), quant à elles, auront pour mission :

- d'assurer la bonne exécution des ouvrages;
- de sélectionner les besoins communautaires en collaboration avec le Responsables d'Exécution des outils de sauvegardes (REOS);
- d'assurer le recrutement et le paiement des ouvriers qui travaillent dans le projet.

Dans le cas du présent projet, deux organismes ont été sélectionnés pour piloter la réintégration socioéconomiques des ex-combattants et la réalisation des infrastructures communautaires. Ces organismes ont la qualification et les expériences dans les différentes zones du projet. Il s'agit de l'Agence pour la Coopération Technique et le Développement (ACTED) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Leurs rôles spécifiques seront définis dans les documents de contrat. Cependant, leur capacité en matière de gestion de l'environnement des chantiers reste limitée.

4.4.2. Modalités institutionnelles de la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale

a) Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

La politique environnementale en RCA est placée sous l'égide du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Il est chargé de définir les orientations et les stratégies nationales en matière de gestion environnementale et de légiférer à cet effet (article 1^{er} du Décret n°18.0084).

La Direction Générale de l'Environnement (DGE) est la structure responsable des procédures d'Evaluation Environnementale et du suivi des PGES. A cet effet, elle est chargée entre autres de : assurer l'évaluation environnementale des investissements, des plans et programmes de développement qui ont des impacts potentiels sur l'environnement ; informer, éduquer et sensibiliser la population sur les problèmes environnementaux ; développer des partenariats avec les ONG nationales et internationales dans le secteur de l'environnement.

Pour exécuter cette mission, la DGE dispose d'une Direction de la Planification et de l'Evaluation Environnementale qui est chargée (i) d'organiser et animer les réunions de validation des rapports d'évaluation environnementale et d'en assurer le suivi de la mise en œuvre (ii) de planifier et d'organiser les audiences publiques et (iii) d'initier les audits environnementaux.

b) La Direction Générale des Affaires Sociales

Le Département en charge des Affaires Sociales a pour principales missions l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sociale du gouvernement visant l'amélioration des conditions de vie de la population en général, et des groupes vulnérables en particulier. Il s'agit entre autres de : (i) contribuer à l'amélioration du niveau de revenu des populations, surtout rurales ; (ii) contribuer à l'amélioration de la formation globale et du niveau de qualification technique de la population et de ses groupes-cibles ; (iii) œuvrer pour le renforcement des capacités d'initiatives et de maîtrise des technologies appropriées ; (iv) œuvrer pour l'intégration des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et des minorités au processus de développement ; (v) intensifier les activités d'Information, d'Education et Communication (IEC) en direction de la population, en vue de la prévention des handicaps et de la protection et de la promotion des personnes handicapées.

Au regard de ces attributions, la Direction Générale des Affaires Sociales (DGAS) pourra contribuer au PREC dans les domaines suivants : (i) l'accompagnement psychosocial des ex-combattants et (ii) le développement des capacités des ex-combattants en initiative et maîtrise des technologies appropriées.

c) L'Unité d'Exécution du PNDDRR

Le Chargé de Sauvegardes de l'UEPNDDRR a pour mission de veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales du PREC. A ce titre, il sera l'interface entre le PREC et les autres institutions impliquées dans la gestion environnementale et sociale. Il travaillera en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) et le Spécialiste en Gestion Financière (SGF) pour une meilleure prise en compte des mesures environnementales et sociales dans les documents du marché.

Le SPM veillera à l'inclusion des activités relatives à la sauvegarde environnementale et sociale dans les plans de passation des marchés et préparer les documents contractuels y relatifs : intégration des mesures de sauvegardes dans le DAO, Dossiers de Demande de Propositions (DDP) et PGES de l'entreprise.

Le SGF inclura dans les états financiers les provisions budgétaires relatives à l'Exécution/Mise en œuvre des mesures et à la Surveillance de l'exécution des mesures environnementales et sociales.

d) Les Municipalités

Au niveau local, le projet interpelle principalement les Municipalités des zones concernées afin que celles-ci jouent pleinement leurs rôles dans le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Elles pourront également contribuer au choix des infrastructures communautaires et à la gestion des conflits.

e) Les organisations communautaires de base (OCB) et de la société civile

Il existe plusieurs formes d'organisations et d'acteurs aux appellations variées qui contribuent à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations en milieu urbain et rural. Elles vont des associations communales regroupant des femmes et/ou des jeunes, à des associations de développement et religieuses. Certaines organisations s'activent dans l'environnement, la cohésion sociale et le vivre ensemble notamment dans le renforcement des capacités, l'information, la sensibilisation, la mobilisation sociale et l'accompagnement social ainsi que le respect des droits de l'homme.

Ces organisations jouent un rôle moteur dans la relance du développement socio-économique local et du développement durable.

Dans le cadre du PREC et au regard de leurs expériences, les OCB seront mises à contribution dans l'exécution du programme d'Information, d'Education et de Communication (IEC) pour le changement de comportement, la protection et la pérennisation des ouvrages communautaires réalisés.

4.4.3. Analyse des capacités des acteurs du projet en matière de gestion environnementale et sociale

L'analyse des capacités des acteurs vise à identifier les entités mises en place et à évaluer leur capacité à gérer de façon adéquate les aspects environnementaux et sociaux, et dans la mesure du possible à identifier les besoins en formation requise afin de renforcer la performance environnementale du projet.

L'analyse des capacités des acteurs révèle: (i) des contraintes institutionnelles et (ii) des capacités limitées des acteurs.

4.4.3.1. Contraintes institutionnelles

L'évaluation des institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet révèle des contraintes potentielles suivantes :

- L'insuffisance dans le partage d'information au sein de différents organes du projet ;
- La multiplicité des acteurs au niveau du projet qui pourrait induire des difficultés de coordination des interventions ;
- Sur le terrain, on note une absence de cadre de coordination et d'harmonisation des interventions pour la gestion de l'environnement, compte tenu de l'insuffisance de connaissance des politiques de sauvegardes environnementales et sociales et des procédures de la Banque par tous les organes impliqués (Ministère en charge de

l'environnement et les organismes ayant en charge l'exécution des travaux communautaires).

- Les communautés bénéficiaires ne sont pas toujours suffisamment impliquées dans les processus de préparation des sous-projets en amont (par exemples les études techniques APS et APD des infrastructures communautaires).

Il serait indispensable de lever ces contraintes afin de faciliter l'atteinte des objectifs.

4.4.3.2. Les capacités limitées des acteurs

L'analyse révèle une prise en compte limitée des mesures de sauvegardes environnementales et sociales par les institutions bénéficiaires des projets de développement au niveau national. Très peu d'institutions mettent en œuvre des politiques environnementales et sociales. Par ailleurs, il a été également relevé un manque de personnel qualifié et des moyens techniques et logistiques insuffisants permettant aux institutions impliquées d'assumer leur responsabilité.

a) L'Unité d'Exécution du PNDDRR

L'UEPNDDRR est l'organe d'exécution du PNDDRR. A ce titre, elle est responsable de la gestion administrative et financière du projet et joue un rôle d'interface entre le Gouvernement et la Banque Mondiale d'une part et entre l'Etat et les autres organes et institutions nationaux d'autre part. Elle assure le suivi et veille à la bonne exécution des outils de sauvegardes (CGES, CPR, EIES, PAR et PGES) du projet. Le niveau de connaissance en gestion de l'environnement des membres de l'UEPNDDRR est très faible.

Les activités de suivi interne des mesures environnementales et sociales seront menées par le Chargé des sauvegardes qui vient d'être recruté. Bien que celui-ci requière des compétences suffisantes en droit de l'environnement, il n'en demeure pas moins que ses capacités en techniques de suivi-évaluation environnementales des projets et/ou la mise en place d'un système de suivi-évaluation environnemental et social d'un projet de développement soient renforcées. En acquérant les compétences dans les techniques de suivi-évaluation environnementale et sociale, il pourra en retour former les autres responsables et les organisations communautaires.

b) La Direction Générale de l'Environnement (DGE)

Les Services de la Direction Générale de l'Environnement sont animés par des cadres de l'administration générale n'ayant pas suffisamment de connaissances en gestion de l'environnement en général et des mesures de sauvegardes de la Banque Mondiale en particulier.

La DGE a des capacités techniques et matérielles très insuffisantes pour lui permettre d'assurer adéquatement le suivi et/ou la supervision de la mise en œuvre des outils de sauvegardes. Elle a bénéficié récemment de renforcement des capacités institutionnelles en moyens roulants sur financement de la Banque Mondiale. Cependant, la DGE n'a pas accès à ces moyens roulants lui permettant de mener à bien ses activités de suivi de la mise en œuvre des PGES.

Par ailleurs, les Directions Régionales sont créées par le Décret n°18.084 du 19 avril 2018, mais le déploiement des responsables à leurs postes n'est pas encore effectif.

c) La Direction Générale des Affaires Sociales

Selon l'enquête menée, à l'exception du Directeur Général, qui s'est familiarisé avec les politiques de sauvegarde sociale de la Banque Mondiale, la quasi-totalité du personnel de la DGAS dispose d'une connaissance limitée en sauvegardes environnementales et sociales.

En conséquence, le renforcement/développement des capacités du personnel de la DGAS s'avère indispensable.

d) L'ACTED et L'OIM

ACTED et OIM recrutent des jeunes diplômés pluridisciplinaires pour la mise en œuvre des différents projets qu'ils exécutent. Le niveau d'étude Minimum du personnel affecté au projet PREC est le BAC+3. Selon les résultats de l'enquête menée auprès de ces organismes, la quasi-totalité du personnel n'a pas de connaissance sur les politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale et sur le processus de l'évaluation environnementale. C'est une faiblesse qui pourrait influencer négativement l'exécution des outils de sauvegardes par ces deux organismes. Afin d'améliorer leur performance dans la gestion environnementale et sociale des chantiers, un programme de développement des capacités de quelques membre du personnel exerçant dans le PREC, s'avère indispensable.

e) Les Municipalités

Les ressources des municipalités sont amoindries à cause des crises que le pays a traversé. Actuellement, elles disposent de très peu de moyens d'investissement et ont une capacité limitée en gestion du patrimoine de la municipalité. A cet effet, elles pourront bénéficier d'une formation orientée vers le renforcement de leurs capacités en gestion du patrimoine communautaire.

4.4.3.3. Recommandations pour le renforcement des capacités des principaux acteurs

La plupart des acteurs ne se sont pas encore familiarisés avec les outils de sauvegardes environnementales et sociales (CGES, CPR, EIES, PGES, PAR, etc.) et manifestent, à cet effet, un désir de formation.

Pour ce faire, un plan de formation globale sera élaboré et couvrant les domaines suivants :

a) Développement/renforcement des capacités des acteurs institutionnels sur les politiques environnementales et sociales de la Banque mondiale

Cette formation aidera (i) à renforcer les connaissances des acteurs en politique de sauvegardes de la Banque mondiale, (ii) à développer leurs capacités à faire respecter les politique de sauvegardes et les réglementations nationales en matière de l'environnement. Elle concernera tous les acteurs intervenant dans le processus de DDRR en RCA. Il s'agira des institutions de l'état impliquées, organisations de la société civile impliquée, ACTED, OIM ainsi que tous les comités mis en place dans le cadre du PNDDRR. Cette formation sera organisée sous forme d'atelier au niveau local et animée par un Consultant international. Le programme de formation va se focaliser sur la surveillance et le suivi des différents outils de sauvegardes. Les coûts prendront en compte les honoraires du Consultant, les titres de transports aller/retour, et les frais d'organisation de l'atelier (location de salle, pause-café et pause-déjeuner, cocktail, etc.). Le

nombre de participants est estimé à 50 et 60. Le coût global de l'atelier est estimé à 20 millions de FCFA.

b) Formation en techniques de suivi environnemental et social

La Formation en techniques de suivi environnemental et social vise (i) à développer les capacités des cadres à réaliser le suivi environnemental et social du PREC et (ii) à rédiger les rapports. Elle est dispensée au niveau de la sous-région. Les cadres concernés sont :

- Deux (03) cadres de l'UEPNDDRR (Responsables de suivi des sauvegardes environnementales et sociales, et responsable de communication) ;
- Deux (02) cadres de la DGE (Ministère de l'Environnement) ;
- Deux (02) cadres de la Direction Générale des Affaires Sociales (Ministère en charge des Affaires Sociales)
- Deux (02) Responsables du volet environnement et social des partenaires d'exécution (1 pour ACTED et 1 de l'OIM).

Le coût de la formation prend en compte les frais pédagogiques, les billets d'avion aller/retour, l'hébergement et l'allocation journalière d'alimentation des participants. Le coût est estimé à 6 000 000F CFA pour un participant soit 42 millions de FCFA.

5. POLITIQUES DE SAUVEGARDES DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale dispose de dix (10) politiques opérationnelles de sauvegardes environnementales et sociales (Annexe 11) qui encadrent les projets et programmes financés entièrement ou partiellement sur ses ressources. Ces politiques sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets et programmes.

La mise en œuvre du présent projet déclenche cinq (05) politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale, à savoir : PO 4.01 (Evaluation environnementale), PO 4.09 (Gestion des Pestes), PO 4.10 (Populations Autochtones), PO 4.11 (Ressources Culturelles Physiques) et PO 4.12 (Réinstallation Involontaire). Le présent CGES sera publié, conformément à la politique PO 17.50 (Diffusion de l'information), dans la zone d'intervention du projet en RCA et sur le site Web externe de la Banque mondiale.

Le projet de réintégration des ex-combattants est classé dans la catégorie B des projets financés par la Banque mondiale, projets dont les impacts environnementaux et sociaux sont jugés modérés, spécifiques au site et réversibles.

5.1. PO/PB 4.01 : Evaluation environnementale

L'OP/PB 4.01, consiste en un examen préalable aux premiers stades pour déceler les impacts potentiels et sélectionner l'instrument approprié pour évaluer, minimiser et atténuer les éventuels impacts négatifs. Elle concerne tous les projets d'investissement et requiert une consultation des groupes affectés et des ONG le plus en amont possible (projets de catégories A et B). Elle vise à : (i) s'assurer que chaque projet proposé par la Banque soit conforme et viable écologiquement, (ii) informer les décideurs des risques environnementaux à travers une analyse appropriée des actions et de leurs impacts écologiques probables et (iii) s'assurer que les mécanismes adéquats sont intégrés dans la conception du projet, afin de traiter les risques identifiés.

La PO/PB 4.01 est déclenchée dans le cadre du PREC en raison de la composante 2.1 (appui aux communautés) dont les travaux envisagés pourront avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs dans leur aire d'influence. A cet effet, l'outil de sauvegarde à élaborer est le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

5.2. PO 4.09 : Lutte antiparasitaire

Cette politique appuie les approches intégrées sur la lutte antiparasitaire. Elle vise à : (i) réduire la dépendance aux pesticides chimiques synthétiques, (ii) promouvoir le Contrôle intégré des organismes nuisibles et le Contrôle intégré des vecteurs, (iii) minimiser les risques environnementaux et sanitaires causés par l'utilisation de pesticides. Elle permet d'identifier les pesticides pouvant être financés dans le cadre du projet et élabore un plan approprié de lutte antiparasitaire visant à traiter les risques.

La politique PO 4.09 est déclenchée si : (i) le projet achète des pesticides ou des équipements pour l'épandage de pesticides, (ii) le projet pourrait augmenter substantiellement l'utilisation de pesticides, (iii) le projet pourrait entraîner le maintien, voire l'amplification de pratiques non viables ou dangereuses en matière de contrôle des organismes nuisibles ou des vecteurs.

Cette politique est applicable au PREC car le projet prévoit la formation à divers métiers dont celui d'agriculteur qui pourra nécessiter l'utilisation des pesticides ou de produits chimiques agricoles dangereux.

5.3. PO 4.10 : Populations autochtones

Les populations autochtones jouent un rôle crucial dans l'instauration d'un développement durable car leurs savoirs ancestraux concernant les relations équilibrées et harmonieuses avec la nature (la diversité des écosystèmes) sont extrêmement importants pour la survie de l'humanité.

La PO 4.10 vise à : (i) assurer que le processus de développement respecte scrupuleusement la dignité, les droits humains, les économies et les cultures des populations autochtones ; (ii) éviter les effets potentiellement néfastes sur les populations autochtones et quand il n'est pas possible de les éviter, il convient de réduire au minimum, d'atténuer ou de compenser ces effets ; (iii) assurer que les populations autochtones reçoivent des retombées sociales et économiques compatibles avec leur culture et bénéfiques à l'ensemble des populations, tous sexes et générations confondus.

La PO 4.10 est déclenchée dans le cadre du PREC car le projet sera mis en œuvre dans les régions de la Ouaka, la Nana-Mambéré et la Nana-Gribizi où sont fortement installés les peuples autochtones Mbororos. Cette population est souvent rattachée à l'élevage des bovins qui contribue fortement à la sécurité alimentaire et à l'économie nationale.

5.4. PO/PB 4.11 : Ressources Culturelles Physiques

Cette politique procède à une enquête sur les ressources culturelles potentiellement affectées et leur inventaire. Elle vise à éviter ou atténuer les impacts négatifs des projets de développement sur les ressources culturelles physiques (sites historiques, ressources naturelles sacralisées, artefacts traditionnels anciens, anciennes architectures de grande valeur historique classées patrimoine mondial ou non, etc.) et intègre des mesures d'atténuation quand il existe des impacts

négatifs sur des ressources culturelles matérielles. Elle est déclenchée lorsque le projet présente des risques pour les objets, les sites, les structures ou les groupes de structures, les éléments naturels ou les paysages ayant une importance culturelle qui peut être locale, nationale ou internationale. L'importance culturelle peut ne pas être évidente ou apparente. Le processus de PO/PB 4.11 est intégré dans celui de l'évaluation environnementale (PO/PB 4.01).

Cette politique est déclenchée dans le cadre de PREC car les travaux envisagés pourront conduire à la découverte des vestiges suite à des excavations qui pourront être réalisées.

5.5. PO/PB 4.12 : Réinstallation involontaire

Cette politique concerne la réinstallation involontaire de personnes dans le cadre des investissements financés par la Banque dont les travaux requièrent l'acquisition des terres et des biens privés et que les effets induits englobent la relocalisation physique, la perte des terres et des biens, le bouleversement de moyens d'existence et l'éclatement des communautés.

La politique a pour objectifs de : (i) éviter ou limiter la réinstallation involontaire de personnes et les perturbations qu'elle entraîne, (ii) aider les personnes déplacées à améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou tout au moins les rétablir aux niveaux qui prévalaient avant le déplacement, (iii) traiter la réinstallation comme des programmes de développement durables, et (iv) donner aux populations affectées les possibilités de participer à la planification et la mise en œuvre des programmes de réinstallation. Cette politique recommande la compensation ainsi que d'autres mesures d'assistance et dédommagement afin d'accomplir ses objectifs.

Elle s'applique à tous les projets d'investissement et exige la consultation des personnes réinstallées et des communautés hôtes.

Les éléments déclencheurs de la politique sont : (i) la perte de terrain ou d'autres biens entraînant une relocalisation ou une perte d'habitat, une perte de biens ou d'accès à ces biens, une perte de sources de revenu ou de moyens d'existence (que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site) ; (ii) la restriction de l'accès à des parcs et aires protégées définis comme tels juridiquement, entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence des personnes affectées.

Dans le cas du PREC, la PO 4.12 est déclenchée parce que les activités prévues dans le cadre la composante 2.1. et qui concernent la construction ou la réhabilitation d'infrastructures socio-économiques et connectives sont susceptibles de provoquer le déplacement involontaire des populations ainsi que la perte de leur activité ou revenu.

5.6. Concordances et discordances entre la législation nationale et les politiques de sauvegardes environnementale et sociale de la BM

Le tableau 2 résume les résultats de l'analyse des concordances et discordances entre les politiques de sauvegardes de la Banque déclenchées dans le cadre de ce projet et la législation environnementale nationale.

Tableau 2 : Analyse de conformité des politiques de sauvegardes déclenchées par le projet et des dispositions de la législation nationale

Politiques de la Banque déclenchées par le projet	Disposition de la politique	Disposition de la législation Nationale	Observation
PO 4.01 « Evaluation environnementale »	Evaluation environnementale et Sociales La PO 4.01 est déclenchée si un projet va probablement connaître des risques et des impacts environnementaux potentiels (négatifs) dans sa zone d'influence	Le Code de l'environnement impose l'EIE à tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement	Il y a conformité entre la PO 4.01 et la législation nationale
	Examen environnemental préalable L'PO 4.01 classe les projets comme suit : - Catégorie A : impact négatif majeur certain - Catégorie B : impact négatif potentiel - Catégorie C : impact négatif non significatif.	L'arrêté portant application de certaines dispositions du Code de l'environnement classe l'EIES en 3 catégories : - Analyse Initiale, - EIES Sommaire, - EIES Approfondie ou détaillée.	Il y a conformité entre l'PO 4.01 et la législation nationale
	Participation publique : La PO 4.01 dispose que pour tous les projets de Catégorie A et B, les groupes affectés par le projet et les ONG locales sont consultés sur les aspects environnementaux du projet, et tient compte de leurs points de vue. Pour les projets de catégorie A, ces groupes sont consultés au moins à deux reprises : a) peu de temps après l'examen environnemental préalable et avant la finalisation des termes de référence de l'EIE ; et b) une fois établi le projet de rapport d'EIE. Par ailleurs, ces groupes sont consultés tout au long de l'exécution du projet, en tant que de besoin.	L'arrêté dispose une large consultation publique pendant l'exécution de l'EIES (article 18).	Il y a conformité entre la PO 4.01 et la législation nationale

	<p>Diffusion d'information</p> <p>La PO 4.01 dispose de rendre disponible le projet d'EIE (pour les projets de la catégorie A) ou tout rapport EIE séparé (pour les projets de la catégorie B) dans le pays et dans la langue locale à une place publique accessible aux groupes affectés par le projet et aux ONG locales avant l'évaluation. En plus, la Banque mondiale diffusera les rapports appropriés sur l'Infoshop.</p>	<p>Les textes exigent la publication de l'autorisation de l'étude dans les médias, ainsi que les rapports (article 12 de l'arrêté N°04 du 21 janvier 2014</p>	<p>Il y a conformité entre la PO 4.01 et la législation nationale</p>
<p>PO 4.12 « Réinstallation involontaire »</p>	<p>Éligibilité à une compensation</p> <p>La politique de réinstallation s'applique à toutes les composantes du projet qui risquent d'entraîner une réinstallation involontaire, quelle que soit la source de financement de celui-ci. Elle s'applique également aux autres activités donnant lieu à une réinstallation involontaire, qui, aux yeux de la Banque, sont d'abord directement et notoirement en relation avec le projet financé par la Banque ; ensuite nécessaires pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés dans le document du projet ; et enfin réalisées, ou planifiées pour être exécutées, en parallèle avec le projet.</p>	<p>La procédure nationale stipule que « le PAR doit comprendre : l'indemnisation pour toute perte au coût de remplacement, avant le déplacement ; l'assistance et le soutien pendant la période de transition ; l'assistance à ceux qui ont perdu leurs biens, pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie »</p>	<p>Il existe une concordance entre la PO 4.12 de la Banque mondiale et la législation Centrafricaine.</p>
	<p>Date limite d'éligibilité (CUT-OFF DATE)</p> <p>Le recensement permet d'identifier les personnes éligibles à l'aide pour décourager l'arrivée massive de personnes inéligibles ; de mettre au point d'une procédure acceptable pour déterminer les critères d'éligibilité des personnes déplacées en impliquant les différents acteurs ; d'exclure du droit à compensation et à l'aide des</p>	<p>La procédure nationale prévoit le recensement et l'identification des PAP mais ne dispose pas sur ce qui va se passer après ces exercices (admission et exclusion de nouveaux arrivants)</p>	<p>Il y a conformité entre les dispositions des textes nationaux et la PO 4.12 de la Banque Mondiale. Toutefois, celle de la Banque est plus explicite et plus complète en matière de détermination de la date limite d'éligibilité et sera appliquée dans le cadre du PREC</p>

	populations qui s'installent dans la zone après la décision de réaliser le projet et l'élaboration du recensement des populations éligibles à la réinstallation et autres compensations.		
	<p>Occupants irréguliers</p> <p>Selon la PO 4.12, les personnes occupant irrégulièrement un site reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide, en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant la date limite fixée.</p> <p>Si une relocalisation physique est nécessaire, les personnes déplacées doivent bénéficier d'une aide telle que des indemnités de déplacement durant la réinstallation.</p>	Si la loi sur le domaine national dispose, en son article 15, que « nul ne peut, sans autorisation délivrée par l'autorité compétente, occuper une dépendance du domaine public national ou l'utiliser dans les limites excédant le droit d'usage qui appartient à tous », en revanche la procédure nationale d'expropriation précise que « le PAR doit comprendre : l'assistance et le soutien pendant la période de transition ; l'assistance à ceux qui ont perdu leurs biens, pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie »	Par principe, il existe une concordance entre la politique de la Banque mondiale et la législation Centrafricaine. Cependant, la législation nationale ne donne pas de détail de leur application. En conséquence, la PO 4.12 qui est plus explicite et plus complète sera appliquée.
	<p>Compensation en espèces</p> <p>La PO 4.12 autorise un paiement en espèces d'une compensation pour perte de biens. Les niveaux de compensation en espèces devront être suffisants pour financer le remplacement des terrains perdus et autres actifs au coût intégral de remplacement sur les marchés locaux.</p>	La compensation se fait en principe en espèce. L'indemnisation proposée doit être suffisante pour permettre de compenser toute perte au coût de remplacement, avant le déplacement	La politique de la Banque Mondiale et la législation centrafricaine se rejoignent en matière de compensation en espèces.
	<p>Compensation en nature – Critères de qualité</p> <p>La PO 4.12 incite de privilégier les stratégies de réinstallation sur des terres en ce qui concerne des populations</p>	La législation nationale prévoit la compensation en nature et les conditions d'acquisition du foncier tiennent compte, entre autres, de la délivrance de titre de propriété.	Il y a conformité entre les dispositions de la législation de la RCA et celles de la PO 4.12

	déplacées dont les moyens d'existence sont tirés de la terre.		
	Compensation – Infrastructure Selon la PO 4.12, il faut remplacer ou payer la valeur au prix du marché actuel	Payer la valeur selon les barèmes établis par le Ministère en charge de l'Urbanisme	Concordance sur le principe de compenser, mais différence importante sur la détermination des valeurs à payer
	Alternatives de compensation Selon la PO 4.12, si les personnes déplacées choisissent une autre option que l'attribution de terres, ou s'il n'y a pas suffisamment de terres disponibles à un coût raisonnable, il faudra proposer des options non foncières fondées sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant qui s'ajouteront à une indemnisation en espèces pour la terre et autres moyens de production perdus.	La législation nationale dispose de « déterminer les options pour le remplacement des biens perdus ». La législation nationale prévoit des sites de recasement mais pas de travail (emplois) à titre d'alternatives de compensation.	La politique de la Banque mondiale, en matière d'alternative de compensation, notamment celle fondée sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant, est plus explicite que la législation nationale dont les options concernent beaucoup plus les indemnisations en espèces ou les compensations en nature.
	Evaluation des terres Remplacer à base des prix du marché par m ²	Les conditions d'acquisition du foncier tiennent compte de la qualité du sol pour des terrains en compensation	Concordance sur le principe d'évaluer qualitativement la terre
	Evaluation des structures Remplacer à base des prix du marché par m ²	Remplacer selon les barèmes établis par le Ministère en charge de l'Urbanisme	Concordance sur le principe d'évaluer, mais différence importante sur les paramètres d'évaluation
	Participation Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à tout le processus de réinstallation	La procédure nationale dispose que « les différentes actions du PAR doivent s'effectuer avec la participation de la population, afin de faciliter le processus de réinstallation », mais aussi « d'information et de formation des	Il existe une concordance entre la politique de la Banque mondiale et la législation Centrafricaine

		groupements professionnels pour la participation aux opérations de remplacements de biens perdus ».	
	Groupes vulnérables La PO 4.12 recommande une attention particulière à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l'objet d'une protection particulière.	La Procédure nationale recommande d'accorder une attention particulière à la participation réelle des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes et les enfants.	Il y a conformité entre les deux législations mais celle de la Banque Mondiale est beaucoup plus explicite.
	Litiges La PO 4.12 prévoit les procédures judiciaires avec des délais raisonnables, un coût abordable et à la portée de tous en favorisant les mécanismes alternatifs tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités coutumières.	La procédure nationale prévoit l'établissement d'une procédure pour communiquer les informations et recevoir les plaintes et griefs. En cas de désaccord, les juridictions (locales, d'abord, ensuite communales et nationales) sont saisies.	Dans l'esprit, il y a conformité entre les deux législations, mais celle nationale est plus sage car elle recommande d'abord une procédure de proximité (autorités locales) avant la justice.
	Déménagement des PAP La PO 4.12 prévoit déménagement après le paiement et avant le début des travaux.	La procédure nationale prévoit le déplacement des PAP après l'indemnisation	Il y a conformité entre les deux politiques
	Coûts de réinstallation Payable par le projet sous forme de contribution nationale	Les coûts doivent être déterminés, mais aucune indication sur la pris en charge	Il y a conformité entre les deux politiques
	Réhabilitation économique Nécessaire dans les cas où les revenus sont touchés ; les	Non mentionné dans la législation nationale.	Différence importante

	mesures introduites dépendent de la sévérité de l'impact négatif		
	Suivi et évaluation Selon la PO 4.12, c'est nécessaire	La procédure recommande d'assurer le suivi-évaluation des PAR	Il y a conformité entre les deux politiques
PO 4.09 « Lutte anti parasitaire »	Dans les projets financés par la Banque, l'Emprunteur traite de la gestion des pesticides dans le cadre de l'évaluation environnementale. Cette évaluation identifie les pesticides pouvant être financés dans le cadre du projet et élabore un plan approprié de gestion des pesticides visant à prévenir les risques éventuels.	Il n'existe pas une réglementation nationale traitant de manière spécifique la gestion des pestes et pesticides de manière à prévenir des risque éventuels après utilisations.	Il y a une différence importante.
PO 4.10 « Peuples autochtones »	La Banque veille à ce que les projets qu'elle finance n'entraînent des effets négatifs sur la vie des minorités autochtones et qu'elles en tirent des bénéfices économiques et sociaux	Pas de législation spécifique adoptée sauf l'article 51 de la Constitution Centrafricaine qui précise que « tous les êtres humains sont égaux devant la loi sans distinction de race, d'origine ethnique, de région, de sexe, de religion, d'appartenance politique et de position sociale (...) ». La Loi n° 08.022 du 17 octobre 2008 portant Code Forestier prend en compte les PA au niveau des articles 1,33, 135, 153,154. Cette loi n'est applicable que dans le domaine de l'exploitation forestière.	Les dispositions de la PO 4.10 sont plus larges que celles des textes nationaux
PO 4.11 « Ressources culturelles physiques »	Eviter ou atténuer les impacts L'OP 4.11 prévoit d'éviter ou atténuer les impacts négatifs des projets de développement sur	Les exigences de la loi n°06.002 du 10 mai 2006 vont dans le sens d'éviter	Il y a conformité entre les deux politiques

	les ressources culturelle physiques (sites historiques, ressources naturelles, artefacts traditionnels, ect.).	et atténuer les impacts des projets sur le patrimoine culturel.	
	<i>Inventaire des ressources</i> La politique prévoit l'inventaire des ressources culturelles physiques	La loi nationale prévoit également l'inventaire des ressources culturelles physiques	Il y a conformité entre les deux politiques

6. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET

Le projet prévoit de financer la construction ou réhabilitation de différents types d'infrastructures sociales de base (par exemple : écoles, formations sanitaires, ouvrage d'assainissement, routes rurales, forages, etc.) susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs. Il s'agira des impacts négatifs potentiels qui peuvent se révéler et se manifester pendant les phases de construction et d'exploitation.

6.1. Evaluation des impacts majeurs du scénario « sans projet »

L'analyse de la situation « sans projet », c'est à dire ne rien faire pour la réintégration des ex-combattants désarmés et démobilisés met en exergue que (i) la crise politico-militaire va perdurer avec ses corollaires, l'insécurité qui sera grandissante dans les différentes localités de la RCA et pourraient gagner les autres localités encore épargnées de la crise, (ii) les violations graves des droits de l'homme et les VBG vont toujours continuer avec la présence des hommes en armes (groupes armés). Dans ce contexte, la libre circulation des biens et de personnes sera compromise et les options gouvernementales contenues dans sa politique de développement ne seront jamais mises en œuvre, la croissance économique des localités occupées par les groupes armés sera fortement handicapée et pourra sans doute aggraver la pauvreté.

La situation «sans projet» n'est pas conforme au Plan de relèvement et de la Consolidation de la paix en RCA (RCPCA), ni avec les principes de relance de la croissance socio-économique. La situation de pauvreté et de misère constituera un obstacle majeur pour le développement local.

Au plan socio-économique, cette option n'est pas envisageable car les impacts sociaux négatifs seront très significatifs. Tous les avantages socio-économiques liés aux travaux des infrastructures communautaires ne pourront jamais être obtenus et les souffrances des femmes ainsi que l'insécurité et les conflits intercommunautaires vont s'accroître. L'option ne rien faire est donc fortement déconseillée.

6.2. Analyse des impacts potentiels environnementaux et sociaux du projet (scénario avec projet)

6.2.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs

Les retombées positives du projet vont en général contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population. Les impacts positifs sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3 : Impacts positifs des activités du PREC

Activités	Impacts positifs
Appui à la réintégration socioéconomique des ex-combattants : orientation, conseil, formation et soutien aux ex-combattants vulnérables	<ul style="list-style-type: none">- Transfert de connaissance et de technologie dans divers domaines,- Création d'emplois,- Amélioration des revenus,- Développement des activités économiques et des services,- Réduction du banditisme,- Développement de l'entrepreneuriat,

	- Cohésion sociale, etc.
Réhabilitation des marchés, des centres de formation et des installations de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de nouvelles compétences, - Préservation de l'environnement, - Amélioration des conditions de conditionnements des produits agricoles, - Sécurisation des récoltes contre les insectes et les autres rongeurs, - Préservation de la qualité des produits, - Augmentation de la durée de conservation, - Participation à la sécurité alimentaire pour les populations rurales et la population en général.
Travaux hydrauliques : construction ou réhabilitation des forages, réparation et remise en état des plans d'eau (ouvrage de drainage des eaux), etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du taux d'accès à l'eau potable, - Réduction du temps consacré par les femmes à la recherche de l'eau ; - Réduction des dépenses de santé, - Réduction de prévalence des maladies hydriques, - Réduction de prolifération des vecteurs pathogènes (mouches, moustiques, cafards, etc.)
Réhabilitation des infrastructures sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de travail dans les centres de santé, - Facilité d'accès aux soins de qualité, - Réduction de prévalence des maladies parasitaires et hydriques, - Réduction des dépenses de santé des ménages et du temps consacré par les femmes à soigner les enfants, - Réduction du taux de mortalité maternelle et infantile
Travaux publics à petite échelle : réhabilitation des infrastructures routières (routes et pistes rurales et voirie)	<ul style="list-style-type: none"> - Facilité d'écoulement des produits agricoles, - Désenclavement des villages isolés, - Réduction des inondations

6.2.2. Impacts environnementaux et sociaux négatifs

L'évaluation des activités à réaliser dans le cadre du PREC révèle qu'elles ont un niveau faible et limité de risques et impacts sociaux dont la portée sera plutôt limitée aux sites.

A cet effet, les activités envisagées dans le cadre du PREC qui pourraient engendrer des impacts négatifs sur l'environnement et le social sont : les travaux de réhabilitation des marchés et des installations de stockage des récoltes, la réhabilitation des centres de formation, les travaux d'hydrauliques, les travaux d'infrastructures sanitaires et les travaux publics à petite échelle (infrastructures routières et voirie).

Les impacts négatifs globaux identifiés concernent : les pollutions et nuisances diverses du milieu, les impacts liés à l'ouverture et l'exploitation des carrières, les risques d'accidents de circulation et de travail, la perturbation de la circulation, des activités socioéconomiques ainsi que des pertes des biens, les risques de contamination par des déchets biomédicaux ou dangereux, les pertes

des terrains et des biens, les risques de conflits sociaux, les risques des VBG ainsi que les risques d'insécurité dans les zones d'intervention.

6.2.2.1. Impacts liés aux pollutions et nuisances diverses du milieu

Les travaux de génie civil qui seront réalisés dans le cadre du PREC pourront occasionner des nuisances et pollutions diverses. Il pourra s'agir de la pollution des eaux, des sols, de l'air et acoustique.

La pollution des eaux et des sols peut être causée par la mauvaise gestion des huiles de vidange des moteurs ainsi que des déchets issus des chantiers. La présence de ces matières dans les eaux de surface ou souterraines et aux sols peut altérer leur qualité biophysique et chimique.

L'émission dans l'atmosphère du dioxyde de carbone par les moteurs des véhicules et d'autres engins de chantier peut entraîner l'altération de la qualité de l'air. L'altération de la qualité de l'air peut provoquer des maladies pulmonaires aux populations riveraines et contribuer au phénomène de réchauffement climatique qui est aujourd'hui un problème planétaire. A cela, on peut également ajouter la nuisance causée au voisinage par la poussière et le bruit provoqués par le passage répété des véhicules, ainsi que le déversement régulier des matériaux de construction sur le chantier. L'impact de l'approvisionnement en matériaux de construction sur la qualité de l'air se manifestera surtout par l'émission de poussière de chantier sur le site de prélèvement, le trajet de transport et les lieux de construction.

Par ailleurs, les rejets anarchiques des déchets solides et liquides issus des chantiers (gravats et déblais provenant de la préparation de sites, fouilles, fondations, huiles de vidange des moteurs ; etc.) participent à l'insalubrité publique. Il en est de même de la manipulation des matériaux fins (ciment et de sables) qui risquent d'altérer le cadre de vie urbain et indisposer les habitants du voisinage (poussières).

6.2.2.2. Impacts liés à l'ouverture et l'exploitation de carrières

L'approvisionnement en matériaux de construction (sable, gravier, latérite, etc.) pourra se faire au niveau des sites de carrière existants ou ouverts pour les besoins du chantier. L'ouverture et l'exploitation de carrières de matériaux de construction participent aussi à la déforestation et à la défiguration du paysage avec les stigmates liés aux trous creusés pour le prélèvement des matériaux. Les sites d'emprunt non réhabilités, pourraient favoriser la prolifération de vecteurs de maladie (paludisme et bilharziose du fait de la stagnation des eaux après la saison des pluies), occasionner des noyades notamment chez les enfants. Les nouvelles carrières peuvent engendrer un renforcement de la dégradation des écosystèmes tant au niveau du sol, de la flore que de la faune notamment par leur utilisation à plus long terme après les travaux du projet pour d'autres travaux privés de construction. Ainsi, cette activité pourrait engendrer à plus long terme des pertes en terre et l'érosion des sols.

6.2.2.3. Les risques d'accidents de circulation et de travail

La circulation des véhicules acheminant le matériel et les matériaux de construction risqueront de causer des accidents dommageables à la population riveraine. A cela peut s'ajouter le risque d'accident de travail sur les chantiers auxquels les travailleurs pourront faire l'objet et qui sont susceptibles d'entraîner des blessures ou parfois mort d'homme.

6.2.2.4. Risque de perturbation de circulation et des activités socioéconomiques ainsi que de perte de revenu

Les travaux peuvent s'accompagner de restriction de la circulation visant, entre autres, à assurer la protection du chantier et la sécurité des populations. A cet effet, des déviations de passage pourront être créées lorsqu'il s'agira des travaux des infrastructures structurantes (route, piste rurale, pont, etc.). Cette restriction pourra apporter une perturbation et limitation dans les déplacements de la population.

En plus, les travaux pourront occasionner une perte de revenu pour des commerçants qui doivent occasionnellement quitter leurs sites pour des besoins de réhabilitation d'infrastructures.

Par ailleurs, des cultures, des arbres fruitiers, des jardins scolaires qui se trouvent sur les sites choisis par les communautés ou sur leur emprise pourront être détruits afin de permettre la réalisation des activités.

6.2.2.5. Risques de contamination par des déchets biomédicaux ou dangereux

La mauvaise gestion des déchets biomédicaux ou produits dangereux issus des formations sanitaires bénéficiaires du PREC peut entraîner la prolifération dans le milieu humain d'agents pathogènes qui constitue un danger pour la santé publique.

6.2.2.6. Risque de perte de portion des terrains privés et des biens

Les activités retenues dans la composante 2.1. notamment la réhabilitation ou construction des infrastructures socio-économiques et connectives pourront nécessiter l'acquisition d'espace et l'ouverture des voies de desserte. Ces opérations peuvent entraîner le déplacement involontaire des populations et la perte des biens nécessaires à leur survie.

6.2.2.7. Risques des conflits sociaux

La non utilisation de la main d'œuvre locale lors de l'exécution des travaux de construction/reconstruction des infrastructures pourrait susciter des frustrations surtout que le taux de chômage est actuellement très élevé dans les différentes localités du pays. Cette situation risque de provoquer une indifférence de la population locale à l'égard des travaux mais aussi un conflit social ou le vol et vandalisme des matériaux de construction.

6.2.2.8. Risques des violences basées sur le genre (VBG)

Les VBG sont fréquentes dans la quasi-totalité des localités de la RCA à cause de la présence des hommes en arme et la pauvreté. Cette situation risque d'être exacerbée par la nécessité de l'obtention d'emploi à travers la réalisation des sous-projets dans les communautés. Les VBG

pourront avoir pour conséquence la propagation des IST et VIH/SIDA, les grossesses non désirées, les perturbations psychologiques, etc.

6.2.2.9. Risque d'insécurité dans la zone d'intervention du projet

Les zones d'intervention du projet sont des zones d'insécurité. Le risque d'insécurité (intimidation, agression des employés et leurs familles, vols et sabotage du matériel, des équipements et des installations de l'entreprise, etc.) est plus élevé pour le personnel civil, du fait de la présence permanente des groupes armés incontrôlés. Il y a lieu de mettre en place un dispositif de sécurité impliquant les forces républicaines et les forces armées des Nations-Unies.

6.2.2.10. Synthèse des impacts/risques négatifs environnementaux et sociaux

Les impacts négatifs ou risques des travaux du PREC sont synthétisés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Synthèse des impacts négatifs environnementaux et sociaux du PREC

Activités/sources d'impact	Impacts négatifs	
	Phase de construction	Phase d'exploitation
Réhabilitation des marchés, des centres de formation et d'infrastructures de stockage des récoltes	<ul style="list-style-type: none"> - Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration). - Perturbation des activités commerciales ; - Génération des déchets lors des travaux ; - Risques d'accidents pendant les travaux ; - Violences Basées sur le Genre ; - Risque de propagation des IST/VIH/SIDA ; - Risques de contamination des eaux souterraines due à l'infiltration et des eaux de surface en cas d'inondation des ouvrages ; - Risques de maladie causée par des pratiques de mauvaise gestion des déchets, y compris l'élimination insuffisante des excréments ou la mauvaise utilisation des latrines ; - Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise dans les zones occupées par les groupes armés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rejet excessif des déchets (ordures ménagères) ; - Nuisance (odeur) pour le voisinage ; - Prolifération des vecteurs et propagation des maladies en cas de mauvaise gestion des ordures ménagères ; - Risques des VBG sur les travailleurs et les usagers ; - Risques de contamination due à des installations sanitaires inadéquates ;

Travaux hydrauliques : construction ou réhabilitation des forages, réparation et remise en état des plans d'eau (ouvrage de drainage des eaux), etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers des ouvrages de drainage (poussière, bruits et vibration). - Risque de perturbation d'activités économiques le long de l'emprise ; - Risque de destruction des biens (clôtures de maisons, bâtis, arbres, etc. situées dans l'emprise des travaux) ; - Perturbation/obstruction des voies de circulation pendant la réalisation des tranchées ; - Risque d'érosion des terres ; - Risques d'accidents lors des travaux (fouilles) ; - Risque de propagation des IST/VIH/SIDA ; - Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise par les membres des groupes armés ; - Risque de conflit suite à la non utilisation de la main d'œuvre locale ; - Risque d'utilisation des enfants comme main d'œuvre lors des travaux ; - Risque de violences basées sur le genre suite à l'afflux des travailleurs 	<p>Mauvaise utilisation des caniveaux et leur transformation en dépotoirs d'ordures en l'absence de programme d'entretien et de sensibilisation des populations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques d'inondation en cas de sous-dimensionnement des canaux de drainage ; - Interruption ou inadaptation des services rendus ; - Inondation due à l'obstruction des caniveaux par leur transformation en dépotoirs d'ordures;
Réhabilitation d'infrastructures sanitaires : centres ou postes de santé, dispensaires, cliniques publiques, construction ou réparation des latrines, des fausses septiques, etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration). - Risque de perturbation des soins provoquant des désagréments ; - Génération des déchets lors des travaux ; Risque d'accidents lors des travaux (puisard et fosse septique) ; - Violences Basées sur le Genre ; - Risque de propagation des IST/VIH/SIDA - Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise par les éléments incontrôlés des groupes armés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de prolifération des vecteurs pathogènes et propagation des maladies en cas de mauvaise gestion des déchets biomédicaux ; - Risques de pollution environnementale et contamination humaine par les déchets médicaux (déchets infectieux, anatomiques, chimiques, pharmaceutiques, métaux lourds et les matières radioactives) ; - Risque de contamination de la nappe phréatique par les déchets biomédicaux ;

Travaux publics à petite échelle : réhabilitation et entretien des routes et infrastructures de transport	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de la végétation ; - Risques d'érosion des sols ; - Gênes/nuisances par le bruit, la poussière et les gaz à effet de serre (dioxyde de carbone) ; Risque d'accident de travail et de circulation ; Conflits sociaux avec la population locale liés au non-respect des us et coutumes, à l'utilisation des terres et au recrutement de la main d'œuvre locale ; - Déplacement des communautés ; - Pertes d'activités, de revenus et des biens ; - Risques de propagation des IST/VIH/SIDA avec l'afflux de la main d'œuvre ; - Risques des VBG ; <p>Risques de de dégradation et érosion des terres ;les cours d'eau et augmentation de ruissellement et des inondations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de vandalisme et de pillage des biens de l'entreprise ; - Pollution (sol, eau et air) - Perturbation des habitats fauniques 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'accidents de circulations de vandalisme et de pillage des biens de l'entreprise ; - Augmentation de l'émission de gaz à effet de serre dans l'atmosphère par les tuyaux d'échappement des véhicules
--	---	---

7. MESURES DE BONIFICATION ET D'ATTENUATION

Dans ce chapitre, il est défini les mesures environnementales et sociales à mettre en œuvre pour prévenir, atténuer, réparer et/ou compenser les incidences dommageables des activités du PREC sur l'environnement naturel et humain et pour bonifier ses effets positifs.

7.1. Mesures de Bonification des impacts positifs

Les mesures pour maximiser les impacts positifs des activités du PREC sont consignées dans le tableau 5.

Tableau 5 : Mesures de bonification des impacts positifs

Activités	Impacts positifs	Mesures de bonification
Réintégration socioéconomique des ex-combattants :	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert de connaissance et de technologie dans divers domaines, - Création d'emplois, - Amélioration des revenus, - Développement des activités économiques et des services, - Réduction du banditisme, - Intégration sociale et au développement de l'esprit d'initiative, - Cohésion sociale, etc.; 	<ul style="list-style-type: none"> - Capitalisation des acquis du PREC - Suivi des ex-combattants
Réhabilitation des marchés et des installations de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de conditionnements des produits agricoles, - Sécurisation des récoltes contre les insectes et les autres rongeurs, - Préservation de la qualité des produits, - Augmentation de la durée de conservation, - Participation à la sécurité alimentaire pour les populations rurales et la population en général. 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien régulier des ouvrages - Promotion du genre
Réhabilitation des Centres de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de nouvelles compétences, - Préservation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien régulier des infrastructures de formation - Recrutement des enseignants
Travaux hydrauliques	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du taux d'accès à l'eau potable à quantité suffisante, - Réduction des dépenses de santé, - réduction des vecteurs pathogènes (mouches, moustiques, cafards, etc.) - Disparition des maladies hydriques, 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse périodique de l'eau dans un laboratoire agréé - Mise en place des comités de gestion des points d'eau
Infrastructures sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du cadre environnemental dans les centres de santé, - Facilité d'accès aux soins de qualité, 	Entretien régulier des infrastructures sanitaires

	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des taux de prévalence des maladies parasitaires et hydriques, - Réduction des dépenses de santé des ménages et du temps consacré par les femmes à soigner les enfants, - Réduction des taux de mortalité maternelle et infantile 	
Travaux publics à petite échelle (infrastructures routières et voirie)	<ul style="list-style-type: none"> - Facilité d'écoulement des produits agricoles, - Désenclavement des villages isolés, - Eradication des inondations 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de cantonnement villageois - Entretien régulier des infrastructures

7.2. Check-list des mesures d'atténuation des impacts négatifs

Le tri préliminaire (screening) permet de déterminer les catégories environnementales et sociales des sous-projets. Ce processus va aboutir à l'identification des sous-projets nécessitant des EIES, des PAR ou des simples mesures environnementales et sociales à appliquer le cas échéant.

Ces simples mesures environnementales et sociales sont présentées dans la partie qui suit.

7.2.1. Mesures d'atténuation d'ordre général

Les mesures d'atténuation d'ordre général sont des clauses applicables pour tous les travaux.

7.2.1.1. Clauses sociales sur les violences basées sur le genre et le travail des enfants

Les clauses sociales relatives aux violences basées sur le genre et le travail des enfants seront intégrées dans les DAO de l'exécution des travaux.

a) Du Respect des Droits de l'Homme – De Lutte contre les violations basées sur le Genre

La personne humaine est sacrée dans sa dignité et ne peut faire l'objet d'un traitement inhumain, cruel et dégradant sous aucune forme. Par conséquent, les actes de barbarie suivants sont sévèrement réprimés :

➤ De l'harcèlement moral

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des agissements répétés de harcèlement moral ayant pour objet ou effet la dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte aux droits et à la dignité, d'altérer sa santé physique ou compromettre son avenir professionnel.

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir subi ou refusé de subir les agissements définis ci-dessus ou pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

Est donc passible d'une sanction disciplinaire tout Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires qui aura commis de tels actes répréhensibles.

➤ Des violences physiques

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des violences physiques, sous toutes ses formes, des voies de faits, des coups et blessures volontaires, des mutilations physiques à l'endroit de tout être humain ou ses biens personnels.

➤ Du proxénétisme, harcèlement et violences sexuels et pédophilie

Conformément aux textes nationaux, régionaux et internationaux sur le proxénétisme, le harcèlement et les violences sexuelles contre les femmes, la pédophilie et le respect des us et coutumes des populations et des relations humaines d'une manière générale, tout acte de proxénétisme, harcèlement, abus, violences sexuelles (violences basées sur le genre/VBG), pédophilie sera immédiatement sanctionné par un licenciement dès la première constatation de

la faute, avec transmission des éléments caractéristiques de la faute pour les poursuites judiciaires par l'autorité publique compétente.

➤ **De l'exploitation des enfants**

Conformément aux textes nationaux, régionaux, et internationaux, l'emploi et l'exploitation des enfants sont strictement interdits au sein de l'entreprise.

b) Règlement intérieur et code de bonne conduite

Le Règlement intérieur et code de bonne conduite a pour objet de définir :

- Les règles générales et permanentes relatives à la discipline au travail ;
- Les principales mesures en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise ;
- Le respect des droits de l'homme ;
- Le respect de l'environnement ;
- Les dispositions relatives à la défense des droits des employés ;
- Les mesures disciplinaires ;
- Les formalités de son application.

Le Règlement et Code de bonne conduite s'applique sans restriction ni réserve à l'ensemble des salariés et apprentis de l'Entreprise, y compris, ses sous-traitants et partenaires sécuritaires et autres.

7.2.2. Mesures d'atténuation spécifiques à chaque sous-projet

Les mesures d'atténuation des impacts négatifs consignées dans le tableau 6 sont applicables au PREC suivant la nature des travaux.

Tableau 6 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs

Activités	Phase	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
<i>Réhabilitation des marchés et installations de stockage des récoltes</i>	Construction	Gênes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration)	Dotation des travailleurs en EPI ; Arrosage régulier des voies d'accès du chantier
		Perturbation des activités commerciales	Sensibilisation de la population
		Génération des déchets lors des travaux	Stockage et évacuation des déchets de chantiers à la décharge autorisée ; Nettoyage des sites de chantier avant le repli.
		Risques d'accidents pendant les travaux	Sensibilisation des travailleurs et de la population
		Violences Basées sur le Genre	
		Risque de propagation des IST/VIH/SIDA	

		Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise dans les zones occupées par les groupes armés	
	Exploitation	Rejet excessif des déchets (ordures ménagères)	mise en place et suivi d'un système de gestion des déchets
		Nuisance (odeur)	Sensibilisation de la population à la bonne gestion des ordures
		Prolifération des vecteurs et propagation des maladies en cas de mauvaise gestion des ordures ménagères	Sensibilisation de la population à la bonne gestion des ordures Stocker et évacuer à la décharge autorisée tous les déchets de la population
		Risque des VGB	Sensibilisation de la population
<i>Réhabilitation des centres de formation</i>	Construction	Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration).	Dotation des travailleurs en EPI ; Arrosage régulier des voies d'accès du chantier
		Génération des déchets lors des travaux	Stocker et évacuer à la décharge autorisée tous les déchets de chantiers ; Nettoyage des sites de chantier avant le repli.
		Risques d'accidents pendant les travaux	Sensibilisation des travailleurs et de la population riveraine
		Violences Basées sur le Genre	Sensibilisation de la population
		Risque de propagation des IST/VIH/SIDA	Sensibilisation de la population ; Distribution des préservatifs
		Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise dans les zones occupées par les groupes armés	Sensibilisation de la population ; Utilisation de la main-d'œuvre locale

	Exploitation	Nuisance (odeur) causée par la décomposition des déchets	- Mettre des poubelles dans chaque classe et dans la cour ;
		Prolifération des vecteurs et propagation des maladies en cas de mauvaise gestion des ordures ménagères	- Collecter régulièrement les déchets et les acheminer vers une décharge autorisée ; - Sensibiliser les apprenants à l'usage des latrines ainsi que la gestion des ordures et lavage des mains ; - Entretenir quotidiennement les latrines
		Risque des VBG.	Sensibilisation de la population
<i>Réhabilitation des ouvrages hydrauliques</i>	Construction	Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration)	Dotation des travailleurs en EPI : Arrosage régulier des voies d'accès des chantiers
		Risque de perturbation d'activités économiques le long de l'emprise	Sensibiliser la population
		Risque de destruction de clôtures de maisons situées dans l'emprise	Eviter au maximum toute destruction Compenser les biens détruits
		Perturbation/obstruction des voies de circulation pendant la réalisation des tranchées	Aménager des voies d'accès aux ouvrages hydrauliques ; - Aménager des voies d'accès temporaires vers les habitations riveraines (lors travaux)
		Risque d'érosion des terres	Respecter les normes techniques de construction des ouvrages
		Risques d'accidents lors des travaux (fouilles)	Sensibilisation des entreprises, travailleurs et population
		Risque de propagation des IST/VIH/SIDA	
		Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise par les	

		éléments incontrôlés des groupes armés	
		Risque de conflit suite à la non utilisation de la main d'œuvre locale.	
		Risque d'utilisation des enfants comme main d'œuvre lors des travaux	
		Risque de violences basées sur le genre suite à l'afflux des travailleurs	
	Exploitation	Dégradation de l'environnement (pollution des milieux naturels et des exutoires), incommodité pour le voisinage (odeurs) et risques pour la santé publique (prolifération des vecteurs pathogènes et propagation des maladies) en cas de rejets de déchets solides et liquides (branchements clandestins d'eaux usées en milieux urbains) dans les canaux de drainage	Procéder à l'enlèvement et évacuation des déchets, résidus de curage et déblais vers les lieux autorisés par les autorités locales Stocker et évacuer à la décharge autorisée tous les produits d'excavation
		Mauvaise utilisation des caniveaux et leur transformation en dépotoirs d'ordures en l'absence de programme d'entretien et de sensibilisation des populations	Assurer le curage et l'entretien périodique des caniveaux de drainage Sensibiliser la population locale sur l'utilisation correcte des ouvrages
		Risque d'inondation en cas de sous-dimensionnement des canaux de drainage	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de l'entretien des exutoires des caniveaux ; - Eviter les déversements de déchets et de produits toxiques dans le cours d'eau via les ouvrages de drainage
Réhabilitation des infrastructures sanitaires	Construction	Gènes et nuisances du fait des activités de chantiers (poussière, bruits et vibration)	Dotation des travailleurs en EPI

		Risque de perturbation des soins provoquant des désagréments	Eviter les désagréments pendant les horaires des soins des patients
		Génération des déchets lors des travaux	Procéder à l'enlèvement et évacuation écologiques des déchets biomédicaux
		Nuisances causées par les déchets biomédicaux	Procéder à l'enlèvement et évacuation écologiques des déchets biomédicaux
		Risques d'accidents lors des travaux (puisard et fosse septique)	Sensibiliser les travailleurs et la population locale
		Violences Basées sur le Genre	Sensibiliser les travailleurs et la population locale
		Risque de propagation des IST/VIH/SIDA	Sensibiliser les travailleurs et la population locale
		Risque de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise par les éléments incontrôlés des groupes armés	Sensibiliser les travailleurs et la population locale
	Exploitation	Dégradation de l'environnement (pollution des milieux, odeurs) et risques pour la santé publique (prolifération des vecteurs pathogènes et propagation des maladies) en cas de mauvaise gestion des déchets biomédicaux	Procéder à l'enlèvement et évacuation écologiques des déchets biomédicaux ; Construction d'un mini-incinérateur pour éliminer certaine catégorie des déchets biomédicaux ; Contrôle de l'élimination des déchets biomédicaux
		Risque de contamination de la nappe phréatique par les déchets biomédicaux	Assurer l'étanchéité des fosses septiques
		Prolifération des vecteurs et propagation des maladies en cas de mauvaise gestion des déchets biomédicaux	Construite des latrine à multiple compartiments et des douches ; Assurer l'entretien périodique des ouvrages sanitaires

		Risque des VBG	Sensibiliser les travailleurs et la population locale
<i>Réhabilitation des infrastructures routières et voirie</i>	Construction	Dégradation de la végétation	Procéder au reboisement de l'espace dégradé
		Erosion des sols	
		Gènes/nuisances par le bruit, la poussière et les gaz	Arroser les surfaces sources de poussière surtout en saison sèche
		Risques d'accident de travail et de circulation	Sensibilisation des travailleurs et de la population
		Nuisances (bruit)	Eviter la production de bruit pendant les heures de repos (la nuit)
		Conflits sociaux avec la population locale	Sensibilisation des travailleurs et de la population ; Coordonner avec les concessionnaires de réseaux pour limiter la gêne par une réfection rapide (pour des travaux dans les grandes villes) ; Aménager des voies d'accès temporaires vers les habitations riveraines (lors travaux) ; Prévoir des dispositifs de déviation pour maintenir la circulation des biens et des personnes ; Aménager des voies d'accès devant chaque habitation ; Recrutement de la main-d'œuvre locale
		Déplacement des personnes	Elaboration d'un PAR
		Pertes d'activités et de sources de revenus, des biens, etc.	Prendre des précautions nécessaires pour éviter les pertes des biens et revenus des populations ; Compenser les biens aux prix du marché ; Fournir une assistance financière pour

			compenser les pertes de revenus
		Risques de propagation des IST/VIH/SIDA	Sensibilisation des entreprises, travailleurs et de la population sur la protection contre les maladies sexuellement transmises ; Recrutement de la main-d'œuvre locale
		Risque des VBG	
		Conflit avec la population locale pour non-respect des us et coutumes	
		Risques de vandalisme et pillage des biens de l'entreprise	
	Exploitation	Perturbation des habitats fauniques	Eviter toute perturbation ou destruction des habitats naturels
		Altération de l'air ambiant par les poussières	Arroser les surfaces sources de poussière surtout en saison sèche
		Risque d'accident de circulation	Sensibiliser les usagers de la route, la population et les chauffeurs
		Risque de noyade des enfants pendant la saison des pluies	Prévoir les travaux de drainage et situer les exutoires de manière à éviter les inondations

8. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

L'élaboration du plan de gestion environnementale et sociale du projet va permettre de veiller à l'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans le processus de conception, de planification, de gestion et de mise en œuvre des activités du Projet.

8.1. Objectif du plan de gestion environnementale et sociale

Le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) a pour objectif de déterminer le mécanisme institutionnel relatif : (i) au processus de sélection environnementale (screening) des sous-projets devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux qui peuvent découler des activités et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées; (ii) à la mise en œuvre et au suivi des mesures d'atténuation ; (iii) au plan de communication du projet ; (iv) à l'arrangement institutionnel pour la mise en œuvre du PGES et au mécanisme de suivi ; (v) au renforcement des capacités afin d'améliorer la performance dans la gestion environnementale et sociale ; (vi) à l'estimation des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Le PGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Le PGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

8.2. Procédures et responsabilités de gestion environnementale et sociale

L'expérience dans la gestion des projets en RCA a montré que les mesures de sauvegardes environnementales et sociales n'ont toujours pas été respectées à l'exception des investissements financés par la Banque Mondiale. Il convient donc de renforcer les capacités en gestion environnementale et sociale des institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet.

Pour la mise en œuvre et le suivi environnemental du projet, la démarche proposée pour gérer les risques environnementaux vise à permettre aux responsables locaux de jouer pleinement leurs rôles dans la planification et la réalisation des infrastructures dont ils sont bénéficiaires. Pour atteindre ce but, le PGES suggère des mesures d'appui institutionnel et technique (formation et sensibilisation) pour renforcer les capacités des structures et des ressources humaines. Ces actions d'appui technique visent à : (i) rendre opérationnelle la stratégie de gestion environnementale et de communication du projet, (ii) favoriser l'émergence d'une expertise et des professionnels en gestion environnementale, (iii) élever le niveau de conscience professionnelle et de responsabilité des acteurs dans la gestion environnementale, (iv) préserver l'environnement, la santé et la sécurité des populations.

8.2.1. Procédures de gestion environnementale et sociale

Cette section décrit le processus de gestion environnemental et social qui vise à garantir l'effectivité de la prise en compte des exigences environnementales et sociales dans tout le processus de planification, de préparation, de la mise en œuvre et du suivi des activités du Projet PREC. Ce processus permettra de vérifier comment les questions environnementales sont intégrées dans les sous-projets et d'apprécier les impacts négatifs potentiels des travaux lors de la mise en œuvre. Le processus est subdivisé en 7 étapes.

Etape 1 : Screening environnemental et social

La détermination des catégories environnementales et sociales des sous-projets du PREC sera effectuée à l'issue du processus de sélection environnementale (screening).

Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer les projets qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) identifier les activités nécessitant des EIES ou les simples mesures environnementales à appliquer le cas échéant.

Le screening doit être réalisé au stade de planification et de l'élaboration des sous-projets à l'aide du formulaire de sélection environnementale et sociale (Annexe 3). Il permet de recueillir au niveau local, des informations sur les problèmes environnementaux et sociaux associés à l'implantation du sous projet en vue de déterminer le travail environnemental à faire.

Pour chaque sous-projet à soumettre au financement, le formulaire de présélection sera rempli par le Chargé de Sauvegarde environnementale et sociale de l'UEPNDDRR qui travaillera en collaboration avec les organismes d'exécution du PREC, les structures communautaires, la municipalité et les services déconcentrés de l'Etat.

Etape 2 : Approbation de la catégorie environnementale

Cette étape permet de s'assurer que la catégorie environnementale est conforme aux politiques de sauvegardes de la Banque mondiale et aux réglementations nationales en vigueur.

Les formulaires de présélection sont transmis par le Coordonnateur Général de l'UEPNDDRR au Ministère en charge de l'Environnement qui les valide et approuve la classification environnementale des sous-projets.

Etape 3 : Préparation de l'instrument de sauvegarde environnementale et sociale

Les sous-projets du PREC suivront la procédure de l'EIES suivante : (i) la préparation des termes de référence pour l'EIES et (ii) le recrutement du consultant agréé pour réaliser l'EIES.

- f) La préparation de termes de référence (TDR) : les TDR de l'EIES seront préparés par le Chargé de Sauvegardes de l'UEPNDDRR et soumis à la DGE pour approbation. Le contenu du rapport sera défini dans les TDR;*
- g) La sélection du Consultant : le Consultant sera sélectionné par le partenaire d'exécution suivant la procédure de marché de service de la Banque Mondiale ou celle des marchés publics.*

Etape 4 : Examen et approbation des rapports d'EIES

Cette étape permet de s'assurer que les impacts environnementaux et sociaux ont été bien identifiés et que des mesures d'atténuation efficaces, réalistes et réalisables ont été proposées dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet.

La DGE organise la validation des rapports de l'EIES par un comité ad hoc intersectoriel. A l'issue de la validation, un certificat de conformité environnementale et sociale est délivré par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.

Etape 5: Consultations publiques et diffusion des rapports

Les consultations publiques visent à mettre tous les acteurs impliqués au même niveau d'information afin d'identifier les principaux problèmes et déterminer les modalités de prise en compte des différentes préoccupations dans les sous-projets.

Les dispositions relatives à la participation du public sont définies dans les arrêtés d'application du Code de l'environnement qui prévoient la consultation du public pendant la réalisation de l'EIES afin de recueillir les avis et intégrer les préoccupations des populations concernées dans les rapports de l'EIES. Aussi, pour être en conformité avec l'OP 4.01 décrivant les exigences de consultation et de diffusion, et dans le cadre de la **Politique de diffusion de la Banque mondiale (PB 17.50)**, il est souhaitable que le PREC adopte un mécanisme de participation publique, comme élément constitutif de l'EIES, à toutes les étapes des évaluations environnementales des sous-projets pour assurer une meilleure prise de décision. Ce mécanisme devra obéir à la tenue d'une réunion d'information et à la collecte de commentaires écrits et oraux.

Les résumés des rapports validés seront publiés dans les médias de la place et/ou placés dans des lieux publics tels que les Mairies des différentes localités concernées. L'UEPNDDRR procèdera à une large diffusion des rapports d'EIES auprès des communautés bénéficiaires et des structures d'appui.

Etape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PSES ou PGES de chantiers.

Les dispositions environnementales et sociales seront intégrées dans le DAO par le Spécialiste en Passation des Marchés du PREC. Cette démarche permet de faire des mesures de sauvegarde environnementale et sociale une des obligations de l'entreprise.

Etape 7: Suivi environnemental de la mise en œuvre du projet

Le suivi permet de s'assurer que : (i) les prédictions des impacts sont exactes (*surveillance des effets*) ; (ii) les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent d'atteindre les objectifs voulus (*surveillance des effets*) ; (iii) les règlements et les normes sont respectés (*surveillance de la conformité*) ; (iv) les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés (*inspection et surveillance*). En d'autres termes, le suivi permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes du Projet.

Le programme de suivi peut permettre, si nécessaire, de réorienter les travaux et éventuellement d'améliorer l'exécution des opérations du PREC. Le suivi va de pair avec l'établissement des impacts et la proposition de mesures de prévention, d'atténuation ou de compensation. Le programme de suivi détaillé sera développé dans les EIES des sous-projets. La réception provisoire ou définitive des travaux ne pourra être prononcée que si les recommandations du rapport de suivi environnemental et social sont intégralement prises en compte.

8.2.2. Responsabilité pour la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale

Les responsabilités des acteurs sont décrites dans le tableau 7.

Tableau 7 : Matrice de responsabilités de la mise en œuvre du plan de la gestion environnementale et sociale

Etapes	Responsabilités
1. Sélection environnementale et sociale du projet (screening) : Remplissage des formulaires de présélection	Chargé de sauvegardes-UEPNDDRR
2. Approbation de la catégorie environnementale : Validation des formulaires et approbation de catégorie environnementale des sous-projets	DGE(MEDD)
3. Préparation de l'instrument de sauvegarde environnementale et sociale <ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDR de l'EIES - Sélection du consultant - Réalisation de l'EIES 	DGE(MEDD)-UEPNDDRR Partenaires d'exécution
	Consultant
4. Examen et approbation des rapports d'EIES <ul style="list-style-type: none"> - Validation des Rapports d'EIES - Approbation des rapports (délivrance de Certificat de Conformité environnementale) 	DGE (MEDD)
5. Consultations publiques et diffusion des rapports <ul style="list-style-type: none"> - Consultation de population - Diffusion des rapports d'EIES 	UEPNDDRR
6. Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PSES ou PGES de chantiers.	UEPNDDRR

7. Suivi environnemental de la mise en œuvre du projet <ul style="list-style-type: none"> - Suivi au niveau national - Suivi au niveau régional - Surveillance au quotidien 	CSES(UEPNDDRR)/ DGE(MEDD) CSES-UEPNDDRR Responsable en environnement de l'entreprise
---	---

8.3. Mesures à prendre en cas de découverte des ressources culturelles physiques

Lorsque des vestiges culturels sont découverts au cours de l'exécution des travaux, celle-ci doit être arrêtée et l'information doit être portée à l'attention des autorités nationales compétentes.

Les procédures de protection des ressources culturelles physiques sont données dans le tableau 8.

Tableau 8 : Récapitulatif des mesures par phase et responsabilités

Phases	Mesures	Responsable
préparatoire	Choisir des terrains ne renfermant pas de sites archéologiques	Unité de Coordination du Projet PREC/Direction du Tourisme, des Arts, de la Culture et de la Francophonie
aménagement	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et naturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux.	Contractant Entreprise/ Direction du Tourisme, des Arts, de la Culture et de la Francophonie

Phases	Mesures	Responsable
construction	En cas de découverte des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique lors des fouilles, les mesures suivantes doivent être prises : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le chef du village/quartier, le Maire ou l'Autorité Préfectorale de la localité puis la direction du Tourisme, des Arts, de la Culture et de la Francophonie (iii) déterminer un périmètre de protection et le baliser sur le site ; (iv) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges et veiller à ce que d'autres personnes étrangères au chantier ne le fassent pas	Direction Régionale de la culture et de la Francophonie (DRCF) Contractant
exploitation	Les sites culturels à proximité des domaines des infrastructures socio-économiques doivent être protégés afin d'éviter de freiner des pratiques spirituelles ou traditionnelles ou endommager l'identité et les valeurs culturelles locales	Autorité Préfectorale /maire, Direction du Tourisme, des Arts, de la Culture et de la Francophonie, Services Techniques, ONG

8.4. Mécanisme de suivi environnemental et social

Le suivi et l'évaluation sont complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel », à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des interventions et d'exploitation des réalisations. Quant à l'évaluation, elle vise (i) à vérifier si les objectifs ont été atteints et (ii) à tirer les enseignements d'exploitation pour modifier les stratégies futures d'intervention.

8.4.1. Le suivi environnemental et sociale

Le suivi comprend :

a) La surveillance (vérification) environnementale et sociale

Le contrôle permanent (surveillance) de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sur le terrain est fait par l'organisme chargé d'exécution des travaux qui devra avoir en son sein, un responsable chargé des mesures environnementales et sociales.

La mission de vérification doit : (i) consigner par écrit (fiches de conformité ou de non-conformité) les ordres de faire les prestations environnementales, leur avancement et leur exécution suivant les normes ; (ii) saisir l'UEPNDDRR pour tout problème environnemental particulier non prévu ; (iii) remettre à une fréquence prévue dans leur contrat, un rapport sur la mise en œuvre des engagements contractuels de l'organisme en matière de gestion environnementale et sociale.

b) La supervision de la surveillance environnementale et sociale

La supervision est faite par le Chargé de Sauvegardes Environnementales et Sociales de l'UEPNDDRR : (i) sur la vérification des rapports transmis par les organismes d'exécution des travaux, (ii) par des descentes sur les sites du projet, (iii) du fait des plaintes reçues.

Pendant la réception provisoire des travaux, le CSES en collaboration avec la DGE initie le processus de mise en demeure adressée à l'organisme d'exécution des travaux, en cas de non-respect ou de non application des mesures environnementales et sociales.

Le CSES de l'UEPNDDRR produit trimestriellement un rapport de synthèse de l'état de la gestion environnementale et sociale des sous-projets, des difficultés rencontrées et des décisions prises en vue d'une gestion environnementale et sociale adéquate de ces sous projets. Ce rapport trimestriel est envoyé à la Banque mondiale par le Coordonnateur Général de l'UEPNDDRR.

c) Le suivi environnemental et social

Les connaissances acquises avec le suivi environnemental permettront de corriger les mesures d'atténuation et éventuellement de réviser certaines normes de protection de l'environnement.

Le Programme de suivi décrit : (i) les éléments devant faire l'objet d'un suivi ; (ii) les méthodes/dispositifs de suivi ; (iii) les responsabilités de suivi ; (iv) la période de suivi. A cet effet, il est nécessaire d'élaborer un système de suivi permettant dans un premier temps, de suivre et d'évaluer le fonctionnement et la qualité du programme de surveillance et dans un second temps, de contrôler si les mesures d'atténuation mises en place ont permis d'atteindre les objectifs fixés.

8.4.2. Les indicateurs de suivi environnemental et social

Le suivi évaluation appelle la définition des indicateurs clés. Les indicateurs sont des signaux pré-identifiés qui expriment les changements dans certaines conditions ou résultats liés à des interventions spécifiques. Ce sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux de l'investissement. Les indicateurs (i) servent à la description, avec une exactitude vérifiable, de l'impact généré directement ou indirectement par les activités des composantes ou sous-composantes du projet et à la mise en exergue de l'importance de l'impact ; (ii) fournissent une description sommaire des états et des contraintes et permettent d'observer le progrès réalisé ou la dégradation subie dans le temps ou par rapport à des cibles ; (iii) révèlent des tendances passées et servent, dans une certaine mesure, d'instruments de prévision.

En tant que tel, les indicateurs constituent une composante essentielle dans l'Evaluation Environnementale et Sociale de l'investissement. Pour ce qui concerne le choix des indicateurs environnementaux et sociaux, les critères d'analyse doivent porter sur la pertinence, la fiabilité, l'utilité et la mesurabilité.

Les indicateurs de suivi aideront dans la mise en application des mesures d'atténuation, le suivi et l'évaluation de l'ensemble du projet en vue d'évaluer l'efficacité de ses activités. Ces indicateurs seront élaborés par des consultants dans le cadre des EIES à réaliser.

Les indicateurs de suivi peuvent être résumés comme suit :

8.4.3. Indicateurs environnementaux

- Efficience des systèmes d'élimination des déchets issus des travaux de chantier ;
- pourcentage d'entreprises respectant les dispositions environnementales dans leurs chantiers ;

- Pourcentage de carrières ouvertes et remises en état par les entreprises ;
- Niveau d'application des mesures d'atténuation environnementales et sociales.

8.4.4. Indicateurs sociaux

- Nombres d'acteurs formés dans l'évaluation, la revue et la gestion environnementale ;
- Nombre d'emplois créés localement (main d'œuvre locale utilisée pour les travaux) ;
- Niveau d'implication des services techniques et acteurs locaux dans le suivi des travaux ;
- Niveau de consensus (approbation) sur le choix des sites ;
- Qualité et fonctionnalité des infrastructures réalisées ;
- Nombre de campagne de sensibilisation (sur le projet, sur l'hygiène, la sécurité lors des travaux) ;
- Nombre de personnes affectées et compensées par le projet ;
- Nombre des conflits sociaux liés aux travaux enregistrés et résolus ;
- Nombre d'accidents survenus pendant les travaux ;
- Nombre de plaintes enregistrées et traitées lors des travaux.

Ces indicateurs seront régulièrement suivis au cours de la mise en œuvre.

Tableau 9 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Mesures	Domaines d'intervention	Indicateurs
Mesures techniques	Screening	Nombre de screening approuvés Nombre de sous-projets sélectionnés et passés au screening Nombres total de projets
	Réalisation d'EIES pour les sous-projets	Nombre d'EIES réalisées Nombre de rapports validés par niveau d'application des mesures d'atténuation
Mesures de suivi et d'évaluation	Suivi environnemental et surveillance environnementale du projet Evaluation PGES (interne, à mi-parcours et finale)	Nombre de plaintes enregistrés Nombre de plaintes traitées Nombre de missions de suivi effectuées Nombre de conflits enregistrés et résolus Nombre de rapports d'évaluation disponibles
Formation	Formation en gestion des projets, Techniques de suivi-évaluation environnementale	Nombre de personnes formés Nombre de rapports de formation disponibles

Sensibilisation	Sensibilisation sur le Genre, VBG, IST/HH	Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre de personnes sensibilisées Nombre de rapports disponibles
------------------------	---	--

8.5. Mécanisme de gestion des plaintes du PREC

Les travaux prévus dans le cadre du PREC pourront affecter les biens de la population et donner ainsi lieu à des plaintes. On peut noter : les plaintes pour (i) les dommages aux biens ou tout désagrément que les travaux pourront occasionner, (ii) les violences sexuelles faites sur les femmes par le personnel de l'entreprise ou tout autre cas de VBG, etc. Ces différentes plaintes pourront être traitées suivant le mécanisme de gestion mis en place à cet effet.

8.5.1. Mécanismes de traitement proposés

Le Mécanisme de Gestion des Plaintes est un dispositif conçu pour recevoir les plaintes, les traiter et donner une réponse aux réclamations dans un délai raisonnable qui puisse satisfaire toutes les parties (par exemple les plaignants et projet).

Il permet de :

- (i) éveiller la conscience du public sur le projet ;
- (ii) détourner les cas de fraudes et de corruption et augmenter la responsabilisation de la population ;
- (iii) s'informer et résoudre en temps réel les problèmes auxquels sont confrontés les plaignants ;
- (iv) fournir au personnel du projet des suggestions et réactions sur l'exécution du projet ;
- (v) augmenter le niveau d'implication des parties prenantes dans le projet ;
- (vi) conforter la sensibilisation des bénéficiaires sur le code de bonne conduite ;
- (vii) donner les bonnes informations sur la mise en œuvre du projet.

Le MGP pour le Projet de Réintégration des Ex-Combattants (PREC) s'organise uniquement au niveau local avec l'appui de l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement.

Au niveau local, on retrouve les Comités Locaux de Gestion des Plaintes dont les membres sont constitués des représentants des municipalités bénéficiaires, des représentants des femmes, des représentants des jeunes et des représentants des Personnes Affectées par le projet. Ces membres sont désignés par leurs paires.

Au niveau du projet, il y a l'Unité d'Exécution du PNDDRR à travers le Chargé de Sauvegardes et les Coordonnateurs Régionaux qui appui les Comités Locaux de Plaintes.

L'UEPNDDRR assure la supervision de la mise en œuvre du MGP et travaille en étroite collaboration avec les autorités locales, les Comités Locaux de Gestion de Plaintes et les communautés de base.

Le mécanisme proposé est un mécanisme extrajudiciaire de traitement des litiges faisant appel à l'explication et à la médiation.

Chaque personne affectée, tout en conservant la possibilité de recourir à la justice, pourra faire appel à ce mécanisme, selon des procédures précises.

Des fiches d'enregistrement des plaintes ainsi que des fiches de résolutions des plaintes sont disponibles au niveau local et au niveau du projet à cet effet.

8.5.2. Evaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre MGP

Une évaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre du MGP sera réalisée chaque trimestre en impliquant les Associations Locales (ASLO) afin d'apprécier son fonctionnement et si possible proposé des mesures correctives.

Cette évaluation sera faite par enquête auprès des bénéficiaires et les résultats seront publiés et diffusés sur les radios locales et les médias de la place.

IV. CONSULTATIONS PUBLIQUES DU PROJET

La consultation publique est l'une des exigences de la législation nationale en matière de l'environnement ainsi que de la politique de sauvegarde de la Banque Mondiale. Elle se fonde sur des nouveaux principes instituant l'implication de tous les acteurs institutionnels (administration publique ou privée, collectivités territoriales, etc.) et non institutionnels (communautés de base) et cherche à créer une dynamique d'échange avec ces acteurs.

9.1. La consultation du public pendant la mission d'élaboration du CGES

La consultation a été un élément transversal pendant le processus d'élaboration du CGES. L'information et la sensibilisation ont été un préalable à la consultation des différentes parties prenantes. Deux (02) catégories d'acteurs ont été ciblées : (i) les acteurs institutionnels (les organes d'exécution du DDDR, les services étatiques, les organismes chargé de la mise en œuvre des sous-projets (ACTED et OIM) et les collectivités territoriales) ; (ii) les acteurs non institutionnels (les représentants des ex-combattants, les communautés de base).

Les séries de consultations à la base ont été organisées afin (i) de s'assurer de leur engagement au projet de réintégration des ex-combattants, (ii) de susciter une adhésion citoyenne et l'appropriation du projet, (iii) de recueillir les avis, les préoccupations, les craintes et les suggestions des parties prenantes.

9.2. Objectifs de la consultation du public

La consultation publique a pour objectifs de : (i) associer l'ensemble des acteurs à la prise de décision sur le projet et les faire participer dans le processus du développement, (ii) inviter les acteurs à donner leurs avis sur le projet et instaurer un dialogue afin d'augmenter les bénéfices dudit projet et en réduire les impacts négatifs et (iii) augmenter la responsabilité et la transparence en vue d'asseoir une mise en œuvre concertée des actions prévues dans le cadre du projet.

9.3. Méthodologie

Notre démarche fondamentale revêt une forme de « démocratie de proximité » permettant l'expression de la citoyenneté au niveau local et vise à faire participer la population de base à la prise de décision.

Compte tenu de contraintes diverses, des réunions d'information, de sensibilisation et de consultations ont été organisées qu'à Bangui, Bimbo et Bégoua dans l'Ombella-M'poko. L'information a été claire, transparente et largement diffusée dans les médias (radio, télévision centrafricaine et sur le site d'Agence Centrafrique Presse (ACAP). Des consultations ont été également organisées avec les personnalités résidant en provinces (les Sous-préfets, les Maires et les responsables des sections DDDR des villes ciblées notamment Markounda (Ouham) ; Paoua et Kouï (Ouham-Pendé), Birao (Vakaga), Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi), Bria (Haute-Kotto), Bouar, Yelewa et Baboua (Nana-Mambéré). Ces entretiens ont permis de collecter les avis, les attentes et l'appréhension des concernés vis-à-vis du projet de réintégration des ex-combattants sur le financement de la Banque Mondiale. Cette approche a été retenue et reconnue comme la technique assurant une exploration approfondie et en détail des questions relatives à la réintégration des ex-combattants et au soutien des communautés.

9.4. Analyse des résultats des consultations

Notre analyse a porté sur : (i) l'acceptabilité du projet, (ii) le niveau d'information des différents acteurs, (iii) les enjeux sociaux de la mise en œuvre du projet, (iv) les leçons tirées des projets antérieurs exécutés par les ONG internationales.

9.4.1. Acceptabilité du projet de réintégration des ex-combattants

A l'unanimité, le projet de réintégration des ex-combattants par les opérations de réintégration socioéconomique des ex-combattants et de soutien aux communautés d'accueil est une aubaine selon les acteurs consultés qui va contribuer à résoudre les problèmes d'insécurité dans les différentes localités, participer à la cohésion sociale et renforcer la paix durable. Tous les acteurs, sans exception ont manifesté leur adhésion sans faille au PREC.

9.4.2. Niveau d'information de différents acteurs

Pendant les réunions de consultations, il a été relevé un déficit d'information à tous les niveaux à l'exception des organes mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du PNDDRR, RSS et RN. L'information sur le PREC a été reçue pendant les réunions de consultations et constitue l'un des maillons faibles du processus de planification du projet. La quasi-totalité des acteurs connaissent le programme DDDR, mais redoutent la mise en œuvre en suivant le « *schéma du passé* » et « *le manque de visibilité des actions réalisées* ».

Par ailleurs, les représentants des groupes armés, membres du Comité Consultatif et du Suivi (CCS) de DDDR pensent que le volet soutien aux communautés d'accueil du projet est « *une manœuvre tendant à détourner le fonds destiné au DDDR au profit des civils (communautés)* ». Nous estimons que cette déclaration, qui n'est pas justifiée, ne milite pas en faveur de la réussite du projet PREC et que l'UEPNDDRR devra intensifier la campagne de sensibilisation sur les informations structurant le projet, les actions réalisées et en cours afin de dissiper les malentendus et les craintes, et faciliter l'appropriation du projet par les différentes parties prenantes.

Malgré le déficit d'information qui le caractérise, le PREC a été accueilli avec satisfaction totale par les autorités locales et les responsables des organisations de la société civile qui s'engagent à faire une large diffusion auprès de leurs populations respectives.

9.5. Conclusion des consultations publiques

Les consultations publiques dont les images sont dans les photos 1, 2 et 3, ont permis d'associer les acteurs à la base au processus de mise en œuvre du projet par la compréhension des enjeux des activités envisagées. Les réflexions produites par les différents acteurs se situant à des niveaux de responsabilité différents ont permis de dégager les axes stratégiques relatifs au cadre d'intervention du projet. En effet, des préoccupations ont été soulevées par les acteurs à la base et leur prise en compte ne manquera pas de renforcer l'appropriation du projet par le public. Parmi celles-ci, la plus importante concerne la prise en charge des personnes affectées par le

projet (pour les pertes des biens), le recrutement de la main d'œuvre locale, la prise en charge des ex-combattants sans armes³.

En définitive, on peut conclure à : i) une acceptabilité sociale du projet (a ; ii) l'approbation par les parties prenantes du projet du fait des bénéfices escomptés sur le plan sécuritaire, de la relance économique et de la cohésion sociale ainsi que du vivre ensemble.

Photo 1 : Réunion de consultation à la Mairie de Bimbo



Source : Consultant,

Photo 2 : Réunion de consultation à la Mairie du 4^{ème} Arrondissement de la ville de Bangui



Photo 3 : Réunion de consultation à la Mairie de Bégoua



³ Ex-combattants sans armes : c'est le terme qui revient plusieurs fois lors des séances de consultations. Il désigne ceux qui ont intervenu au côté des « anti-balaka » et n'ont pas manié les armes, mais qui les assistent dans leur déplacement en transportant des matériels de combat ou faisant la cuisine, etc. Ceux-ci n'ont pas d'armes sur eux.

9.6. Plan cadre de consultation publique pour la mise en œuvre des sous-projets du PREC

9.6.1. Mécanismes et procédures participatifs de consultation à mettre en place

9.6.1.1. Contexte

Les sous-projets du PREC pourront en effet avoir des incidences environnementales et sociales. Il sera donc indispensable de définir un mécanisme de participation publique à toutes les étapes de différentes études (technique, environnementale et sociale) en vue d'assurer une meilleure prise de décision. Ce mécanisme devra prendre en compte (i) la tenue des réunions d'information et/ou de sensibilisation et (ii) la collecte de commentaires et préoccupations des bénéficiaires (écrits et oraux).

Dans le cadre des projets antérieurs (Pré-DDRR, Projet de Réduction des Violences Communautaires (RVC) et autres projets mise en œuvre dans le pays sur divers financements, des insuffisances ont été relevées au niveau de consultations et de concertations avec les acteurs. Il s'agit de : (i) déficit d'information entre les différents organes du PNDDRR ; (ii) insuffisance de sensibilisation des bénéficiaires ; (iii) faible implication de certains groupes d'acteurs dans la mise en œuvre des projets au plan national ; (iv) absence de participation des communautés bénéficiaires dans la mise en œuvre des projets ; (v) manque d'appropriation de certains projets par les acteurs y compris la population ; (vi) absence d'harmonisation des interventions des différents promoteurs des projets dans une même localité.

Par ailleurs, dans le cadre de l'harmonisation des interventions, le partenariat autour du développement communal ainsi que la participation effective des communautés, des ONG et des OCB n'ont pas trouvé de cadre idéal d'expression et de promotion. De même, les différentes structures mises en place (environnement, assainissement, santé, sécurité, etc.) n'ont pas pu s'imposer, dans le temps, comme cadres de concertation et de gestion de l'environnement au niveau des municipalités, et ne sont pas totalement opérationnelles.

Le Plan cadre de consultation publique ambitionne d'assurer l'acceptabilité sociale du projet à tous les niveaux en mettant tous les acteurs dans un réseau de partage d'information aussi bien sur l'environnement que sur les activités du projet.

9.6.1.2. Objectifs du Plan de consultation

Le plan de consultation poursuit des objectifs reposant sur la pertinence d'une communication sociale inhérente aux investissements. Il aspire à amener les acteurs, à avoir une vision commune et des objectifs partagés sur les actions entreprises par les acteurs de mise en œuvre dans une logique tridimensionnelle : avant – pendant – après le projet.

Le plan devra également prendre en compte les contextes culturels locaux, les canaux de communication traditionnelle et les conditions de publication de la Banque mondiale.

Le plan de consultation doit porter une attention particulière sur le contexte environnemental et social en rapport avec les composantes du PREC et de ses sous-projets. Les aspects institutionnels et organisationnels doivent cadrer l'analyse du milieu de façon à offrir plus de lisibilité à l'interaction des acteurs et aux dynamiques de conflits qui structurent les initiatives envisagées.

L'objectif est : (i) de mettre à disposition l'information environnementale et le contexte du PREC ; (ii) d'avoir une base de discussion et un outil de négociation entre les différents acteurs ; (iii) de disposer d'un référentiel pour organiser le Partenariat et la participation qui sont des attributs essentiels de la bonne gouvernance.

La consultation devra être conduite par une équipe pluridisciplinaire et suppose une intégration harmonieuse des méthodes participatives. Elle doit être de style simple et accessible. Les échanges constants entre ceux chargés de son élaboration et les porteurs d'information sont essentiels. Les points de vue des populations et des autres acteurs doivent être rigoureusement pris en compte.

Le plan de consultation renvoie à la nécessité d'associer pleinement les communautés dans l'identification des besoins, le suivi des activités et leur évaluation dans une perspective de contrôle citoyen, de partage des connaissances et des savoirs, de participation et d'efficacité sociale. Le Plan doit tenir compte de l'environnement socioéconomique et culturel dans ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'esprit de l'exercice est d'amener les différents acteurs à en avoir une compréhension commune sur la base de convictions mutuelles, de principes communs et d'objectifs partagés. Le concept renvoie aussi au contrôle citoyen des différentes activités du projet, notamment dans ses procédures d'identification, de formulation, d'exécution, de suivi de la mise en œuvre et surtout de gestion et d'exploitation quotidienne.

9.6.1.3. Mécanismes et procédures de consultation

Les mécanismes et procédures pour l'information, la concertation et la négociation à mettre en place devront reposer sur les points suivants : (i) les connaissances sur l'environnement des zones d'intervention des sous-projets du PREC et (ii) l'acceptabilité sociale du Projet.

Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale.

La *communication éducative* doit s'articuler avec des stratégies (démarches pour atteindre un objectif ou un ensemble d'objectifs) de manière directe, localisée dans le cadre d'un cheminement participatif où chaque étape est réalisée avec un support de communication adéquat. Ce système de communication s'assimile à une démarche de « négociation » pour amener les populations par le biais de groupes organisés à participer à la gestion durable du Projet.

La *communication sociale* permet de renforcer la réflexion et la prise de conscience sur les enjeux qui structurent l'information environnementale. De manière plus spécifique, elle vise le dialogue, la concertation et la participation.

En définitive, la stratégie du Plan de consultation doit alimenter, régulariser le jeu interactif d'information sur l'environnement et sur le projet entre tous les acteurs.

9.6.1.4. Stratégies de consultations

Le début de la planification stratégique et de la mise à disposition de l'information environnementale du projet devra être marqué soit par des journées de lancement, soit par une série d'annonces publiques. Les objectifs visés sont : (i) la mise en réseau des différents acteurs

par rapport à un ensemble de connaissances sur l'environnement, (iii) la mise en place de groupes intersectoriels référencés aux différentes composantes du Projet et (iii) la mise en place d'un comité de coordination à l'échelle locale lequel devra s'appuyer sur des services locaux en charge des affaires sociales.

Dans le cadre du PREC, il existe déjà une coordination DDDR au niveau des régions et un Bureau central de coordination à Bangui. Les Coordonnateurs Régionaux DDDR peuvent assurer la supervision des comités au niveau local.

Dans le domaine de la consultation environnementale, au niveau de chaque localité bénéficiaire, il sera indispensable de s'appuyer des services déconcentrés compétents (environnement et affaires sociales dont leurs rôles seront : (i) d'appuyer l'appropriation sociale du projet, (ii) de mobiliser les communautés à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre du PREC, (iii) d'appuyer les communautés à développer une capacité d'identification de partenaires et de mobilisation de financement, (iii) de servir de cadre de résolution à l'amiable d'éventuels conflits (fonciers ou autres), (iv) de réviser les objectifs selon les opportunités et les contraintes et (v) de rapporter les résultats obtenus sur tout le cycle du projet.

Il sera prévu au sein des organismes d'exécution des sous-projets, la nomination d'un responsable en communication sociale qui sera chargé de l'organisation des consultations publiques. Au cas échéant, le Communicateur sera choisi parmi les membres des groupes sectoriels ou socioprofessionnels au niveau local. La personne sera choisie sur la base de critères ci-après : (i) elle est affectée par un ou des sous-projets, (ii) elle est concernée par un ou des sous-projets, (iii) elle œuvre pour et milite pour les sous-projets, (iv) elle a des connaissances avérées sur les sous-projets, (v) elle a la composante au cœur de ses activités sociales, communautaires, religieuses et/ou professionnelles.

9.6.1.5. Etapes de la consultation

Le Plan de consultation peut se dérouler à travers trois cheminements méthodologiques modulables selon la taille, le contexte culturel et l'expérience en matière de planification stratégique concertée sur le plan environnemental et social.

La consultation locale

La consultation locale remplit donc une double fonction. Il s'agit de la fonction de mise en réseau et d'accords sur les préoccupations environnementales d'une part et la fonction de mécanisme participatif permettant aux citoyens de rechercher collectivement des solutions à des problèmes intersectoriels d'autre part.

L'organisation d'une consultation locale peut être placée dans le démarrage des activités du PREC et se fonde sur des principes ascendant, participatif et intersectoriel. En tant que processus, elle favorise la solution collective des problèmes, la négociation, la résolution des conflits, le consensus et le partenariat. Elle exige une participation importante et efficace des partenaires à la prise de décision

L'organisation de Forums communautaires

Les forums communautaires empruntent la même démarche méthodologique que la consultation locale, mais sont organisés dans des localités directement concernés par les sous-projets du PREC

et territorialisés à l'échelle des périmètres municipaux (infrastructures de base, équipements socio éducatifs, de Santé, équipements marchands, équipements environnementaux, etc.).

Les rencontres sectorielles de groupes sociaux et ou d'intérêts

C'est un ensemble de rencontres individuelles et collectives qui ciblent les groupes qui ont certaines problématiques au cœur de leurs agendas ou de leurs pratiques professionnelles. On peut choisir aussi les groupes en fonction de leur expertise dans telle ou telle problématique. C'est le cas des femmes et des jeunes quand il s'agira de la construction/reconstruction d'équipements socio éducatifs et les professionnels de la route et du commerce quand il sera question des infrastructures structurantes (gare, marché, route/piste rurale, ouvrages, etc.). Ces rencontres se feront au moyen d'interviews, de Focus group, d'ateliers, etc.

9.6.1.6. Processus de consultation

Le processus de consultation publique devra être structuré autour des axes suivants :

- La préparation de dossiers de consultations publiques comprenant les rapports d'étude (rapports d'évaluation environnementale et sociale), descriptif des activités déjà identifiées (localisation, caractéristiques, etc.) et des fiches d'enquêtes ;
- Les missions préparatoires et de consultation sur les sites des sous-projets ;
- Les annonces publiques ;
- Les enquêtes publiques et collecte de données sur les sites des sous-projets ;
- La présentation des résultats de l'enquête publique lors d'ateliers de validation des évaluations environnementales sectorielles (pour chaque projet)

9.6.2. Canevas d'enquête publique

Le canevas de l'enquête publique devra, entre autres, aborder les thèmes suivants :

- Implantation du site (enquête sur les alternatives) ;
- Installations et équipements proposés (enquêtes sur les normes des infrastructures et équipements concernées) ;
- Mesures en matière de maintenance et d'entretien des infrastructures et équipements (enquêtes sur les modes et les capacités institutionnelles de gestion) ;
- Mesures en matière d'hygiène, sécurité et qualité des produits (enquête sur les normes et règles environnementales) ;
- Actions en matière de protection du milieu biophysique (enquête sur les mesures à caractère écologique) ;
- Actions pilotes de recherche/développement, de développement de méthodes techniques et technologiques (enquête sur les améliorations méthodologiques).

Des méthodes accélérées de recherches participatives (MARPs) pourraient être utilisées comme approche pour créer une culture activée de développement.

Les outils et méthodes participatives utilisées au cours des enquêtes, devront être poursuivis lors des études thématiques et des actions de suivi et évaluation.

Dans ce domaine, les approches généralement adoptées par les Collectivités locales, les services techniques et de leurs partenaires (ONG, société civile, partenaires au développement) reposent sur les points essentiels suivants :

- La connaissance du milieu avec la réalisation d'un diagnostic participatif ;
- La concertation dans l'établissement des priorités ;
- Le développement des capacités locales dans l'action.

Les processus mis en place devront porter essentiellement sur : l'information et la sensibilisation du public, le diagnostic participatif, la définition des priorités en fonction des besoins identifiés à la base, les réunions de restitution et la préparation de plans d'actions.

Dans ce domaine particulier, les organismes impliqués dans la réalisation des activités du PREC (ACTED et OIM), sont généralement dotés de mécanismes et d'outils participatifs, ce qui leur permet de livrer des services essentiels aux structures communales et aux groupes organisés.

X. CALENDRIER DE LA MISE EN ŒUVRE ET COÛTS DU CGES

10.1. calendrier de mise en œuvre

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi de la formation et des activités environnementales et sociales du projet est présenté respectivement dans les tableaux 10 et 11.

Tableau 10 : Calendrier de formation

Participants	Actions proposées	Période
Les comités (stratégique, consultatif et suivi, Unité d'Exécution du PNDDRR), Les ministères sectoriels, les ONG, ACTED et OIM	Atelier de 3 jours sur les Politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale	3 ^{ème} trimestre 2019
Equipe de surveillance et de suivi des outils de sauvegardes	Séminaire International de 2 à 3 semaines sur les Techniques de suivi-évaluation et mise en place d'un système de suivi-évaluation environnementale et sociale dans un projet de développement	2 ^e trimestre 2019

Tableau 11 : Chronogramme de suivi

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation
Mesures d'atténuation	Se référer aux rapports des EIES des sous-projets	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures techniques	- Réalisation d'EIES des sous-projets (si requis) - Réalisation du PAR (si requis)	Avant le démarrage des travaux (pendant les études APS ou APD)
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations bénéficiaires	Avant le démarrage des travaux et durant la mise en œuvre du projet
Mesures de suivi	Surveillance environnementale du projet	Au quotidien, durant la mise en œuvre du projet
	Suivi environnemental et social	Tous les mois

10.2. Coûts des mesures environnementales et sociales

Tableau 12 : Synthèse des coûts de renforcement des capacités

Activités	Nombre de participants	Coût unitaire (F CFA)	Coût total (F CFA)	Source de financement
Atelier de formation sur les politiques et procédures de sauvegardes	60	20 000 000	20 000 000	PREC
Formation en Technique de suivi-évaluation environnemental et social	8	6 000 000	48 000 000	PREC

TOTAL			68 000 000	
--------------	--	--	-------------------	--

Le coût global de renforcement des capacités est estimé à ***soixante-huit millions de francs cfa.***

Tableau 13 : Coût Appui technique

Activités	Quantité	Coût unitaire (F CFA)	Cout total (F CFA)	Source de financement
Réalisation des EIES	4	10 000 000	40 000 000	PREC
Sensibilisation	1	10 000 000	10 000 000	PREC
Acquisition de moyen roulant pour le suivi environnemental et social	1	25 000 000	25 000 000	PREC
Coûts totaux			75 000 000	

Le coût d'appui technique est estimé à : Soixante-quinze million de francs cfa.

Le coût global de la mise en œuvre du CGES est estimé à : Cent quarante-trois millions de francs cfa (143 000 000F CFA)

CONCLUSION GENERALE

Aujourd'hui, la protection de l'environnement et la résolution des conflits sociaux constituent une priorité de la République Centrafricaine et de la Banque Mondiale. A cet effet, la législation nationale centrafricaine et les politiques opérationnelles de la Banque Mondiale exigent la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la mise en œuvre des projets de développement.

L'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PREC entre dans cette logique. A cet effet, toutes les composantes du projet ont été passées en revue et présentées au public qui a donné son opinion positive à travers des consultations. Au regard des informations obtenues, des orientations nécessaires à la prise en compte de l'environnement et des aspects sociaux ont été définies. Ces orientations deviennent des activités à exécuter au cours de la réalisation du projet dont le coût s'élève à 75 000 000 FCFA.

BIBLIOGRAPHIE

- Agroclimatologie de Centrafrique, édition de l'ORSTOM, Pierre Franquin, Roland Diziain, JP Cointepas, Yves Boulvert, Paris 1988.
- Banque Mondiale, Rapport N° PAD2158, Document d'Evaluation du PREC, 2017.
- Cadre de Gestion Environnementale et Sociale pour les Projets comportant de multiples sous-projets de petite taille, Jeux d'outils, Région Afrique, Banque Mondiale, 2008.
- Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'Appui aux Communautés Affectées par le Déplacement (PACAD), Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale, RCA, octobre 2017.
- Code de l'environnement de la République Centrafricaine, Décembre 2007.
- Document de Stratégie du Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR) en République Centrafricaine, Comité Stratégique, novembre 2013.
- Evaluation des impacts environnementaux, un outil d'aide à la décision, Gaétan A. Leduc et Michel Raymond, 2000.
- Evaluation des Impacts sur l'Environnement : processus, acteurs et pratiques pour un développement durable, 2e édition, Pièrre André, Claude E. Deliste et Jean Pierre Revéret, 2003, 519p.
- Evaluation Environnementale : Fiche technique MOGED, Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie, Mars 2006, 8p.
- Manuel d'évaluation environnementale édition française 1999, volume II, Lignes directrices sectorielles, Banque Mondiale, 1999
- Manuel du système de gestion environnementale, version 1.2, UNOPS, 2014
- Participation publique, Principes internationaux pour une meilleure pratique. Publication spéciale Série n°4, Fargo, Etats-Unis : International Association for Impact Assissent (IAIA) André, P., B. Enserriens, D. Connors et P. Coal 2006
- Programmes d'Infrastructures à Haute Intensité de Main-d'œuvre – HIMO, Politiques et pratiques du Travail, David Taman et Jean de Veen, 2000, 257p.

ANNEXES

ANNEXE 1 : CLAUSES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

GLOSSAIRE

Déchets : Toute substance solide, liquide ou gazeuse, ou résidu d'un processus production, de transformation ou d'utilisation de toutes autres substances éliminées, destinées à être éliminées ou devant être éliminées en vertu des lois et règlements en vigueur.

Environnement : Ensemble des éléments naturels et artificiels ainsi que des facteurs économiques, sociaux et culturels qui favorisent l'existence, la transformation et le développement du milieu, des organismes vivants et des activités humaines.

Entrepreneur : l'Entrepreneur ou titulaire du marché des travaux désigne la personne physique ou morale de droit privé qui passe le contrat avec l'administration, c'est-à-dire avec le Maître d'ouvrage.

Etude d'impact sur l'environnement : toutes études préalables à la réalisation de projet d'aménagement, d'ouvrage, d'équipement, d'infrastructure, d'installation ou d'implantation d'unité industrielle, agricole ou autre, de plan ou programme permettant d'apprécier les conséquences directes et/ou indirectes de l'investissement sur les ressources de l'environnement.

Gestion des déchets : collecte, transport, stockage, recyclage, élimination des déchets, y compris la surveillance des sites d'élimination.

Gestion écologiquement rationnelle des déchets : toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets.

Maître d'ouvrage : le Maître d'ouvrage ou encore le propriétaire de l'ouvrage, l'autorité contractante qui signe le marché de travaux, le donneur d'ordre

Maître d'œuvre : Appelé aussi Ingénieur Conseil, il est la personne physique ou morale possédant des compétences techniques et contracté par le Maître d'ouvrage pour effectuer en son nom des études, établir des dossiers d'appel d'offres, assister au dépouillement des offres, assurer le suivi quotidien des travaux jusqu'à la réception provisoire et définitive.

Nuisances : Tout élément préjudiciable à la santé de l'homme et à l'environnement.

Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) : Le PGES présente l'ensemble des mesures éliminer les effets négatifs du projet sur l'environnement (milieux biophysique et humain), les réduire, les compenser, ou les ramener à des niveaux acceptables. Plus précisément, le PGES comprend (i) des mesures d'atténuation des nuisances ; un plan de surveillance et de suivi environnemental ; un programme de renforcement des capacités, d'information et de sensibilisation ; des dispositions institutionnelles de mise en œuvre ; le calendrier d'exécution et l'estimation des coûts des mesures environnementales et sociales.

Polluant : tout élément ou rejet solide, liquide ou gazeux, tout déchet, odeur, chaleur, son, vibration, rayonnement ou combinaison de ceux-ci susceptibles de provoquer une pollution.

Pollution : toute contamination ou modification directe/indirecte de l'environnement provoquée par tout acte susceptible (i) d'affecter défavorablement une utilisation du milieu profitable à l'homme ; (ii) de provoquer une situation préjudiciable à la santé, à la sécurité, au bien être de l'homme, à la flore, à la faune, à l'atmosphère, aux eaux et aux biens collectifs et individuels.

Pollution atmosphérique : Emission dans l'atmosphère de gaz, de fumées, ou de substances de nature à incommoder les populations, à compromettre la santé et la sécurité publique, ou à nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et des monuments ou au caractère des sites et écosystèmes naturels.

Pollution des eaux : Introduction dans le milieu aquatique de toute substance susceptible de modifier les caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques de l'eau et de créer des risques pour la santé de l'homme, de nuire à la faune et la flore aquatique, de porter atteinte à l'agrément des sites ou de gêner toute autre utilisation normale des eaux.

Pollution sonore : Toute sensation auditive désagréable ou gênante, et tout phénomène acoustique produisant cette sensation, et ayant des effets négatifs sur la santé.

Clauses générales

1. En plus de ces conditions générales, l'entrepreneur se conformera au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour les travaux dont il est responsable. L'entrepreneur s'informerait de l'existence d'un PGES, et prépare sa stratégie et plan de travail pour tenir compte des dispositions appropriées à celui-ci. Si l'entrepreneur ne met pas en application les mesures prévues dans le PGES après notification écrite par l'ingénieur de contrôle de l'obligation de respecter son engagement dans le temps demandé, le propriétaire se réserve le droit d'arranger via l'IC l'exécution des actions manquantes par un tiers sur le compte de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur mettra en application toutes les mesures nécessaires pour éviter des impacts environnementaux et sociaux défavorables dans la mesure du possible, pour reconstituer des emplacements de travail aux normes acceptables, et pour respecter toutes les conditions environnementales d'exécution définies dans le PGE. En général ces mesures permettront entre autres de : (i) réduire au minimum l'effet de la poussière sur l'environnement ambiant pour assurer la sûreté, la santé et la protection des ouvriers et des communautés vivant à proximité des activités ; (ii) s'assurer que les niveaux de bruit émanant des machines, des véhicules et des activités bruyantes de construction sont maintenus à un minimum pour la sûreté, la santé et la protection des ouvriers et des communautés vivant à proximité des activités ; (iii) empêcher les huiles et les eaux résiduelles utilisés ou produites pendant l'exécution des travaux de couler dans les eaux de surface et toute autre réservoir d'eau, et s'assurent également que l'eau stagnante est traitée de la meilleure manière afin d'éviter de créer des sites de reproduction potentiels des moustiques ; (iv) décourager les ouvriers de construction d'exploiter des ressources naturelles qui pourraient avoir un impact négatif sur le bien-être social et économique des

- communautés locales ; (v) mettre en œuvre les mesures de contrôle d'érosion de sol afin d'éviter les écoulements de surface et empêcher l'envasement, etc. ; (vi) s'assurer que dans la mesure du possible que des matériaux locaux sont utilisés ; (vii) assurer la sûreté publique, et respecter les exigences de sécurité routière durant les travaux.
3. L'entrepreneur s'assurera que des impacts défavorables significatifs résultant des travaux ont été convenablement adressés dans une période raisonnable.
 4. L'entrepreneur adhérera au programme proposé d'exécution d'activité et au plan/stratégie de surveillance pour assurer la rétroaction efficace des informations de suivi du projet de sorte que la gestion d'impact puisse être mise en application, et au besoin, s'adaptée aux conditions imprévues.
 5. En plus de l'inspection régulière des sites par l'IC pour l'adhérence aux conditions et aux caractéristiques de contrat, le propriétaire peut nommer un inspecteur pour surveiller la conformité aux conditions environnementales et à toutes les mesures de mitigation proposées.
 6. L'entrepreneur et ses employés respectent les mesures d'atténuation établies et prennent toutes les autres mesures requises par l'ingénieur pour prévenir un préjudice et minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement.
 7. L'Entrepreneur n'est pas autorisé à retirer inutilement la servitude de passage. L'entrepreneur doit retirer seulement la largeur minimale pour la construction et des routes de déviation n'ont pas lieu d'être construites à côté de la route existante.
 8. Effectuer les mesures correctives qui ne peuvent être effectivement exercées lors de la construction à la fin de chaque portion de route (terrassement, pavage et drainage) et avant la délivrance du Certificat de Prise en charge :
Ces sections de route devront être aménagées et tous travaux correctifs nécessaires doivent être effectués sans retard, y compris l'enherbement et le reboisement ;
Les cours d'eau doivent être exempts de tous débris et les égouts et caniveaux vérifiés pour s'assurer que les chemins d'écoulement sont libres ;
Les bancs d'emprunt doivent être préparés comme des étangs piscicoles, ou drainés et sécurisés, comme convenu avec le propriétaire du terrain.
 9. L'entrepreneur doit limiter les travaux de construction aux horaires situés entre 06h00 et 19h00 si ceux-ci doivent être effectués dans ou près de zones résidentielles.
 10. L'entrepreneur doit éviter l'utilisation d'équipement lourd ou bruyant dans les zones spécifiées la nuit ou dans des domaines sensibles tels que près d'un hôpital.
 11. Pour éviter la pollution de la poussière pendant les périodes sèches, l'entreprise procède à un arrosage régulier de la terre et des chemins en gravier, et couvre le matériel dans les camions avec des bâches pour éviter toute fuite.

Transport

12. L'entrepreneur doit utiliser des routes choisies sur le site du projet, comme convenu avec l'ingénieur et des véhicules de taille appropriés à la catégorie de route, et doit limiter les charges pour éviter les dommages aux routes et aux ponts utilisés à des fins de transport. L'entrepreneur sera jugé responsable de n'importe quels dommages causés aux routes et aux ponts dus au transport de charges excessives, et devra réparer de tels dommages à l'approbation de l'ingénieur.

13. L'entrepreneur ne doit utiliser aucun véhicule, que ce soit sur ou en dehors de la route qu'impliquent des émissions excessives, polluantes ou de bruit. Dans toute zone bâtie, des silencieux devront être installés et maintenus en bon état sur tous les appareils motorisés sous le contrôle de l'entrepreneur.
14. Des mesures de contrôle de trafic suffisant doivent être maintenues par l'entrepreneur pendant toute la durée du contrat et ces mesures seront subordonnées à une autorisation préalable de l'ingénieur.

Main d'oeuvre

15. L'entrepreneur doit autant que possible recruter localement la majorité de la population active et proposer une formation appropriée selon les besoins.
16. L'entrepreneur doit installer et maintenir un système de fosse septique temporaire pour n'importe quel camp de travail résidentiel et sans provoquer de pollution des cours d'eau à proximité.
17. L'entrepreneur doit établir une méthode et un système pour le stockage et l'élimination de tous les déchets solides générés par le camp de travail et/ou de camp de base.
18. L'entrepreneur ne doit pas permettre l'utilisation de bois de chauffage pour la cuisson ou le chauffage dans un camp de travail ou base de camp et fournir des installations de rechange utilisant d'autres combustibles.
19. L'entrepreneur doit s'assurer que les bureaux des sites, les dépôts, les usines d'asphalte et les ateliers se trouvent dans les zones appropriées tel qu'approuvées par l'ingénieur et pas à moins de 500 mètres des établissements résidentiels existants, et pas à moins de 1 000 mètres pour les usines d'asphalte.
20. L'entrepreneur doit s'assurer que les bureaux des sites, les dépôts et en particulier les zones de stockage pour les centrales d'asphalte et de bitume et de carburant diesel ne se trouvent pas à moins de 500 mètres des cours d'eau et sont exploités de telle sorte qu'aucun polluant ne pénètre dans les cours d'eau, soit par voie terrestre ou par infiltration d'eau souterraine, surtout pendant les périodes de pluie. Cela nécessitera des lubrifiants à recycler et un fossé devant être construit autour de la zone avec un bassin de décantation / séparateur d'huile approuvés à la sortie.
21. L'entrepreneur n'utilisera pas de bois de chauffage comme un moyen de chauffage pendant le traitement ou la préparation de tous les matériaux faisant partie des Travaux.

Carrières et bancs d'emprunt

22. L'exploitation d'une nouvelle zone d'emprunt, sur la terre, dans un fleuve, ou dans un secteur existant, sera sujette à l'approbation préalable de l'ingénieur, et l'opération cessera si l'ingénieur le juge nécessaire. Les bancs d'emprunt sont interdits lorsqu'ils risquent d'interférer avec les schémas de drainage naturel ou conçus. Les emplacements sur des fleuves seront interdits s'ils risquent d'ébranler ou endommager les berges des rivières ou transporter trop de matière fine en aval.
23. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les bancs d'emprunts utilisés sont laissés dans un état soigné et bien rangé avec des pentes latérales stables et sont drainés de façon à veiller à ce qu'aucun plan d'eau stagnante ne soient créés qui pourrait permettre à des moustiques de se reproduire.

24. La roche ou les graviers prélevés d'une rivière doivent être enlevés suffisamment loin pour limiter la profondeur de matériaux retirés à un dixième de la largeur de la rivière, quel que soit l'endroit concerné, et pour ne pas interrompre le débit de la rivière, ou endommager ou entraver les rives du fleuve.
25. L'emplacement des usines de concassage doit être soumis à l'approbation de l'ingénieur et ne pas être à proximité de zones écologiquement sensibles ou d'établissements résidentiels existants et doit fonctionner avec des dispositifs équipés de contrôle de la poussière approuvés.

Travaux de terrassement

26. Les travaux de terrassement doivent être contrôlés correctement, surtout pendant la saison des pluies.
27. L'entrepreneur doit maintenir les déblais et remblais stables en permanence et causer le moins de perturbations possibles à l'extérieur des limites prescrites du travail.
28. L'entrepreneur doit terminer les opérations de coupe et remplissage sur les coupes transversales finales sur n'importe lequel des sites dès que possible et de préférence en une seule opération continue pour éviter les terrassements partiellement remplis, surtout pendant la saison des pluies.
29. Afin de protéger les déblais et remblais de l'érosion, conformément aux dessins, les canalisations de limite et les canalisations du bas doivent figurer en haut et en bas des pentes et être plantées d'herbe ou autre couverture végétale. Des canalisations de coupure doivent être fournies pour minimiser l'érosion de l'eau, eaux de ruissellement et de la pente.
30. Toute coupe creusée ou matériel inadapté sera débarrassé dans des zones de déversement désignées comme convenu par l'ingénieur.
31. Les tuyaux ne doivent pas être placés là où ils peuvent provoquer de futurs glissements, interférer avec les terres agricoles ou d'autres propriétés ni impliquer que la terre de la décharge se déverse dans n'importe quel cours d'eau. Les canalisations doivent être creusées au sein et autour des tuyaux, selon les directives de l'ingénieur.

Sites historiques et archéologiques

32. Si L'entrepreneur découvre des sites archéologiques, sites historiques, vestiges et objets, y compris des cimetières ou tombes individuelles au cours des excavations ou de la construction,
33. L'entrepreneur doit :
 - (a) Arrêter les activités de construction dans le secteur de la construction fortuite ;
 - (b) Délimiter le site ou la région découverts.
 - (c) Sécuriser le site pour éviter tout dommage ou perte d'objets amovibles sécurisés. En cas d'antiquités ou de restes sensibles déplaçables, un gardien de nuit doit être présent jusqu'à ce que les autorités locales responsables et le Ministère de la culture prennent le relais ;
 - (d) Notifier le responsable superviseur environnemental du projet et l'Ingénieur du Projet, qui à leur tour informeront les autorités locales responsables et le Ministère de la culture (en moins de 24 heures) ;

(e) Contacter les autorités locales responsables et le Ministère de la culture qui seront alors chargés de protéger et de préserver le site avant de statuer sur les procédures appropriées à adopter.

(f) Cela nécessiterait une évaluation préliminaire des constatations à effectuer par les archéologues du Ministère de la culture (dans les 72h). La signification et l'importance des résultats devront être évaluées selon les différents critères pertinents en matière de patrimoine culturel, dont les valeurs esthétiques, historiques, scientifiques ou de recherche, et sociales et économiques.

(g) Veiller à ce que les décisions sur la façon de gérer les conclusions seront prises par les autorités responsables et le Ministère de la culture. Cela pourrait inclure des changements dans les dispositions de (par exemple lorsqu'il s'agit de vestiges d'importance culturelle ou archéologique non déplaçables) conservation, de préservation, de restauration et de récupération.

(h) L'exécution de la décision de l'autorité concernant la gestion de la découverte doit être communiquée par écrit par le Ministère de la culture ; et

(i) Les travaux de construction peuvent reprendre après que l'autorisation est donnée par les autorités locales responsables ou le Ministère de la culture concernant la sauvegarde du patrimoine.

Élimination des déchets de construction et de véhicules

34. Les débris générés par le démantèlement des structures existantes doivent être convenablement réutilisés, dans la mesure du possible, dans le projet de construction (p. ex. en tant que matériaux de remplissage pour les remblais). L'élimination des débris restants est effectuée uniquement dans les sites identifiés et approuvés par l'ingénieur de projet. L'entrepreneur doit s'assurer que ces sites (a) ne se trouvent pas dans les zones forestières désignées ; (b) n'ont pas d'impact sur les voies de drainage naturel ; et (c) n'ont pas d'impact sur la flore en voie de disparition/rare. En aucun cas, l'entrepreneur ne doit se débarrasser de matériel dans des zones écologiquement sensibles.
35. Dans le cas où des débris ou du limon provenant des sites sont déposés sur des terres adjacentes, l'entrepreneur doit immédiatement retirer ces débris ou limon et restaurer la zone affectée à son état initial à la satisfaction du Superviseur/Ingénieur.
36. Le coulis de bentonite ou débris similaires générés émanant du battage de pieux ou autres activités de construction doivent être évacués pour éviter tout débordement dans les eaux de surface ou former des flaques de boue dans la région.
37. Toutes les dispositions pour le transport pendant la construction, y compris la fourniture, l'entretien, le démontage et le nettoyage des débris, au besoin, seront considérées comme accessoires par rapport aux travaux et doivent être planifiées et mises en œuvre par l'entrepreneur comme approuvé et dirigé par l'ingénieur.
38. Le fonctionnement du matériel et des véhicules / machines, la maintenance et le ravitaillement sont effectués pour éviter tout déversement de carburant et de lubrifiants et par conséquent la contamination de la terre. Un intercepteur de pétrole est fourni pour nettoyer et ravitailler les zones. Le stockage de combustible doit être situé dans des zones délimitées appropriées.

39. Tous les déversements et produits pétroliers rassemblés seront évacués conformément à des procédures / directives environnementales standards. Le stockage de carburant et les zones de remplissage doivent être situés à au moins 300m de tous les ouvrages de drainage et des plans d'eau importants ou comme indiqué par les directives de l'ingénieur.

Excavation et Dépôts de matériels

40. Nouveaux emplacements d'extraction : (i) ne seront pas situés à proximité des emplacements culturels et des zones humides ; (ii) ne seront pas situés à côté de canaux dans la mesure du possible pour éviter l'envasement des rivières ; (ii) seront facile à réhabiliter. Des sites avec la végétation minimale sont préférés.
41. Le dégagement de végétation sera limité aux sites d'exploitation sûre pour des travaux de construction. Le dégagement de végétation ne sera pas fait plus de pendant deux mois avant les opérations.
42. Des sites de réserve seront situés dans les zones où les arbres peuvent agir en tant que tampons pour empêcher la pollution par la poussière.
43. L'entrepreneur déposera l'excès de matériel selon les principes de ces conditions générales, et selon les mesures applicables du PGES, dans les sites agréés par les autorités locales et/ou l'IC.

Réhabilitation et Prévention de l'Érosion des Sols

44. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur remettra progressivement en état l'emplacement de sorte que le rythme de réadaptation soit similaire au rythme de construction.
45. Dans la mesure du possible, rétablir les réseaux naturels de drainage où ils ont été changés ou altérés.
46. Replanter avec des espèces qui permettent de réduire l'érosion, fournissent la diversité végétative et, par la succession, contribuent à un écosystème résilient. Le choix des espèces pour la réhabilitation sera fait en consultation avec les communautés.

Gestion des Ressources en Eau

47. L'entrepreneur évitera à tout prix d'être en conflit avec les demandes en eau des communautés locales.
48. L'abstraction de l'eau des zones humides sera évitée. En cas de besoin, l'autorisation des autorités compétentes doit être obtenue au préalable.
49. L'eau de lavage et de rinçage des équipements ne sera pas déchargée dans des cours d'eau ou des drains.

Gestion du Trafic

50. L'endroit de l'accès des routes sera fait en consultation avec la communauté locale particulièrement dans les environnements importants ou sensibles.
51. A la fin des travaux civils, toutes les voies d'accès seront réhabilitées.
52. Les voies d'accès seront arrosées avec de l'eau dans des sites pour supprimer les émissions de poussières.

Santé et Sécurité

53. Avant les travaux de construction, l'entrepreneur organisera une campagne de sensibilisation et d'hygiène. Les ouvriers et les riverains seront sensibilisés sur des risques sanitaires en particulier du SIDA.
54. La signalisation des routes sera fournie aux points appropriés afin d'avertir les piétons et les automobilistes des activités de construction, des déviations, etc.

Réparation de la Propriété Privée

55. Si l'entrepreneur, délibérément ou accidentellement, endommage la propriété privée, il réparera la propriété à la satisfaction du propriétaire et à ses propres frais.
56. Dans les cas où la compensation pour les nuisances, les dommages des récoltes etc. est réclamée par le propriétaire, le client doit être informé par l'entrepreneur via l'IC.

Plan de Gestion de l'Environnement de Chantier de l'Entrepreneur (PGEC)

- Dans un délai de 30 jours après la signature du contrat, l'entrepreneur préparera un PGEC pour assurer la gestion des aspects de santé, de sûreté, environnementaux et sociaux des travaux, y compris l'exécution des obligations de ces conditions générales et de toutes les conditions spécifiques d'un PGES pour les travaux. Le PGEC permettra d'atteindre deux objectifs principaux : (i) Pour l'entrepreneur, pour des raisons internes, de s'assurer que toutes les mesures sont en place pour la gestion ESS, et comme manuel opérationnel pour son personnel ; (ii) Pour le client, soutenu en cas de besoin par un IC, pour s'assurer que l'entrepreneur est entièrement préparé à la gestion des aspects d'ESS du projet, et comme base de surveillance de l'exécution de l'EES de l'entrepreneur.
57. Le PGEC de l'entrepreneur fournira au moins : (i) une description des procédures et des méthodes pour se conformer à ces états environnementaux généraux de gestion, et tous états spécifiques indiqués dans un PGES ; (ii) une description des mesures spécifiques de mitigation qui seront mises en application afin de réduire les impacts défavorables ; (iii) une description de toutes les activités de suivi prévues ; et (iv) l'organisation et la gestion interne et les mécanismes internes de reporting mis en place.
58. Le PGEC sera passé en revue et approuvé par le client avant le début des travaux. Cette revue devrait démontrer qu'il couvre tous les impacts identifiés, et qu'il a défini des mesures appropriées pour contrecarrer tous les impacts potentiels.

Rapport de la mise en œuvre du PGEC

59. L'entrepreneur préparera des rapports mensuels sur l'état d'avancement à l'Ingénieur de Contrôle sur la conformité à ces conditions générales, au PGES du projet s'il existe, et à son propre PGEC. Un exemple de format pour un rapport de l'entrepreneur ESS est fourni ci-dessous.

Formation du personnel de l'entrepreneur

60. L'entrepreneur fournira une formation à son personnel pour s'assurer qu'ils maîtrisent les aspects relatifs à ces conditions générales, de PGE, et de son PGE SSE, et peuvent accomplir leurs rôles et fonctions prévus.

Coût de conformité

61. Il est attendu que la conformité avec ces conditions soit exigée dans le cadre du contrat. L'article "conformité à la gestion environnementale conditionne" dans le devis quantitatif couvre ces coûts de respect des procédures environnementales. Aucun autre paiement ne sera effectué à l'entrepreneur pour la conformité à n'importe quelle demande d'éviter et/ou de mitiger un impact évitable d'ESS.

Clauses et spécifications s'appliquant aux chantiers

- Assurer un accès correctement aménagé et sécurisé pour limiter les risques sécuritaires des riverains.
- Interdire les coupes de bois dans les zones à risque d'érosion (têtes de source, versant pentus...).
- Assurer la récupération des déchets liquides (huile de vidange, carburant) et solides (emballages, résidus de matériaux de construction, ferraille...) pour leur traitement ou enfouissement à l'issue du chantier.
- Prendre toutes dispositions pour assurer un accueil correct des ouvriers dans la zone des travaux.

Clauses s'appliquant aux périmètres de protection des points d'eau

Le périmètre de protection est destiné à éviter la contamination des forages. On distinguera un périmètre rapproché et un périmètre éloigné :

- Le périmètre rapproché est destiné à éviter toute contamination directe des eaux, dans un espace de 100 m autour du point d'eau. Il fera l'objet de mesures de surveillance pour éviter les mauvaises pratiques par la population (lavage de linge, nettoyage de véhicules, déversement d'eaux usées...) ;
- Le périmètre éloigné concerne les activités interdites ou réglementées dans un espace suffisant autour du point d'eau, fixé à 300 m, notamment les activités humaines polluantes (rejets industriels, etc.) ;
- Des actions de sensibilisation des Communautés et comités de suivi et gestion des points d'eau seront assurées pour les impliquer dans la surveillance des périmètres et dans l'application éventuelle des mesures d'expulsion, en cas d'infraction.

Mesures générales d'exécution - Directives Environnementales

- Procéder au choix judicieux et motivé des sites d'implantation ;
- Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux ;

- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers ;
- Procéder à la signalisation des travaux ;
- Employer la main d'œuvre locale en priorité ;
- Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur ;
- Protéger les propriétés avoisinantes des travaux ;
- Assurer l'accès des populations riveraines pendant les travaux ;
- Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux ;
- Respect strict des dispositions techniques de constructions (normes) édictées par la Direction Générale de l'Hydraulique.

Exemple Format : Rapport d'Environnement Sécurité et Santé (ESS)

Contrat: Période du reporting : ESS gestion d'actions/mesures:

Récapituler la gestion d'actions/mesures d'ESS prise pendant la période du reporting, y compris la planification et les activités de gestion (des évaluations par exemple de risque et d'impact), la formation d'ESS, la conception spécifique et les mesures prises dans la conduite des travaux, etc...

Incidents d'ESS:

Rendre compte de tous les problèmes rencontrés par rapport aux aspects d'ESS, y compris leurs conséquences (retarde, coûts) et mesures correctives prises. Inclure les rapports d'incidents relatifs.

Conformité d'ESS :

Rendre compte de la conformité aux conditions du contrat ESS, y compris tous les cas de non-conformité.

Changements:

Rendre compte de tous les changements des hypothèses, des conditions, des mesures, des conceptions et des travaux réels par rapport aux aspects d'ESS.

Inquiétudes et observations:

Rendre compte de toutes les observations, inquiétudes soulevées et/ou des décisions pris en ce qui concerne la gestion d'ESS pendant des réunions et les visites de sites.

Signature (Nom, Titre, Date) :

Représentant du Prestataire

Exemple Format : Avis d'incident d'ESS

Fournir dans un délai de 24 heures à l'ingénieur de contrôle

Numéro de référence de créateurs No :

Date de l'incident: Temps :

Lieu de l'incident :

Nom de Personne(s) impliquée(s) :

Employeur :

Type d'incident :

Description de l'incident :

.....

.....

.....

Lieu Date

, manière, personne, opération en marche au moment de l'incident (seulement factuel).

Action Immédiate :

Mesures immédiates et mesures réparatrices prises pour empêcher la survenue d'un autre incident ou l'escalade.

Signature (Nom, Titre, Date) : Représentant du Prestataire

ANNEXE 2 : Formulaire de présélection environnementale et sociale

Ce formulaire décrit les critères de sélection et les procédures d'évaluation environnementale et sociale associées à appliquer au moment de l'examen des sous-projets. Ce formulaire doit être utilisé par le Responsable d'Exécution des sauvegardes de l'UEPNDDRR pour examiner tous les sous-projets proposés.

Formulaire de présélection de l'évaluation environnementale et sociale Données de base

Secteur

Ministères Sectoriels :

Nom du projet :

Nom du sous-projet :

Objectif du sous-projet :

Emplacement du sous-projet :

Portée des travaux de génie Civil :

Coûts estimés du sous-projet :

Date prévue pour le début des travaux :

Cahier des charges révisé : Oui ___ Non ___

II Description du Site

Caractéristiques du site	Description
Description physique du site	
Drainage du site	
Proximité des puits existants	
Types de sol	
Présence et type de végétation	
Quelle est l'utilisation actuelle des terres ?	
Qui a identifié le site ?	
Qui est le propriétaire du terrain ?	
Qui occupe le terrain ?	

III Considérations liées au site du projet et/ou sous-projet

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet est-il situé dans une région comportant des écosystèmes, une faune ou une flore en voie de disparition ou méritant d'être préservés ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone à moins de 500 mètres de forêts nationales, zones protégées, aires de nature sauvage, zones humides, biodiversité, habitats essentiels ou sites d'importance historique ou culturelle ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone susceptible de constituer un obstacle à la circulation d'une faune méritant d'être préservée ?			
Le sous-projet est-il situé à proximité de sources souterraines, d'eaux de surface, de cours d'eau ou de zones humides ?			
Le sous-projet est-il dans un endroit qui nécessiterait l'acquisition de terrains ou de restreindre l'accès aux ressources naturelles dans une zone protégée ?			
Le sous-projet est-il situé dans une région comportant des biens culturels classés tels que des sites archéologiques, historiques ou religieux ?			
Le sous-projet est-il situé dans un endroit comportant des monuments, structures religieux et/ou des cimetières ?			
Le sous-projet se trouve-t-il dans une zone polluée ou contaminée ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone à la qualité visuelle et de paysage élevée ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone sensible aux glissements de terrain ou à l'érosion ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone de failles sismiques ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone densément peuplée ?			
Le sous-projet est-il situé sur des terres agricoles de grande qualité ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone touristique importante ?			
Le sous-projet est-il situé près d'une décharge ?			
Le sous-projet a-t-il accès à l'eau potable ?			
Le sous-projet est-il situé loin (1 à 2 km) de routes accessibles ?			
Le sous-projet est-il situé dans une zone comportant un réseau de traitement des eaux usées ?			
Le sous-projet est-il situé dans le plan d'urbanisme de la ville ?			
Le sous-projet est-il situé en dehors du plan d'aménagement ?			

Considérations environnementales et sociales du sous-projet et/ou projet

IV

Zonage et planification de l'utilisation des terres

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet affectera-t-il le zonage et la planification de l'utilisation des terres ou entrera-t-il en conflit avec les schémas d'utilisation des terres répandus ?			
Le sous-projet impliquera-t-il des défrichements ou des perturbations de sites importants ?			
La terre du sous-projet fera-t-elle l'objet d'éventuels empiétements par une utilisation urbaine ou industrielle ou sera-t-elle située dans un quartier destiné au développement urbain ou industriel ?			

Installation des services publics

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet nécessitera-t-il la mise en place d'installations de production auxiliaires ?			
Le sous-projet aura-t-il des exigences importantes en matière de services publics et équipements ?			
Le sous-projet exigera-t-il des niveaux importants de logement ou de services pour soutenir le marché du travail au cours de la construction (p. ex. l'entrepreneur aura-t-il besoin de plus de 20 ouvriers) ?			

Eau et contamination des sols

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
sous-projet nécessitera-t-il de grandes quantités de matières premières ou de matériaux de construction ?			
Le sous-projet génèrera-t-il de grandes quantités de déchets résiduels, de débris de matériaux de construction ou sera-t-il responsable d'une éventuelle érosion des sols ?			
Le sous-projet entraînera-t-il une éventuelle contamination du sol ou de l'eau (p. ex. à cause de l'huile, de la graisse et du carburant émanant des chantiers) ?			
Le sous-projet conduira-t-il à la contamination des eaux souterraines et superficielles par des herbicides utilisés pour le contrôle de la végétation et des produits chimiques (p. ex., chlorure de calcium) pour contrôler la poussière ?			
Le sous-projet mènera-t-il à une augmentation de sédiments en suspension			

dans les cours d'eau affectés par l'érosion provoquée par les travaux de creusement de routes, à un déclin dans la qualité de l'eau et à une augmentation de la sédimentation en aval ?			
Le sous-projet impliquera-t-il l'utilisation de produits chimiques ou de dissolvants ?			
Le sous-projet mènera-t-il à la destruction de la végétation et du sol dans la servitude de passage, les bancs d'emprunt, les décharges et les chantiers ?			
Le sous-projet mènera-t-il à la création de plans d'eau stagnante dans les bancs d'emprunt et les carrières, encourageant la reproduction des moustiques et autres vecteurs de maladies ?			

Bruit et Pollution de l'air par des substances dangereuses

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet augmentera-t-il les niveaux d'émissions atmosphériques nocives ?			
Le sous-projet augmentera-t-il les niveaux de bruit ambiant ?			
Le sous-projet impliquera-t-il le stockage, la manutention ou le transport de substances dangereuses ?			

Faune et flore

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet impliquera-t-il la perturbation ou la modification des canaux de drainage existant (fleuves, canaux) ou des masses d'eau (zones humides, marais) ?			
Le sous-projet conduira-t-il à la destruction ou la détérioration des écosystèmes terrestres ou aquatiques ou des espèces menacées, de façon directe ou par développement induit ?			
Le sous-projet conduira-t-il à la perturbation ou la destruction de la faune par l'interruption des voies de migration, la perturbation des habitats de la faune et des problèmes liés au bruit ?			

Destruction ou perturbation des terres et de la végétation

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
----------------	-----	-----	--------------

Le sous-projet conduira-t-il à une utilisation imprévue de l'infrastructure en cours d'élaboration ?			
Le sous-projet conduira-t-il à la destruction à long terme ou semi-permanente des sols dans des zones déboisées non adaptées à l'agriculture ?			
Le sous-projet conduira-t-il à l'interruption des modèles de drainage du sous-sol et des voies de surface (dans les zones de déblais et remblais) ?			
Le sous-projet conduira-t-il à des glissements de terrain, des effondrements, des chutes et d'autres mouvements de masse dans les creusements de route ?			
Le sous-projet conduira-t-il à l'érosion des terres sous la plate-forme recevant l'écoulement concentré porté par les drains couverts ou ouverts ?			
Le sous-projet conduira-t-il à des risques pour la santé et à une interférence de la croissance des plantes adjacentes aux routes à cause de la poussière soulevée et générée par les véhicules ?			

Ressources culturelles et physiques

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet aura-t-il un impact sur des sites archéologiques ou historiques, y compris des zones urbaines historiques ?			
Le sous-projet aura-t-il un impact sur les monuments religieux, structures et/ou cimetières ?			
Des procédures liées aux découvertes fortuites ont-elles été élaborées pour une utilisation dans le sous-projet ?			

Expropriation et troubles sociaux

Problématiques	Oui	Non	Commentaires
Le sous-projet impliquera-t-il l'expropriation des terres ou la démolition des structures existantes ?			
Le sous-projet conduira-t-il à des colonies induites par les ouvriers et autres provoquant des perturbations sociales et économiques ?			
Le sous-projet conduira-t-il à des perturbations environnementales et sociales par les chantiers de construction ?			

Autres impacts sociaux

Problématiques	Observations
----------------	--------------

Nombre de personnes affectées par le projet (PAP)	
Comment les PAP seront-elles touchées par les interventions proposées et quelle est l'ampleur de l'impact ?	
Y aura-t-il de nouvelles opportunités d'emploi permanent ou temporaire créées pour les résidents locaux ?	
Quels sont les impacts potentiels sur la santé humaine ?	
Quels sont les impacts potentiels sur les groupes vulnérables ou marginalisés ?	

Phase de planification

Le projet comprendra-t-il l'acquisition d'une nouvelle parcelle de terre ?

Si oui, expliquer les modalités de remplacement des biens à qualité ou quantité égale ou supérieure.

Si non, trouver un site alternatif ou préparer un PAR ou ARAP selon l'OP 4.12.

Phase de construction

1. La construction ou l'exploitation du projet utilisera-t-elle de grandes quantités de ressources naturelles comme l'eau, le bois, du gravier provenant des lits des rivières, des pierres ou des ressources qui sont non renouvelables ou qui font cruellement défaut ? Oui ☐ Non ☐

2. Le projet impliquera-t-il d'utiliser, conserver, transporter ou tenir en main des substances nocives pour la santé humaine ou l'environnement ? Oui ☐ Non ☐

3. Le projet produira-t-il des déchets solides au cours de la construction ou de la mise hors service ?

Oui ☐ Non ☐

4. La construction nécessitera-t-elle l'utilisation de machinerie lourde ou de matériel lourd ?

Oui ☐ Non ☐

Phase d'exploitation

5. Le projet entraînera-t-il la production de déchets solides au cours de la phase d'exploitation ?

Oui ☐ Non ☐

6. Le projet entraînera-t-il la production de déchets dangereux au cours de la phase d'exploitation ?

Oui ☐ Non ☐

7. Le projet produira-t-il des eaux usées nécessitant un drainage ?

Oui ☐ Non ☐

8. Le projet accumulera-t-il des eaux de pluie nécessitant un drainage ?

Oui ☐ Non ☐

9. Le projet nécessitera-t-il plus qu'une gestion communautaire de base des services ?

Oui ☐ Non ☐

Action recommandée

Toutes les réponses sont « Non » ☐

Les réponses sont « Oui » ☐

Si toutes les réponses ci-dessus sont « Non », alors aucune autre action n'est nécessaire et la proposée consiste à procéder à l'intervention de projet ou de sous-projet proposé suivant les directives du PAES.

S'il y a au moins une réponse « Oui », existe-t-il des mesures d'atténuation appropriées qui peuvent être adoptées afin de minimiser les impacts négatifs de l'action ? Dans l'affirmative, veuillez décrire les mesures d'atténuation à adopter dans le cadre des procédures de mise en œuvre de l'intervention du projet proposé ou activité de sous-projet devant être financé :

Le formulaire complété doit être envoyé pour examen et approbation au Coordonnateur Général de l'UEPNDDRR. Si l'une des réponses susmentionnées est « Oui », alors le responsable de projet prendra la décision finale quant à l'opportunité d'autoriser l'intervention de projet ou activité de sous-projet proposée pour sa mise en œuvre, basée sur l'examen des spécialistes des sauvegardes et un ensemble de mesures d'atténuation recommandées.

Recommandation

Signatures

Signé par le Responsable d'Exécution des sauvegardes (UEPNDDRR)

Signé par le Coordonateur (UEPNDDRR)

Note: Une copie du formulaire dûment complété et signé accompagnée de la documentation justificative sera déposée et conservée dans le bureau de l'UEPNDDRR.

ANNEXE 3 : CLAUSES DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

I. CADRE DE REFERENCE

Les clauses des Violences Basées sur le Genre (VBG) concernent : (i) les dispositions ou mesures prévues pour prévenir, interdire et sanctionner les cas d'harcèlement, abus sexuels sur les femmes ou les VBG, et l'exploitation des enfants ; (ii) les mesures de prévention qui pourraient comprendre par exemple des activités de sensibilisation et formation obligatoire du personnel sur les textes nationaux, régionaux et internationaux d'harcèlement et des violences sexuels contre les femmes, ainsi que l'exploitation des enfants. Les textes applicables sont :

- La Convention pour la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui ;
- La Résolution 48/104 des Nations Unies relative à la Déclaration sur l'Élimination des Violences contre les Femmes ;
- la Résolution 2011/33 sur la Prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation de nouvelles technologies d'information pour abuser et/ou exploiter les enfants ;
- La Résolution 44/25 du 20 novembre 1989 sur les droits des enfants ;
- La Loi n°06.005 du 30 juin 2006 (loi Bangayassi) ;
- La Loi n°06.030 du 15 décembre 2006, portant protection de la femme contre les violences en RCA, Code pénal du 06 janvier 2010.

II. PROGRAMME D'ORGANISATION DES TRAVAUX DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra faciliter le partage d'information sur les VBG, susciter chez son personnel un comportement responsable et une attitude participative en vue de prévenir les VBG et d'assurer la protection des personnes vulnérables à risque dans l'exercice de leur fonction. Ces dispositions devront préciser le mécanisme qui sera mis en place par l'entrepreneur pour identifier, traiter et rapporter des cas d'harcèlement, abus et violences sexuels sur les femmes, et l'exploitation des enfants sur les chantiers.

III. AFFICHAGE DU REGLEMENT INTERIEUR ET SENSIBILISATION DU PERSONNEL

L'Entrepreneur doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : (i) le respect des us et coutumes locales, (ii) la protection contre les IST/VIH/SIDA, (iii) les règles d'hygiène et les mesures de sécurité.

Un règlement interne de l'Entrepreneur, portant dispositions spécifiques à son ou ses installations de chantier, doit mentionner de manière non ambiguë pour l'ensemble du personnel :

- les règles de sécurité ;
- l'interdiction de la consommation d'alcool pendant les heures de travail ;
- l'interdiction d'harcèlement, abus et violences sexuels sur les femmes ;
- l'exploitation des enfants ;
- la sensibilisation et la formation obligatoire du personnel sur (i) la protection de l'environnement, (ii) l'hygiène et la sécurité au travail, (iii) la lutte contre les IST et VIH-SIDA, (iv) les textes nationaux, régionaux et internationaux sur les violences basées sur le genre, ainsi que l'exploitation des enfants.

Le règlement devra être affiché visiblement dans les diverses installations et figurer dans les véhicules et engins de l'Entrepreneur dans la langue de travail en RCA (français et Sango). Il porte engagement de l'Entrepreneur à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales prévues au marché, et à apporter toutes améliorations à son degré de conformité si celui-ci s'avérait incompatible avec les clauses contractuelles et réglementations applicables.

Une présentation de ce règlement interne et des procédures sera faite aux nouveaux employés, quel que soit leur statut, ainsi qu'au personnel déjà en fonction, avant le démarrage des travaux, dont une copie sera remise à leur leader. L'original sera conservé en archivage interne à l'Entrepreneur, qui lui servira de preuve en cas de litige avec l'un de ses employés.

Le règlement citera une liste de fautes graves donnant lieu, après récidive de la part du fautif et malgré la connaissance du règlement interne, à licenciement immédiat de la part de son employeur, et ce, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires par l'autorité publique pour non-respect de la réglementation en vigueur ; il s'agit des fautes ci-dessous :

- ☞ Etat d'ébriété pendant les heures de travail, entraînant des risques pour la sécurité des riverains, clients, usagers et personnels, ainsi que pour la préservation de l'environnement ;
- ☞ Propos et attitudes déplacés vis-à-vis des personnes de sexe féminin ;
- ☞ Recours aux services de prostituées durant les heures de chantier ;
- ☞ comportements violents ;
- ☞ Atteintes volontaires aux biens et intérêts d'autrui ou à l'environnement ;
- ☞ Refus de mise en application des procédures internes malgré rappel de la part de sa hiérarchie ;
- ☞ Négligences ou imprudences répétées ayant entraîné des dommages ou préjudices à la population, aux biens, à l'environnement, notamment en rapport avec les prescriptions de lutte contre la propagation des IST et du VIH-SIDA ;
- ☞ Consommation de stupéfiants ;
- ☞ Transport, possession et/ou consommation de viande ou de tout autre partie animale ou végétale issue d'espèces protégées (inscrites sur la liste rouge) au sens de la Convention de Washington (CITES) et de la réglementation nationale ;
- ☞ Les fautes plus graves encore telles que proxénétisme, harcèlement, abus et violences sexuels sur les femmes, pédophilie, coups et blessures, trafic de stupéfiants, pollution volontaire grave, commerce et/ou trafic de tout ou partie d'espèces protégées et/ou d'espèces provenant d'aires protégées, notamment l'ivoire, etc. donneront lieu à

licenciement immédiat dès la première constatation de la faute, ainsi qu'à transmission des éléments caractéristiques de la faute aux services compétents de répression de l'Etat. L'employeur établira une fiche de non-conformité pour chaque faute grave, dont une copie sera remise à l'intéressé, portant mention des dispositions prises pour mettre fin aux actes fautifs de sa part. Il attirera l'attention des autres membres du personnel sur le type de dérive constatée. Ces informations seront consignées dans le journal environnemental et le rapport mensuel de mise en œuvre de PGES de chantiers dans les sections réservées à cet effet (les fiches de non-conformité étant jointes en annexe), et transmis au Maître d'œuvre (Mission de Contrôle). Dans le cas où l'entreprise n'a pas enregistré de cas de non-conformité pour une faute grave donnée au cours de la période, notamment ceux relatifs au harcèlement sexuel, les abus et violences sexuels contre les femmes et les situations d'exploitation des enfants sur les chantiers, le rapport mensuel de mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) des chantiers de la période concernée, mentionnera de façon explicite dans les sections réservées à cet effet qu'aucun cas d'harcèlement sexuel, d'abus et violences sexuels contre les femmes, et d'exploitation des enfants sur les chantiers, n'a été enregistré au cours de la période.

IV. EMPLOI DE LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

L'Entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés, afin de favoriser les retombées socio-économiques locales et de réduire la propagation des IST et VIH-SIDA. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail. Il favorisera dans ce cas le regroupement familial de ses employés.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de s'assurer que le personnel qu'il recrute a atteint l'âge légal requis lui permettant de travailler sur un chantier, conformément aux textes nationaux et internationaux en la matière.

V. PROMOTION DU GENRE POUR LES VBG

Les Violence Basée sur le Genre (VBG) est un problème systémique lié à d'autres défis et au Genre dans le cadre du projet de réintégration des ex-combattants. A cet effet, l'entrepreneur promouvra et intégrera la dimension de genre durant toute la phase du projet en s'appuyant sur les considérations ci-dessous, y compris les activités, les risques et les mesures d'atténuation.

Tableau 1 : Risques et mesures d'atténuation des impacts du genre et VGB

Activités du Projet	Risques potentiels	Mesures d'atténuation
Recrutement pour les travaux d'infrastructures communautaires	Plus d'hommes que de femmes s'inscrivent au recrutement de manière disproportionnée	Mise en place d'un temps approprié des réunions de mobilisation pour assurer la participation des femmes et des hommes.
	- Les maris refusent de laisser leur femme s'enregistrer ;	- Actions pour encourager les femmes à s'inscrire telles que les quotas de recrutement proportionné ;

	<ul style="list-style-type: none"> - L'autocensure de la femme qui ne se sent pas capable de faire ce travail qu'elle considère comme réservé aux hommes ; - La pression sociale subit par les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Action positive envers les femmes qui pourrons contribuer au bien-être de la communauté grâce aux revenus issus de leurs travaux par exemple, la transformation des produits agricoles, etc. ; - Implication des groupes de femmes dans la mobilisation communautaire et la sensibilisation incluant invitation des femmes à partager leurs expériences pour les travaux similaires et d'encourager celles qui hésitent à s'engager dans ce type des travaux ; - Invitations des hommes à partager leurs expériences de travail avec des collègues femmes ; - Mise en place des campagnes de sensibilisation au genre des membres de la communauté féminine et masculine ; - Tirage au sort des noms pour les travaux HIMO, par le regroupement des candidats et la présence des autorités locales (chef du village
Horaires de travail	Charge de travail accrue pour femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et organisation des « bases vie » en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et s'assurer que ces « bases de vie » ou les résidences de celles-ci sont à des distances raisonnable des sites de travaux afin de faciliter aux femme les déplacements entre le lieu de travail et le domicile, notamment pour raison de sécurité et la gestion du ménage. (L'allaitement, éducation enfant etc.) ; - Création des espaces sur le site de travail pour les mères qui allaitent.
	Les femmes ont moins de temps pour repos et loisirs, prendre soin de la maison ou de la famille, à consacrer au travail agricole avec un potentiel risque nutritionnel sur le ménage.	Offre de la flexibilité dans l'exécution du travail, c'est-à-dire l'utilisation de système basé sur les tâches et horaires de travail flexibles.

Exécution des travaux	Les entrepreneurs ne sont pas sensibles aux besoins des femmes et des hommes	Sensibilisation des entrepreneurs sur les aspects du genre.
	Les entrepreneurs ne se conforment pas aux aspects du genre dans leur contrat	<ul style="list-style-type: none"> - Incorporation d'une dimension de genre obligatoire et contractuelle pour la sensibilisation. - Mise en place de sanctions pour le respect des quotas et règles relatives au genre. - Préparation par l'entrepreneur d'un rapport de coûts chiffré du plan de gestion du genre détaillant : (i) la stratégie de recrutement équitable ; (ii) la fourniture d'un environnement de travail favorable à l'égalité du genre ; (iii) la sensibilisation de la communauté aux questions du genre ; et (iv) la mise en place d'un suivi sensible au genre. - L'entrepreneur développera un formulaire de suivi et d'évaluation du respect des mesures liées au genre pour rendre compte de la manière dont les questions de genre sont abordées dans le recrutement, la promotion, le paiement, la mise à disposition d'installations sensibles au genre, la formation-emploi, etc.
Recrutement des ouvriers	Peu de femmes ont les compétences requises	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des opportunités et mécanismes de formation des femmes et de mise à jour de leurs qualifications et compétences dans le domaine des métiers de la construction ; - Responsabilisation des femmes en tant que chefs d'équipes, des chantiers après l'évaluation des performances aux chantiers et lors des formations.
Formations des ouvriers	Les femmes ne se présentent pas à la formation	Développement d'un programme de formation flexible, en langue locale et incluant des femmes formatrices.
Suivi des performances et rapport	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de données désagrégées sur le genre - Rapports inadéquats sur le genre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'une stratégie de genre budgétisée pour guider l'intégration ; - Mener des études pour avoir des chiffres sur l'implication des femmes dans ce genre de projets et en faire une large diffusion pour incitation ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Développement des formulaires de suivi et d'évaluation du respect des mesures liées au genre pour permettre au entrepreneur de rendre compte de la manière dont les questions de genre sont abordées dans le recrutement, la promotion, le paiement, la mise à disposition d'installations sensibles au genre, la formation-emploi, etc ; - Définition des indicateurs sensibles au genre ; - Renforcement des capacités de genre pour le personnel technique du projet ; - Recrutement d'un Travailleur social pour le suivi des aspects du genre.
Réduction des violences basées sur le genre	Potentiels types de violences : sexuelle, physique, psychologique, verbale, économiques et patrimoniales, administratives, faites aux enfants, faites aux objets, religieux, ethnique et morale. -	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration des mesures disciplinaire de licenciement sans préavis en cas d'actes de violences basées sur le genre. - Mise en place un comité ou le recrutement d'un Travailleur social qui va gérer l'aspect genre dans le projet et plus spécifiquement des violences basées sur le genre, avec un accent sur l'approche psychologique pour l'encadrement des femmes ; - Mise en place de règlement intérieur et code de conduites au quel devons se conformer tout le personnel.

L'entrepreneur est tenu de se conformer (i) aux obligations contractuelles de la promotion du genre, (ii) à un règlement intérieur et code de conduite incluant une tolérance-zéro vis à vis des VGB.

VI. OBLIGATION D'INTEGRATION DU GENRE PAR L'ENTREPRENEUR

6.1 Mobilisation du travail

L'entrepreneur doit mobiliser la main-d'œuvre d'une manière inclusive à la fois pour les femmes et les hommes.

Il doit tenir des réunions consultatives dans des lieux et à des moments appropriés à la fois aux femmes et aux hommes et transmettre les informations suivantes pendant ces réunions : opportunités d'emploi, salaires proposés et autres avantages, durée du contrat, possibilités de formation et emplacement du travail.

6.2 Création d'une conscience de genre des communautés

L'entrepreneur sensibilisera les communautés, entre autres, sur l'importance de l'emploi des femmes et la nécessité d'une stratégie de recrutement équitable.

6.3 Recrutement de main-d'œuvre

L'entrepreneur doit recruter du personnel en collaboration avec le leadership communautaire. Il devra communiquer son intention de recruter à temps et en utilisant des canaux appropriés tels que les femmes leaders, les groupes de femmes, les marchés, les églises et les centres de commerce, la radio rurale (si possible), etc. La communication devra indiquer le nombre de travailleurs recherchés et la durée du contrat. En outre, il devra spécifier explicitement le quota minimum défini par le projet pour la participation des femmes. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur devra recruter les travailleurs dans une distance raisonnable du chantier. L'entrepreneur est encouragé à recruter des femmes ayant les compétences requises pour des fonctions de supervision.

6.4 Organisation des travaux

L'organisation des travaux devrait prendre en considération les horaires de travaux saisonniers et quotidiens des femmes et des hommes et les horaires de travail quotidiens. En conséquence, l'entrepreneur devra avoir une flexibilité dans les heures de travail et l'organisation des tâches.

6.5 Environnement de travail stimulant

L'entrepreneur veillera à ce que l'environnement de travail favorise la promotion de l'efficacité des femmes et des hommes et que cet environnement ne soutient pas les stéréotypes de genre. L'entrepreneur doit fournir entre autres choses : (i) la séparation des installations du camp ou de site pour les femmes et les hommes, (ii) au besoin, les installations devraient être clairement étiquetées pour les femmes ou les hommes, (iii) le paiement de salaire (salaire égal pour un travail égal) doit se faire directement aux travailleurs et non à leurs représentants, (iv) les panneaux sur le site doivent être sensibles au genre (par exemple, en utilisant "TRAVAIL EN COURS "ou" PERSONNES AU TRAVAIL "et non" HOMMES AU TRAVAIL "), (v) l'égalité des chances pour les femmes et les hommes et l'opportunité de participer à toutes les tâches associées avec le projet, (vi) la tolérance zéro au harcèlement sexuel.

6.6 Surveillance et rapports sensibles au genre

L'entrepreneur doit faire le suivi et présenter les rapports sur les points suivants :

- Stratégie de mobilisation et de recrutement employée ;
- Formation de sensibilisation au genre ;
- Proportion de jours de travail par sexe ;
- Nombre de travailleurs employés désagregés par sexe et par âge ;
- Nombre de travailleurs formés désagregés par sexe et par âge ;
- Répartition des tâches par sexe,
- Proportion de femmes occupant des postes de supervision ;
- Proportion des salaires revenant aux femmes ;
- Des installations fournies pour améliorer la participation des femmes ;

- Nombre de femmes prenant un congé de maternité payé ;
- Des mesures pour minimiser et / ou lutter contre le harcèlement sexuel et toutes les formes de violences basées sur le genre au travail, dans le camp de vie et pendant les formations.

L'entrepreneur doit respecter les politiques sociales, les législations et les réglementations en vigueur.

VII. CONTRAINTES/LIMITATIONS SECURITAIRES

Vu la situation sécuritaire dans les zones du projet et le processus du DDR pilote en cours d'exécution, un appui sécuritaire pourra être accordé à la demande de l'entrepreneur afin de faciliter l'exécution des travaux. Le partenaire principal et idéal en termes d'appui sécuritaire est le Gouvernement Centrafricain. Dans ce cas le Gouvernement, devra assurer l'entière responsabilité de la sécurité pour la mise en œuvre du projet pour la protection des équipes, équipement, travaux et installations du projet.

L'entrepreneur pourra faire recours à d'autres fournisseurs et/ou partenaires en matière de protection et sécurité pour assurer la sécurité nécessaire à l'exécution des activités prévues par le projet, s'il en juge nécessaire.

ANNEXE 4 : MODELE DE QUESTIONNAIRE SOCIOECONOMIQUE POUR LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL

ENQUETE SOCIO-ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'ACCUEIL

Préfecture : S/Préfecture :
.....

Commune : Quartier :
.....

Date de distribution :

Date de remise :

Noms de l'Enquêteur :
.....

A. PROFIL DEMOGRAPHIQUE

Quel est l'effectif de la population de votre localité ?

Nombre d'hommes :

Nombre de femmes :

Nombre d'enfants :

Fille :

Garçon :

Nombre de personnes âgées :

Femme :

Homme :

Nombre de ménages :

B. CHEF DE MÉNAGE

Chef de ménage : Sexe : M..... / F.....

Age :

Village de naissance :

Situation matrimoniale : *(cochez la bonne réponse)*

Marié

Nombre d'épouses :

Célibataire

Divorcé

Veuf

.....

Nombre d'année de résidence :

Niveau d'alphabétisation : *(entourer bonne réponse)*

Sait lire et écrire

sait lire et écrire

sait lire et écrire

analphabète

Couramment en français

couramment en arabe

couramment en autres

Langues internationales

Niveau d'étude : *(cochez la bonne réponse)*

Aucun	primaire non achevé	primaire achevé	secondaire non achevé	secondaire achevé	supérieur

SECTION 1 : ACTIVITE ECONOMIQUE DU MENAGE*(Indiquer dans chaque case le type d'activité exercée)*

N°	Relation au Chef de Ménage	Nom et Prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1	Chef				
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

SECTION 2 : REVENUS DU MENAGE**Revenus monétaires**

N°	Relation au Chef de ménage	Nom et Prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1	Chef				
2					
3					
4					
5					

Qualifier les revenus monétaires de l'année de réalisation de l'enquête par rapport à une année moyenne Meilleurs / moyens / pires (entourer la bonne réponse)

Avez-vous un compte bancaire :

Si Oui, où :

Participez-vous à des activités communautaires telles que caisse villageoise, coopérative, association de jeunes ou de femmes :

Si Oui, listez

Revenus non monétaires

Résumer pour chacun des membres du ménage les revenus non monétaires

#	Relation au Chef de Ménage	Nom et Prénom	Activité principale	Seconde activité	Troisième activité
1	Chef				
2					
3					

Dépenses du ménage

- Santé et soins :
- Logement (réparations, autres) :
- Scolarité des enfants :
- Frais de scolarité
- Frais de logement :
- Fournitures scolaires :
- Eau potable :
- Transport :
- Intrants agricoles :
- Médicaments pour les animaux :
- Autres

SECTION 3 : BIENS DU MENAGE**Terre :**

Identifier toutes les parcelles occupées et/ou utilisées par le ménage avec le chef de ménage sur la base du tableau ci-dessous puis visiter les parcelles et remplir une FICHE PARCELLE pour chaque parcelle potentiellement affectée

N°	Localisation	Potentiellement Affectée (Oui /non)	Surface affectée en m²	Perte totale où partielle	Usage (*) Régime D'occupation (**)
1					
2					
3					
4					
5					

* Usages :

Périmètre : jardin Bas-fonds Champs pâture Brousses ou Habitation Autres
(à préciser) :

** Régime d'occupation :

Concession propriété non titrée location métayage autres (à préciser) :

Préciser le nom et prénom du propriétaire dans les cas de location ou métayage :

Bâtiments :

Identifier tous les bâtiments occupés et ou utilisés par le ménage avec le chef de ménage sur la base du tableau ci-dessous,

Puis visiter les bâtiments et remplir une FICHE BATIMENT pour chaque bâtiment potentiellement affecté

Liste des bâtiments utilisés et/ou occupés par le ménage - inclure les bâtiments loués à d'autres :

N°	Localisation	Potentiellement affectée (Oui /non)	Nature et Usage (*)	Surface en m²	Régime d'occupation (**)
1	Chef				
2					
3					
4					
5					

Cheptel :

Composition du Cheptel

Espèce	Effectif	Propriétaire	Mode de conduite (*)	Vocation (**)
Bovin				

Petit ruminant				
Volaille				
Autres				

* Mode de conduite : Intensif Semi Intensif Transhumant Nomade Autres (à préciser)

** Vocation : Viande Lait œufs épargne Autres (à préciser)

Autres biens du ménage :

Le ménage dispose-t-il d'un moyen roulant ?.....

Si oui, lesquels ?.....

Le ménage dispose-t-il d'un ou des appareils électroménagers ?.....

Si oui, lesquels ?.....

Quels sont les sources d'énergies utilisées ?.....

SECTION 4 : SANTÉ / VULNÉRABILITÉ

Est-ce qu'il y a de personnes handicapées ou chroniquement malades dans le ménage ?.....

Si oui, donnez l'information sur leur handicap/maladie :.....

Enfants (moins de 2 ans) dans le ménage et information sur leur santé :.....

Personnes de plus de 65 ans dans le ménage et information sur leur état physique :.....

Décès dans le ménage dans la dernière année et cause :.....

ANNEXE 5 : TERMES DE REFERENCE POUR LA RÉALISATION DES EIES DES SOUS-PROJETS

Les termes de référence des EIES des sous-projets du PREC doivent contenir les éléments ci-dessous :

1. une description du milieu dans lequel s'inscrit le projet ainsi que les conditions de base de l'environnement en insistant sur les facteurs susceptibles d'induire des effets cumulatifs ;
2. une évaluation des effets que les dispositions envisagées pour approvisionner le projet en eau, en énergie, en matière première, etc., exerceront sur l'environnement ;
3. une analyse de l'incidence du projet sur les populations locales, notamment le ce qui concerne les questions relatives à la situation spécifique des enfants, des femmes et des hommes, sur les ressources naturelles (air, eau, sol, faune, flore, sur la santé et sur le patrimoine culturel) ;
4. une évaluation des mesures envisagées pour l'évacuation des eaux usées, l'élimination des déchets solides et la réduction des émissions ;
5. une identification des impacts positifs ou négatifs sur l'environnement ;
6. une analyse des possibilités qui s'offrent pour œuvrer à l'amélioration de l'environnement ;
7. une présentation du cadre juridique et institutionnel y compris les normes en matière d'environnement et les procédures fixées pour la délivrance des licences ;
8. une évaluation des effets des dispositions concernant la détermination des prix, les taxes et les subventions ayant des incidences sur l'environnement ;
9. une évaluation des incidences engendrées avec indication des normes retenues comme critères d'appréciation ;
10. un examen des principales solutions-variantes avec une estimation des conséquences qu'entraînerait le rejet pur et simple du projet ;
11. un exposé des mesures d'atténuation ou des conceptions-variantes du projet proposées en vue de tempérer les conséquences préjudiciables sur l'environnement, accompagné de propositions sur le déroulement des activités avec estimation de leur coût, leur période d'exécution et la structure responsable en matière de suivi ;
12. une analyse comparative des projets-variantes et des mesures d'atténuation faite sous l'angle des aspects suivants : leurs chances d'éliminer les effets négatifs, les dépenses en capital et les dépenses récurrentes qui leur sont associées : leur pertinence au regard des circonstances locales, leurs exigences en matière d'institutions, de formation et de surveillance ;
13. une liste de mesures concernant la protection et/ou la réinstallation des groupes de populations affectées, avec une indication de leurs réactions aux propositions qui leur auront été faites ;
14. un récapitulatif non technique des principales recommandations

ANNEXE 6 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES A INSERER DANS LES DOSSIERS DES TRAVAUX CONTRACTUELS

Les présentes clauses sont destinées à aider les personnes en charge de la rédaction de dossiers d'appels d'offres et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques), afin qu'elles puissent intégrer dans ces documents des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement et du milieu socio-économique. Les clauses sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être incluses dans les dossiers d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante.

Respect des lois et réglementations nationales :

Le Contractant et ses sous-traitants doivent : connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays et relatifs à l'environnement, à l'élimination des déchets solides et liquides, aux normes de rejet et de bruit, aux heures de travail, etc.; prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement ; assumer la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

Permis et autorisations avant les travaux

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, le Contractant doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet routier : autorisations délivrés par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement, d'élagage, etc.), les gestionnaires de réseaux, etc. Avant le démarrage des travaux, le Contractant doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.

Réunion de démarrage des travaux

Avant le démarrage des travaux, le Contractant et le Maître d'oeuvre, sous la supervision des Coordinations nationales, doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi au Maître d'ouvrage de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur leurs relations avec les ouvriers.

Préparation et libération du site- Respect des emprises et des tracés

Le Contractant devra informer les populations concernées avant toute activité de destruction de champs, vergers, maraîchers requis dans le cadre du projet. La libération de l'emprise doit se faire selon un calendrier défini en accord avec les populations affectées et le Maître d'ouvrage. Avant l'installation et le début des travaux, le Contractant doit s'assurer que les indemnités/compensations sont effectivement payées aux ayant-droit par le Maître d'ouvrage. Le Contractant doit respecter les emprises et les tracés définis par le projet et en aucun il ne devra s'en éloigner sous peine. Tous les préjudices liés au non respect des tracés et emprises définis sont de sa responsabilité et les réparations à sa charge.

Repérage des réseaux des concessionnaires

Avant le démarrage des travaux, le Contractant doit instruire une procédure de repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) sur plan qui sera formalisée par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'oeuvre, concessionnaires).

Libération des domaines public et privé

Le Contractant doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débuter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition.

Programme de gestion environnementale et sociale

Le Contractant doit établir et soumettre, à l'approbation du Maître d'oeuvre, un programme détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier qui comprend : (i) un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement de la base-vie et les différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations prévues et une description des aménagements ; (ii) un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ; (iii) le programme d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ; (iv) un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé précisant les risques d'accidents majeurs pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer dans le cadre d'un plan d'urgence.

Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

Le Contractant doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : le respect des us et coutumes locales ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité. Le Contractant doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

Emploi de la main d'oeuvre locale

Le Contractant est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'oeuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'oeuvre à l'extérieur de la zone de travail.

Respect des horaires de travail

Le Contractant doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Maître d'oeuvre. Dans la mesure du possible, (sauf en cas d'exception accordé par le Maître d'oeuvre), le Contractant doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

Protection du personnel de chantier

Le Contractant doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). Le Contractant doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

Le Contractant doit désigner un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement sont rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de

son personnel. Le Contractant doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

Mesures contre les entraves à la circulation

Le Contractant doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. Le Contractant veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'oeuvre. Le Contractant doit veiller à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans danger.

Repli de chantier et réaménagement

A toute libération de site, le Contractant laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. Le Contractant réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs. Une fois les travaux achevés, le Contractant doit (i) retirer le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures etc.; (ii) rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées; (iii) reboiser les zones initialement déboisées avec des espèces appropriées, en rapport avec les services forestiers locaux; (iv) protéger les ouvrages restés dangereux (puits, tranchées ouvertes, dénivelés, saillies, etc.) ; (v) rendre fonctionnel les chaussées, trottoirs, caniveaux, rampes et autres ouvrages rendus au service public ; (vi) décontaminer les sols souillés (les parties contaminées doivent être décaissées et remblayées par du sable) ; (vii) nettoyer et détruire les fosses de vidange. Après le repli de tout le matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au procès-verbal de réception des travaux.

Protection des zones instables

Lors du démantèlement d'ouvrages en milieux instables, le Contractant doit prendre les précautions suivantes pour ne pas accentuer l'instabilité du sol : (i) éviter toute circulation lourde et toute surcharge dans la zone d'instabilité; (ii) conserver autant que possible le couvert végétal ou reconstituer celui-ci en utilisant des espèces locales appropriées en cas de risques d'érosion.

Notification des constats

Le Maître d'oeuvre notifie par écrit au Contractant tous les cas de défaut ou non exécution des mesures environnementales et sociales. Le Contractant doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'oeuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non respect des clauses sont à la charge du Contractant.

Sanction

En application des dispositions contractuelles, le non respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'oeuvre, peut être un motif de résiliation du contrat. Le Contractant ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par le Maître d'ouvrage, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

Signalisation des travaux

Le Contractant doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur.

Protection des zones et ouvrages agricoles

Le calendrier des travaux doit être établi afin de limiter les perturbations des activités agricoles. Les principales périodes d'activité agricoles (semences, récoltes, séchage, ...) devront en particulier être connues afin d'adapter l'échéancier à ces périodes. Le Contractant doit identifier les endroits où des passages pour les animaux, le bétail et les personnes sont nécessaires. Là encore, l'implication de la population est primordiale.

Protection des milieux humides, de la faune et de la flore

Il est interdit au Contractant d'effectuer des aménagements temporaires (aires d'entreposage et de stationnement, chemins de contournement ou de travail, etc.) dans des milieux humides. En cas de plantations, le Contractant doit s'adapter à la végétation locale et veiller à ne pas introduire de nouvelles espèces sans l'avis des services forestiers. Pour toutes les aires déboisées sises à l'extérieur de l'emprise et requises par le Contractant pour les besoins de ses travaux, la terre végétale extraite doit être mise en réserve.

Protection des sites sacrés et des sites archéologiques

Le Contractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites cultuels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux. Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt cultuel, historique ou archéologique sont découverts, le Contractant doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'oeuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler ; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

Mesures d'abattage d'arbres et de déboisement

En cas de déboisement, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par le Maître d'oeuvre. Les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance. Les arbres abattus ne doivent pas être abandonnés sur place, ni brûlés ni enfouis sous les matériaux de terrassement.

Prévention des feux de brousse

Le Contractant est responsable de la prévention des feux de brousse sur l'étendue de ses travaux, incluant les zones d'emprunt et les accès. Il doit strictement observer les instructions, lois et règlements édictés par les autorités compétentes.

Gestion des déchets solides

Le Contractant doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. En cas d'évacuation par les camions du chantier, les bennes doivent être étanches de façon à ne pas laisser échapper de déchets. Pour des raisons d'hygiène, et pour ne pas attirer les vecteurs, une collecte quotidienne est recommandée, surtout durant les périodes de chaleur. Le Contractant doit éliminer

ou recycler les déchets de manière écologiquement rationnelle. Le Contractant doit acheminer les déchets, si possible, vers les lieux d'élimination existants.

Protection contre la pollution sonore

Le Contractant est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour; 40 décibels la nuit.

Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux

Le Contractant doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA.

Le Contractant doit informer et sensibiliser son personnel sur la sécurité et l'hygiène au travail. Il doit veiller à préserver la santé des travailleurs et des populations riveraines, en prenant des mesures appropriées contre d'autres maladies liées aux travaux et à l'environnement dans lequel ils se déroulent : maladies respiratoires dues notamment au volume important de poussière et de gaz émis lors des travaux ; paludisme, gastro-entérites et autres maladies diarrhéiques dues à la forte prolifération de moustiques, aux changements de climat et à la qualité de l'eau et des aliments consommés ; maladies sévissant de manière endémique la zone.

Le Contractant doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) installer systématiquement des infirmeries et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence.

Passerelles piétons et accès riverains

Le Contractant doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines et assurer la jouissance des entrées charretières et piétonnes, des vitrines d'exposition, par des ponts provisoires ou passerelles munis de garde-corps, placés au-dessus des tranchées ou autres obstacles créés par les travaux.

Services publics et secours

Le Contractant doit impérativement maintenir l'accès des services publics et de secours en tous lieux. Lorsqu'une rue est barrée, le Contractant doit étudier avec le Maître d'Oeuvre les dispositions pour le maintien des accès des véhicules de pompiers et ambulances.

Journal de chantier

Le Contractant doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. Le Contractant doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

ANNEXE 7 : MESURES ENVIRONNEMENTALES À INTÉGRER DANS LES BORDEREAUX DES PRIX

L'Entrepreneur doit intégrer les éléments suivants dans l'évaluation des coûts du marché :

N°	Prescription environnementale et sociale
1	Préparation et libération de l'emprise <ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation des populations concernées - démolitions pour la libération des emprises
2	Repérage réseaux eau et électricité
3	Installations de chantier <ul style="list-style-type: none"> - Préparation - Installations sanitaires et d'eau potable - Installations de sécurité
4	Équipement de protection du personnel de chantier <ul style="list-style-type: none"> - Tenue, bottes, gants, casques, masques, etc. - Boîte à pharmacie de premiers soins - Suivi médical
5	Aménagement de voies d'accès et de déviation <ul style="list-style-type: none"> - Voies de contournement et chemins d'accès temporaires - Passerelles piétons et accès riverains
6	Signalisation du chantier et des travaux Ce poste recouvre les travaux et prestations relatifs à la pose des panneaux
8	Mesures de protection lors du transport d'équipements et de matériaux <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage des pistes en terre de circulation - Couverture des camions (bâches, filets, etc.)
9	Mesures de transport et de stockages des produits pétroliers <ul style="list-style-type: none"> - Citernes de stockage étanches sur des surfaces protégées avec un système de protection et cuvette de rétention - Matériel de lutte contre les déversements (absorbants, boudins, pelles, pompes, contenants, gants, ...) - Matériel de communication (radio émetteur, talkie-walkie, téléphone portable) - Matériel de sécurité (signalisation, etc...)
10	Ouvrages d'assainissement existants <ul style="list-style-type: none"> - Dégager tous les produits végétaux et solides obstruant les ouvrages - Entretien manuel ou mécanique des fossés - stabilisation des fossés et des accotements
11	Entretien des bordures, caniveaux et descentes d'eau <ul style="list-style-type: none"> - exécuter le raccordement entre les bordures et les descentes d'eau

	<ul style="list-style-type: none"> - réparer les descentes d'eau, caniveaux, réceptacles - poser des enrochements ou gabions au pied de talus et raccordement des descentes d'eau
12	Protection des zones et ouvrages agricoles <ul style="list-style-type: none"> - Compensation des impenses agricoles et pertes de terre
13	Plantation d'arbres et protection des milieux sensibles <ul style="list-style-type: none"> - Ce poste concerne la fourniture et la plantation d'arbres d'espèces adaptées au milieu naturel pour constituer des écrans en bordure de la route et dans les zones d'emprunt latéritique. Il comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> * Réaménagement des sites temporaires * Restauration du couvert forestier sur les terres forestières * Fourniture des plants, de hauteur minimale un mètre ; * Plantation, protection, arrosage et entretien jusqu'à la réception définitive ; * Remplacement en cas d'échec.
14	Sensibilisation des ouvriers <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation à l'importance de la protection de l'environnement ; - Sensibilisation au respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux ; - Sensibilisation sur la sécurité et l'hygiène au travail ; - Sensibilisation aux risques des IST et du VIH-SIDA ; - Mise à disposition de préservatifs contre les IST/VIH-SIDA ; - Distribution des matériels de protection pour la sécurité (bottes, gants, casques, etc.).
15	Ouverture et exploitation de zones d'emprunt latéritique <p>Ce poste recouvre les travaux et prestations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concertations avec les propriétaires terriens ; - Dédommagement des propriétaires terriens ;
16	Ouverture et exploitation de carrières de concassage <ul style="list-style-type: none"> - Obtention du permis d'exploitation ; - Mise en oeuvre du plan de sécurité ; - Concertations avec les propriétaires terriens ; - Utilisation d'abat poussière tel que l'eau ou installation de filtres ; - Dédommagement des propriétaires terriens
17	Remise en état des zones d'emprunt latéritique et des sites d'installations <ul style="list-style-type: none"> - Régalaie de la terre végétale sur une épaisseur réduite ; - Plantation d'espèces ligneuses dans les zones ou sites exploités
18	Approvisionnement en eau du chantier <p>(Citerne d'approvisionnement, forage, etc.)</p>
19	Repli de chantier et réaménagement <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Retirer les bâtiments temporaires, le matériel, le bois, les déchets, les matériaux excédentaires, les clôtures et les autres articles connexes; - Rectifier les défauts de drainage ; - Régaler toutes les zones excavées ; - Nettoyer et éliminer toute forme de pollution ; - Indemniser les personnes affectées par les effets de la pollution
--	--

ANNEXE 8 : FICHE DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Fiche de suivi environnemental et social (Entreprise)

Nom de l'agent de suivi :

Structure :

Fonction :

Adresse (Tel/mail) :

1. Le choix du lieu de stockage (au moins 100m)

Conforme	
Non conforme	

Commentaires

.....

.....

.....

.....

2. Désignation d'un responsable hygiène/Sécurité/Environnement

Présence du Responsable HSE au niveau de l'entreprise	
---	--

Commentaires

.....

.....

.....

.....

3. Le respect des règles de sécurité sur le lieu de travail

Port des casques	
Port des gants	

Port des bottes	
Cache nez	
Lunettes	
Combinaison	

Commentaires

.....

.....

.....

4. La préservation des arbres sur les zones de chantiers

Conforme	
Non conforme	

Commentaires

.....

.....

.....

5. Protection des zones de chantier

Signalisation des chantiers	Présente
	Absente

Commentaires

.....

.....

.....

6. La gestion des déchets au niveau du chantier

Type de déchets	
Mode d'élimination	
Lieu de stockage	

Commentaires

.....

.....

.....

.....

7. La présence d'un plan d'occupation des sols

Zones de chantiers		
Aménagements prévus		
Base vie		

Commentaires

.....

.....

.....

.....

8. Sensibilisation sur le VIH-SIDA et les IST

Réalisée	
Non réalisée	

Commentaires

.....

.....

.....

.....

9. Sensibilisation sur les maladies contagieuses et le Paludisme

Réalisée	
Non réalisée	

Commentaires

.....

.....

.....

.....

10. Présence d'une autorisation d'occupation de sols

Types d'occupation des sols	Permis collectivités locales	
	Location (contrat de bail)	
	Permis propriétaire foncier	
Location	Durée	

	Montant	
Permis propriétaire foncier	Montant	
	Validité	
Permis collectivités locales	Durée	

Commentaires

.....
.....
.....
.....

11. Utilisation de la main d'œuvre

Emploi de la main d'oeuvre		Homme	Femme
	Catégorie		
	Main d'œuvre locale		
	Main d'œuvre étrangère		
	Main d'œuvre mixte		
	Autres		

Commentaires

.....
.....
.....
.....

12. Approvisionnement en eau du chantier

Approvisionnement en eau potable	Disponible	
	Non Disponible	
Approvisionnement en eau de chantier		

Commentaires

.....
.....
.....
.....

Fait à.....le.....

L'Entreprise

Le Chargé de Sauvegarde

ANNEXE 9 : RAPPORT D’EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

Intitulé du projet :

Communauté :

Description sommaire du projet et du PGES

Exécution du PGES (activités et calendrier de mise en œuvre) :.....

Performance de la structure d’exécution du projet sur la mise en œuvre et le suivi u PGES :

Résultats des évaluations :

Bénéfices environnementaux et sociaux du projet :

Paramètres de la supervision environnementale et sociale (nombre de missions, qualification du personnel sur les questions environnementales et sociales) :

Appréciation globale (apprécier atteinte des objectifs du PGES, contribution à l’atteinte ou non des objectifs du PGES) :

Durabilité des acquis environnementaux et sociaux :

Enseignements environnementaux et sociaux majeurs de l’exécution du projet et du PGES :

ANNEXE 10 : POLITIQUES DE SAUVEGARDES DE LA BANQUE MONDIALE

A travers les politiques et les pratiques de sauvegardes environnementales et sociales, la Banque Mondiale affirme un engagement auprès de ses partenaires pour un développement durable de l'environnement et de la société dans sa globalité suivant les objectifs qui visent à : (i) améliorer la qualité de la vie des populations ; (ii) améliorer les perspectives de croissance économique et sa qualité ; (iii) protéger la qualité des patrimoines environnementaux et sociaux, culturels, régionaux et mondiaux.

a. Présentation des sauvegardes de la Banque

Les politiques de sauvegardes sont des mécanismes approuvés par le Conseil d'Administration de la Banque pour l'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans la prise de décision. Elles (i) proposent un ensemble d'outils spécialisés pour accompagner le processus de développement et améliorer positivement la qualité des résultats, (ii) encouragent fortement l'usage d'approches participatives et transparentes pour une meilleure responsabilité sociale.

La mise en œuvre effective des politiques de sauvegardes octroie une légitimité pour opérer dans un monde soucieux du développement durable et permet de protéger les intérêts des tierces parties contre les impacts négatifs c'est-à-dire réduire et gérer de manière collaborative les risques potentiels, aider de manière participative à une meilleure prise de décision, rendre les opérations bonnes et durables, et soigner l'image et la visibilité des partenaires techniques et financiers.

Il existe dix politiques de sauvegardes regroupées dans les catégories suivantes et dont certaines sont combinées à la procédure de la Banque (PB) :

i. Politiques environnementales

❖ PO/PB 4.01 : Évaluation environnementale

L'OP/PB 4.01, consiste en un examen préalable aux premiers stades pour déceler les impacts potentiels et sélectionner l'instrument approprié pour évaluer, minimiser et atténuer les éventuels impacts négatifs. Elle concerne tous les projets d'investissement et requiert une consultation des groupes affectés et des ONG le plus en amont possible (projets de catégories A et B). Elle vise à : (i) s'assurer que chaque projet proposé par la Banque soit conforme et viable écologiquement, (ii) informer les décideurs des risques environnementaux à travers une analyse appropriée des actions et de leurs impacts écologiques probables et (iii) s'assurer que les mécanismes adéquats sont intégrés dans la conception du projet, afin de traiter les risques identifiés.

La PO/PB 4.01 est déclenchée lorsqu'une ou plusieurs activités d'un projet peuvent potentiellement avoir des impacts environnementaux négatifs dans leur aire d'influence.

❖ PO/PB 4.04 : Habitats naturels

La PO/PB 4.04 n'autorise pas le financement de projets dégradant ou convertissant des habitats critiques. Les sites naturels présentent un intérêt particulier et sont importants pour la préservation de la diversité biologique ou à cause de leurs fonctions écologiques. Cette politique

visé à promouvoir la conservation des habitats naturels et éviter les dégâts excessifs ou injustifiés envers les habitats naturels. Elle s'applique à tous les types d'habitats naturels, y compris les forêts primaires. Elle est déclenchée lorsqu'il existe un risque de perte ou de dégradation importante des habitats naturels ou une opportunité d'avantager les habitats naturels.

❖ **PO 4.36 : Forêts**

Cette politique apporte l'appui à la sylviculture durable et orientée sur la conservation de la forêt. Elle n'appuie pas l'exploitation commerciale dans les forêts tropicales humides primaires. Son objectif global vise à réduire le déboisement, à renforcer la contribution des zones boisées à l'environnement, à promouvoir le boisement, à lutter contre la pauvreté et à favoriser le développement économique. Elle chevauche avec la PO/PB 4.04, mais elle a des exigences supplémentaires pour les projets forestiers. Elle s'applique à tous les types de forêts primaires, ainsi qu'aux plantations forestières.

❖ **PO/PB 4.11 : Ressources Culturelles Physiques**

Cette politique procède à une enquête sur les ressources culturelles potentiellement affectées et leur inventaire. Elle vise à éviter ou atténuer les impacts négatifs des projets de développement sur les ressources culturelles physiques (sites historiques, ressources naturelles sacralisées, artefacts traditionnels anciens, anciennes architectures de grande valeur historique classées patrimoine mondial ou non, etc.) et intègre des mesures d'atténuation quand il existe des impacts négatifs sur des ressources culturelles matérielles. Elle est déclenchée lorsque le projet présente des risques pour les objets, les sites, les structures ou les groupes de structures, les éléments naturels ou les paysages ayant une importance culturelle qui peut être locale, nationale ou internationale. L'importance culturelle peut ne pas être évidente ou apparente. Le processus de PO/PB 4.11 est intégré dans celui de l'évaluation environnementale (PO/PB 4.01).

ii. Politiques de développement rural

❖ **PO 4.09 : Lutte antiparasitaire**

Cette politique appuie les approches intégrées sur la lutte antiparasitaire. Elle vise à : (i) réduire la dépendance aux pesticides chimiques synthétiques, (ii) promouvoir le Contrôle intégré des organismes nuisibles et le Contrôle intégré des vecteurs, (iii) minimiser les risques environnementaux et sanitaires causés par l'utilisation de pesticides. Elle permet d'identifier les pesticides pouvant être financés dans le cadre du projet et élabore un plan approprié de lutte antiparasitaire visant à traiter les risques.

La politique PO 4.09 est déclenchée si : (i) le projet achète des pesticides ou des équipements pour l'épandage de pesticides, (ii) le projet pourrait augmenter substantiellement l'utilisation de pesticides, (iii) le projet pourrait entraîner le maintien, voire l'amplification de pratiques non viables ou dangereuses en matière de contrôle des organismes nuisibles ou des vecteurs.

L'outil de sauvegardes à élaborer est le **Cadre de Gestion des Pesticides (PGP)**.

❖ **PO/PB 4.37 : Sécurité des barrages**

La politique recommande pour les grands barrages, la réalisation d'une étude technique et d'inspections sécuritaires périodiques par des experts indépendants spécialisés dans la sécurité des barrages. L'objectif visé par cette politique est de s'assurer de la sécurité des barrages dans les projets qui impliquent la construction de nouveaux barrages, ou dans les projets dont la réalisation sûre et efficace dépend d'un barrage existant. Elle inclue les barrages à lac de retenue, ainsi que les barrages de stériles miniers.

Cette politique est déclenchée si : (i) le projet implique la construction d'un ou plusieurs nouveaux barrages et (ii) le projet est dépendant d'un barrage existant, ou en cours de construction.

iii. Politiques sociales

❖ **PO/PB 4.12 : Réinstallation involontaire**

Cette politique concerne la réinstallation involontaire de personnes dans le cadre des investissements financés par la Banque dont les travaux requièrent l'acquisition des terres et des biens privés et que les effets induits englobent la relocalisation physique, la perte des terres et des biens, le bouleversement de moyens d'existence et l'éclatement des communautés.

La politique a pour objectifs de : (i) éviter ou limiter la réinstallation involontaire de personnes et les perturbations qu'elle entraîne, (ii) aider les personnes déplacées à améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou tout au moins les rétablir aux niveaux qui prévalaient avant le déplacement, (iii) traiter la réinstallation comme des programmes de développement durables, et (iv) donner aux populations affectées les possibilités de participer à la planification et la mise en œuvre des programmes de réinstallation. Cette politique recommande la compensation ainsi que d'autres mesures d'assistance et dédommagement afin d'accomplir ses objectifs.

Elle s'applique à tous les projets d'investissement et exige la consultation des personnes réinstallées et des communautés hôtes.

Les éléments déclencheurs de la politique sont : (i) la perte de terrain ou d'autres biens entraînant une relocalisation ou une perte d'habitat, une perte de biens ou d'accès à ces biens, une perte de sources de revenu ou de moyens d'existence (que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site) ; (ii) la restriction de l'accès à des parcs et aires protégées définis comme tels juridiquement, entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence des personnes affectées.

Lorsque la PO/PB 4.12 est déclenchée, les emprunteurs préparent des instruments adéquats pour la planification de la réinstallation avant que la Banque n'approuve les projets proposés. Les instruments de réinstallation à élaborer sont :

- **Le Cadre de Politique de Recasement (CPR)** : Dans le cas d'un projet composé de plusieurs sous-projets, pour lequel le nombre de personnes à déplacer n'est pas connu pendant la préparation (par ex. réinstallation linéaire, projet de développement communautaire, etc.) ;
- **Le Cadre Fonctionnel** : pour les projets impliquant une restriction de l'accès à des parcs et à des aires protégées définis comme tels juridiquement, entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence des personnes affectées ;

- **Le Plan d'Action de Recasement (ou Plan d'Action de Réinstallation)** : lorsqu'il est possible de déterminer pendant la préparation du projet si des populations seront déplacées (par exemple la réinstallation spécifique au site).

❖ **PO 4.10 : Populations autochtones**

Les populations autochtones jouent un rôle crucial dans l'instauration d'un développement durable car leurs savoirs ancestraux concernant les relations équilibrées et harmonieuses avec la nature (la diversité des écosystèmes) sont extrêmement importants pour la survie de l'humanité.

La PO 4.10 vise à : (i) assurer que le processus de développement respecte scrupuleusement la dignité, les droits humains, les économies et les cultures des populations autochtones ; (ii) éviter les effets potentiellement néfastes sur les populations autochtones et quand il n'est pas possible de les éviter, il convient de réduire au minimum, d'atténuer ou de compenser ces effets ; (iii) assurer que les populations autochtones reçoivent des retombées sociales et économiques compatibles avec leur culture et bénéfiques à l'ensemble des populations, tous sexes et générations confondus.

La politique est déclenchée quand des populations autochtones sont présentes dans la zone d'implantation du projet ou y sont collectivement attachées. Dans ce cas, les instruments à élaborer sont :

- **Cadre de Développement des Peuples Indigènes (CDPI)**, si les caractéristiques du projet sont inconnues ;
- **Plan de Développement des Peuples Indigènes (PDPI)**, si les caractéristiques du projet sont connues.

iv. Politiques juridiques

❖ **PO/PB 7.60 : Zones en litige**

Cette politique veille à la garantie que les personnes revendiquant leur droit aux zones contestées n'ont pas d'objection au projet proposé. Elle vise à s'assurer que : (i) toute contestation territoriale concernant une région, où un projet doit prendre place, soit identifiée aussi tôt que possible afin de préserver les relations entre la Banque et ses pays membres, et afin de préserver également les relations entre les prêteurs et les autres clients, (ii) les positions de la Banque et des autres pays participants ne soient pas compromises

❖ **PO/PB 7.50 : Voies d'eaux internationales**

La politique s'applique : (i) aux projets hydroélectriques, industriels, de grande irrigation, de contrôle des crues, de navigation, de drainage quelconque, de canalisation d'eau et d'égout, et aux projets similaires qui impliquent l'utilisation ou la pollution potentielle de voies d'eau internationales, (ii) aux projets d'hydrocarbure off-shore et (iii) aux ébauches détaillées et aux études d'ingénierie des projets mentionnés ci-dessus (même lorsque la Banque ne finance pas les travaux). Elle exige à l'Etat bénéficiaire d'informer formellement les pays riverains du projet proposé et de ses détails.

❖ ***PO 17.50 : Diffusion de l'information***

Elle s'est ajoutée à la liste des politiques de sauvegardes énumérées ci-dessus. Elle vise à : (i) augmenter les bénéfices du projet et en réduire les impacts négatifs, (ii) élaborer de meilleurs projets, (iii) faire participer différents acteurs dans le processus de développement et (iv) augmenter la responsabilité et la transparence.

L'information doit être divulguée (i) dans le pays bénéficiaire durant la préparation des évaluations environnementales, des plans de déplacement et/ou des Plans des peuples indigènes, et (ii) dans l'Infoshop de la Banque avant le début de l'évaluation.

ANNEXE 11 : LISTE DES EXPERTS DE L'EQUIPE DU CONSULTANT

Consultant : Serge-Maxime KOLIKA, Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociale

Equipe d'expert du Consultant :

- **Dr. Josué NDOLOMBAYE**, Expert en Sauvegarde Sociale ;
- **Dr. Louis BAÏNILAGO**, Anthropologue ;
- **M. Serge Bruno MAPERE**, Juriste ;
- **M. Patrick SOMSE**, Economiste des Projets ;
- **M. Benjamin ANDAKPAOUE**, Economiste-Chercheur ;
- **M. Bertin OUAKANGA**, Géographe-Cartographe.

Le personnel d'appui :

- **M. Yves Francis TANAÏSSE**, Travailleur Social ;
- **M. Cyprien Serge MANGUELET**, Sociologue ;
- **Madame Marietta Yolande MOUBINGUI**, Opératrice de saisie.

ANNEXE 12 : Liste des personnes rencontrées

MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES (CGES ET CPR) DANS LE CADRE DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS

PERSONNES RENCONTREES

N°	Prénoms et Nom	Fonction/ Institution	Contacts
1	TOUATENA Samuel	CM/ UEPNDDRR	75 50 98 96
2	WAMBO JOUSSO Gaston	SPM/ UEPNDDRR	75 50 89 28
3	YENGUE BALLU Alain	Responsable financier/ UEPNDDRR	75 93 23 37
4	NDARATA MASSANGUET Christophe	Chargé de Sauvegardes/ UEPNDDRR	75 81 04 00
5	DEHOLO Abel	Chargé de Communication/UEPNDDRR	75 50 07 13
6	DJEINA KALIDI	AFR/ Banque Mondiale	72 70 65 36
7	Mario TAVOLAJ	Conseiller Technique P./ OIM	72 18 76 42
8	Sébastien	ACTED	72 08 53 05
9	Marion CHARPENTIER	Chef de Base Bangui/ ACTED	72 33 62 51
10	Ange OKSON	ACP-DDRR/ ACTED	72 71 85 86
11	KAÏMBA SALAMATE Francine	DGE/ Min. Environnement et DD	72 19 51 50
12	MOLEKPO Gilbert	DGDD/ Min. Environnement et DD	75 22 32 34
13	WANGBAO Pierre	DECV/ Min. Environnement et DD	75 52 24 73
14	DAMINO Pélagie Angèle	DAJC/ Min. Environnement et du DD	75 04 54 64
15	MANGUELET Cyprien Serge	DGAS/ Min. Promotion de la Femme	75 05 80 19
16	NDOMAYE Emmanuel	Maire de Markounda	72 84 99 05
17	KAMIS IBRAHIM	Chef de section DDRR de Birao	75 10 76 39
18	YAYA DAOUDA Adamou	Maire de Kouï	75 66 14 67
19	GONDJE Clarisse	Chef de poste élevage de Kouï	75 43 18 67
20	NGBOKO BARBOU David	Maire de Baoua	72 12 66 53
21	ADAMA Chaïbou	Kaga-Bandoro	75 50 81 02
22	IBBRAHIM MAHAMAT Ali Zacko	V. Pdt/ Comité de Paix de Birao	75 65 71 71
23	NAMNDENA Lazzare	Maire de Bouar	72 75 07 25
24	ALI AMSAMI	Maire de Paoua	72 01 41 75
25	ALADJI BACHIROU BI AMADOU	Maire de Yelewa	237 6 665 19 15 46
26	GOURNA RADIAB	SG/ Mairie de Birao	72 54 71 48
27	NDOMAYE Emmanuel	Maire de Markounda	72 84 99 05
28	KAMIS IBRAHIM	Chef de section DDRR de Birao	75 10 76 39
29	YAYA DAOUDA Adamou	Maire de Kouï	75 66 14 67
30	GONDJE Clarisse	Chef de poste élevage de Kouï	75 43 18 67
31	NGBOKO BARBOU David	Maire de Baoua	72 12 66 53
32	ADAMA Chaïbou	Kaga-Bandoro	75 50 81 02
33	IBBRAHIM MAHAMAT Ali Zacko	V. Pdt/ Comité de Paix de Birao	75 65 71 71
34	NAMNDENA Lazzare	Maire de Bouar	72 75 07 25

35	ALI AMSAMI	Maire de Paoua	72 01 41 75
36	ALADJI BACHIROU BI AMADOU	Maire de Yelewa	237 6 665 19 15 46
37	GOURNA RADIAB	SG/ Mairie de Birao	72 54 71 48

ANNEXE 13 : Procès-verbaux des réunions de consultations publique

MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES
(CGES ET CPR) DANS LE CADRE DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

REUNION AVEC LES BENEFICIAIRES DU PROJET

PROCES-VERBAL

Date : 31.08.2018

Lieu : Mairie Bérou

Participants : le Chef de service Représentant de M^r le Maire et les
chefs et chefs de groupe des quartiers et village.

Objet de la réunion : Consultation et sensibilisation des
acteurs locaux de la Commune de Bérou
sur le projet de réintégration des ex-combattants

Ordre du jour :

- 1- Mot de bienvenue de représentant de M^r le
Maire de Bérou
- 2- Présentation de programme D.D.R.R et du
projet de réintégration des ex-combattants
par les experts de l'UEPNDDR
- 3- Présentation des impacts environnementaux
et sociaux du projet de réintégration des
ex-combattants, des outils de sauvegarde
de la banque mondiale et des mesures
d'atténuation par le consultant
- 4- Echange avec les participants
- 5- Cloture de la réunion par le représentant
de M^r le Maire.

Points discutés :

Prise en charge des ~~ex~~ combattants
sans armes.
Prise en charge des victimes de la dernière
Crise.
Aide aux femmes ~~par~~ et aux hommes
pour les activités Génératrices des revenus
et aux Groupements Agricole et d'élevage
Implémentation des autorités locales et des
Comités locaux de la Paix dans le processus
de D.D.R.R.
Aides aux chefs de Groupes de quartier et
Villages, ainsi qu'aux : Autorités Municipale

Principales conclusions :

Tous les acteurs locaux les notables, les représentants des femmes et jeunesse ont exprimé leur total adhésion au projet de réintégration des ex-combattants. Tout le monde a insisté et a proposer la forte implication des autorités locale dans le développement du projet. Souhait pour la reconstruction des édifices publics (Ecole, Centre de Santé, Marché, eau, électricité, Mainie, Aménagement des routes, ponts, Centre des Jeunes, Centre des formations extrascolaires) qui ont été détruits lors de la dernière crise.

En foi de quoi, le présent procès-verbal est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Ont signé :

Pour les Bénéficiaires (Nom et Signature)	 Jean Emmanuel BAZANGUENZA
Pour l'UEPNDDRR (Nom et Signature)	 NDARATA MASSANGE et Chriscoph
Pour le Consultant (Nom et Signature)	 Kaka Jeger

MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES
(CGES ET CPR) DANS LE CADRE DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

REUNION AVEC LES BENEFICIAIRES DU PROJET

PROCES-VERBAL

Date : 1^{er} 30/08/18
Lieu : Salle de conférence Mairie de Pimbo
Participants : Membres de la délégation spéciale et notables de Pimbo
Objet de la réunion : Consultation et sensibilisation des acteurs locaux sur le Programme DARA et le projet de Réintégration des Ex-combattants.

Ordre du jour :

- Mots de bienvenue du Maire de Pimbo
- Présentation du projet PREC par les experts de l'UEPN DARA.
- Présentation des impacts et Outils de sauvegardes par le consultant.
- Echange avec les participants
- Clôture de par le Maire de Pimbo

Points discutés :

- Relation entre les ex-combattants et la communauté
- Le moment des traités dans les Quartiers ou Village d'accueil
- Inquiétude de la communauté face à des ex-combattants armés et incontrôlés et leurs conséquences
- Formation de l'Association de la jeunesse face au projet
- Possibilité d'employer les EX Combattants à la formation de la JIRN
- Réintégration de tous les ex-combattants de toutes origines y compris les ex-combattants sans armes
- Contribution de la jeunesse à la réussite du projet
- Reconstruction des Infrastructures de base
- Reconstruction des Edifices Religieux détruits par les Ex-combattants

Principales conclusions :

- Les notables ont adhéré unanimement au projet de réintégration sociale et économique des Ex-combattants.



- Ils sont favorables pour attirer les ex-combattants déarmés et démobilisés, d'origine, à venir résider dans leurs localités.

- Ils souhaitent que, comme les ex-combattants, pour les principales causes de la destruction des infrastructures, routes de base, le projet devra reconstruire les écoles, les centres de formation de base de Bimbo - les marchés dans différentes sections, les centres de santé, les centres des activités d'état-civil dans les secteurs, les centres d'animation culturelle.

- Les notables de Mankie de Bimbo remercient la Banque Mondiale et la ville financé ce projet et le Gouvernement. Ils expriment le souhait de voir d'autres autres partenaires des aides financières, à l'exemple de la Banque Mondiale.

En foi de quoi, le présent procès-verbal est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Ont signé :

Pour les Bénéficiaires (Nom et Signature)	OMOLO-Boumpy Edou Maire de la commune de Bimbo
Pour l'UEPNDDRR (Nom et Signature)	NDARATA MASANGUET Christoph 
Pour le Consultant (Nom et Signature)	Ko Wika Serge Maxime 

MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES
(CGES ET CPR) DANS LE CADRE DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

REUNION AVEC LES BENEFICIAIRES DU PROJET

PROCES-VERBAL

Date : 03 Septembre 2018

Lieu : Mairie du 1^{er} Arrondissement

Participants : Fiche de présence

Objet de la réunion : Réunion de consultation et de sensibilisation des acteurs du 1^{er} Arrondissement sur le D.D.R.R. et le projet de réintégration des ex combattants.

1. Ordre du jour :
Mots de bienvenue de Madame le Maire du 1^{er} Arrondissement de la ville de Bangui
2. Présentation du Programme D.D.R.R. par les Experts de l'UEPNDDRR.
3. Présentation des outils de Sauvegarde (instruments environnementales et sociales et mesures d'atténuation) par le consultant.
4. Discussions
5. Clôture par Madame le Maire.

Points discutés :

- 1- Implémentation des autorités locales souvent ignorées dans le processus de préparations des projets en générale en RCA, et en particulier dans le processus de DDR.
- 2- Le rôle des autorités locales dans la mise en œuvre des projets (parfois les chefs de groupe et de quartiers ne sont pas impliqués pour bénéficier des retombées de projets en termes de revenus).
- 3- Les O.N.G. chargés d'exécution des travaux d'infrastructures n'impliquent pas les autorités locales dans l'identification des besoins et n'acceptent pas le contrôle.
- 4- Dans le passé certains ex combattants déarmés et démobilisés ne sont pas récompensés à jour. Ceci entraine le désarmement volontaire.
- 5- Inquiétude sur l'équipe actuelle chargée de la mise en œuvre de DDR (ne pas associer les anciens membres de DDR).
- 6- Identification des infrastructures les communautés d'accueil.

Principales conclusions :

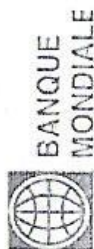
1. Définir clairement le rôle des autorités locales dans les outils de sauvegarde.
2. Impliquer les autorités locales dans le processus de mise en œuvre de DRR (Projet de réintégration des ex-combattants).
3. Mettre en place un mécanisme de contrôle des travaux des ONG.
4. Faire attention aux ex-combattants qui activent les tensions sociales.

En foi de quoi, le présent procès-verbal est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Ont signé :

Pour les Bénéficiaires (Nom et Signature)	Brigitte Isabelle Andano Dufé 4/09/18
Pour l'UEPNDDRR (Nom et Signature)	NDARATA MASANGUEZ Christophe (Signature)
Pour le Consultant (Nom et Signature)	Serge- Maxime KOLIKA (Signature)

ANNEXE 14 : Fiches de présences des réunions de consultations



CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES DANS LE CADRE DE LA MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS

FICHE DE PRESENCE

DATE : 21/08/18 MOTIF : Réunion de consultation à Bégoua

N°	NOM & PRENOM	QUALITE/INSTITUTION	EMAIL	N° CONTACT	SIGNATURE
X 1	Zoungapou Germaine	chef de groupe		79579095	
X 2	MARLENGUE FRANÇOIS	CHEF DU VILLAGES	NZALLAN	757988519	
X 3	BENGUE François	chef de Groupe	Fakara Boulele		
X 4	PADANGUERE DIONNORÉ	CHEF de quartier DAMA	Damala A	77591845	
X 5	TEGALA Pascal	chef village	Cité Yangpédé I	751989017	
X 6	BANGUE Theodoro	chef Bégoua III	Bégoua III	72114462	
X 7	PANI SINDO-Pierre	chef de groupe	Bégoua II	75223438	
X 8	WILIKOLA François	chef - Brossé	Brossé	72535050	
X 9	DAMBEITY Amadou	chef de groupe	4 ^e Gisement Bégoua C	72762176	
X 10	Bougoua Konou Odette	chef de quartier	Bégoua Centre I	75099534	

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+GFR) - Consultation publique_PNDDRR



BANQUE
MONDIALE

X12	Selwa Thomas	chef de gpe	Yemou III	72-31-60-76	Sup
X13	Ngonate Notalie	chef quartier	Boflole II	72-53-77-12	Sup
X14	SEREMALE THÉRÈSE	chef de village	Banque KPOKA	72-43-81-55	Sup
X15	Banque-Georges	chef de villages	Gbanzéré-PK24	70-74-62-47	Sup
X16	GBENON - Ouedjoudite	chef de village	Kouba-Mandja	75-44-88-88	Sup
X17	Oumidou M-Louis	chef de village	Kouba-Mandja	70-02-83-34	Sup
X18	MADANCA Traouck-René	Chef de quartier	XIGOLA II	72-10-32-67	Sup
X19	Yockombo-Roch. Chaplin	chef de groupe	PORTO-PORTO I (PK2)	75-50-33-94	Sup
X20	Abanguete Jean	chef village	I	75-72-56-72	Sup
X21	DANVILI François	chef de quartier	Toungou-Jarou	75-64-59-51	Sup
X22	KILIKON AUBIN	chef de quartier	MBAYE II	75-33-71-54	Sup
X23	BABALO Brouwen	chef Neola	ABATTOR	72-44-64-10	Sup
X24	Ouabi Jean Claude	chef Neola	72	72-72-20-16	Sup
X25	BTSIA-SIRIPICO	Chf Fole group	Koukoulou	75-28-33	Sup
X26	YANGOUÉ-HERMAN	CLP R 8G	NGOLA-Cenhe	75-32-24	Sup

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES-CPR)_ Consultation publique_PNDORR

2



X28	KOTANNA Dieu donne	Chef Quartier Gbagbo	Ore. Boko	75486765	75486765
X29	KOUANZE Philomène	R-DesFours CLPR	Bégona	72431935	72431935
X30	NANGREI Pauline	conseillère CLPR	Bégona	72256019	72256019
X31	NGOYAN-Franck-Dassise	chef. Village Kossou	-11-	72264720	72264720
X32	NGremédé-Zacharie	chef Village NGoulouera	-11-	72010353	72010353
X33	WILIKOLA-Michel	chef. V. Bréh	-11-	-	-
X34	PLIZOU-Gabriel	chef. V. Kouakouadoko	-11-	-	-
X35	POUTOU-Serge-Bonald	chargé de Programme du CCJB	Bégona Centre	72123538	72123538
X36	MOSSALBAYE Armand	2e vice-Président du Conseil Communal de la Région	Bégona Centre	75061326	75061326
X37	SANSE Julienne	Vice-Président OFCA	Bégona	72393435	72393435
X38	MONAMET Ithina	Co-Président OFCA	Bégona	72427174	72427174
X39	NGUEREXOSI-Célestin	SG NGOLA-CENTRE	Bégona	75824730	75824730
X40	SALLEFRANCOIS	chef groupe	Bégona	72080023	72080023
X41	SERRETALE Roger	chef village	Bégona	72742208	72742208
X42	ATANGUERE-Florence	O.F.C.A	Bégona	75260565	75260565
X43	ATANGUERE-Florence	O.F.C.A	Bégona	72681563	72681563
X44	ATANGUERE-Florence	O.F.C.A	Bégona	72552018	72552018

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+CFR) Consultation publique PNDDRR



CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES DANS LE CADRE DE LA MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE
SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS

FICHE DE PRESENCE

DATE : 30.08.18 MOTIF : Consultation des autorités locales de Bimbo

N°	NOM & PRENOM	QUALITE/INSTITUTION	EMAIL	N° CONTACT	SIGNATURE
01	KL ² GON. FIENE - Cesay	chef de qtr Moko		25.07.68, 57	
02	POUNGA BERNARD	- / -		75157737	Bimbo
03	KENGUEVO ALPHONSE	chef de Groupe		75321114	
04	MBOUYA LUDOVIC	- / -		75.8389	
05	ZAMBA BRUNO	chef de Village		75741121	
06	MACKPAYEN Africain	Chef de Groupe Souparmaras	gahoo.fr	75.56.44	
07	MATINOT-Emile	chef de qtr	MALAPA II	70.46.7713	gahoo.fr
08	MOKOBO BERNARD	11 qtr Mipokap.		75.02.7631	
09	TEKATOR ALPHONSE	11 qtr Bembé		7505218	
10	Mologamadé Ernest	- / -	Balepa II	7589371	

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES-CFR) Consultation publique_PNDDRR



BANQUE
MONDIALE

11	HAÏC-BANCKO - Roger	chef de quartier	H Bon Co. occidentale	75767076	75767076
12	NGOLO - BRICE	chef de quartier	PALA II	72553369	72553369
13	N'DROUWIKHAÏO Genard	Dir. CAS/Mairie Boko	/	75018475	75018475
14	KAMAYENI-WOBE Erick	SC Collège GRANINDA	/	75058660	75058660
15	DOLA MICHEL	/	Général Bonkoulala	75757239	75757239
16	LAWSON Freddy Michael	Président Communal	Président Communal	72738318	72738318
17	BETASSON-ELVIS	Président : PISCA	Confession religieuse	75056936	75056936
18	KONZIAMA Barthélemy	chef de quartier	Quartier Boko	77772407	77772407
19	XIGO Narcisse Fabien	chef de S/c Aft.	Mairie Boko	72506626	72506626
20	YAKOLA Jean-Vichoud	Conseiller Municipal	Cité Boko	75056936	75056936
21	Belema Jacqueline	conseillère Municipale	Boko	72392120	72392120
22	LÉGBIA-KOSSOË Bernard	Conseiller Municipal	Mairie Boko	75553232	75553232
23	YOGBOLOBOUGNAË Nixet	1er Adj. au Maire	Mairie de Boko	75187228	75187228
24	YAKPOKO Edith	Sec. Vice Président	Conseil de jeunesse	75503434	75503434
25	NONLO Régis	Associé Briqueux	TG	77504465	77504465

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES-CFR) Consultation publique_PNDODR

2

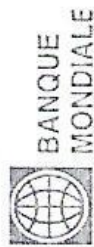


BANQUE
MONDIALE

26	INGRIN SILE	Briqueur	Bimbo	72 25 29 30	Shur
27	YAGUELA Therese	Ass. Wali londo	Bimbo 2	—	+
28	Madondanon Relique	—	—	—	+
29	GOUAMOKO Cédric	Lecteur Jounenue Actif.	Bimbo A	72 25 30 55	Shur
30	YAKALAYEN Suzanne	OFCA Bimbo	Member	—	+
31	Alvare Kette	OFCA Bimbo 2	Member	—	Alvare
32	Issinga Fred	SC Chef Belalimor	Bimbo	72 29 10 10	Issinga
33	Malingou Teddy	chef sakongo	Bimbo	—	Malingou
34	KOYENGUE Armand	Taxi moto	Bimbo	—	—
35	SOPE Emile	Association des Membres Paris	—	75 75 84 10	Shur
36	NITHEIDA Léonce	Menuisier	Bimbo 1	—	Mitida
37	MADONIKA Freddy	Journaux Actif.	—	—	Shur
38	Idlomo Gabry Roger	Briqueur	—	—	Mitida
39	Selehon Bernard	—	Bimbo 2	74 09 14 58	Selehon
40	OMOKO-BOLMON Odon	PDS PDS	Bimbo	75 50 44 65	Selehon

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+CPR)_ Consultation publique_PNDERR

3



CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES DANS LE CADRE DE LA MISSION D'ELABORATION DES OUTILS DE
SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DU PROJET DE REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS

FICHE DE PRESENCE

DATE : 03/09/18 MOTIF : Réunion de Consultation + Sensibilisation dans le 4^e Arrdt.

N°	NOM & PRENOM	QUALITE/INSTITUTION	EMAIL	N° CONTACT	SIGNATURE
01	KAMANGERE Maurice-Edmond	chef quartier KAHBA		74-80-74-00	K
02	Koulou Daniel	chef quartier Lipia	-	75-03-13-54	75-08-74-53
03	PEFIO Gabriel	chef quartier Bongos	-	76-80-76-33	77-01-53-77
04	BELEPANGA Joseph	chef quartier Mbarika	-	77-01-53-77	77-01-53-77
05	YANGASSO Eric	chef quartier Bongos	-	72-80-75-51	72-80-75-51
06	NDENNGUE P. Gaspard	chef quartier NGMBOUTA	-	72-80-75-51	72-80-75-51
07	MALIZEVO-Jean-Pierre	chef quartier B-LIPIA 1	-	72-80-75-51	72-80-75-51
08	MOKOSSAN-Marie	chef quartier SANGBA	-	72-80-75-51	72-80-75-51
09	BANAPIO Louis Jean	chef quartier GORGO 7	-	72-80-75-51	72-80-75-51
10	MARYAMA-Agnès	SG Mairie 4 ^e	-	75-04-65-97	75-04-65-97

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+CPR)_ Consultation publique_PNDDRR



BANQUE
MONDIALE

11	BENGUIA-Maxie	planteur Maxie	75177900	
12	BIGBAFI Juliette	sage OFC A	70140209	
13	BRICIE Christine	3 wife pendante	7505814	
14	MBETINGOU Gerard	Cite Jean B3	72759632	
15	GALLET Rene	SG-Vitongbo P	72713879	
16	NAMINISSI Georges	chef CURAT 1	75541553	
17	DUMANSHE Gabriel	chef dedengue IV	72807531	
18	KODAMBA Clement	chef dedengue V	72807643	
19	DANKWEI Gilbert	SG-Mairie 4	72710588	
20	MAPOUKA Angolina	Mairie 4	75293170	
21	FAYANGBI-MORSEALLA	C/Braspe	72807613	
22	BABOUÉ Sylvain	Chf Cite N° 2	72807686	
23	AGUIA-Ainé-Achille	1er Conseiller	727203623	
24	MANINABA Camille	chef de section	75466703	
25	DEOUSOU Fidele	chef 2nd Decoupe III	72807502	

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES-CPR)_ Consultation publique_PNDRR

2

BANQUE
MONDIALE

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+CPR)_ Consultation publique_PND2013

BANQUE
MONDIALE4

Elaboration des outils de sauvegardes (CGES+CPR)_ Consultation publique_PND2013

FICHE DE PRESENCE

Leadeurs des groupes armés.

Date : 23/08/18 Lieu : Salle de réunion UEPNDDRR, Bangui

N°	Nom et prénoms	Institution/ Organisation	Contacts (tel/mail)	Emargement
1	Gallienne Beaudou	Ad. vice président CCS/DDR	75 25 47 47	
2	NDOMATE Biendouma	2 ^e vice CCS/DDR	72 25 77 70	
3	NORDINE-NATHALBA	Membre CCS/DDR	75.50.39.58	
4	ABAKAR Moustapha	Membre CCS/DDR	75 21 88 58	
5	NDOUTIAN Pejin	membre CCS/DDR	72 15 50 14	
6	DETTOE-Ahmadou	membre CCS/DDR	72 31 17 15	
7	MBAINANI-HOUSSOU	CCS / DDR	72 67 36 09	
08	FEISSONA OLIVIER	EXPERT AU CCS/DDR	72 61 61 81	
09	KOUOUNGBO KEVIN Achille	Conseiller Politique UFR-F	72 43 42 60	
10	KOUNKOU-BIENVENG	CCS/DDR	72 13 50 06	
11	TOUBY-MALEKIAN ESMAE	CCS/DDR	75-17-95-61	

ANNEXE 15 : Termes de référence de la mission

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=

**Programme National de Désarmement, Démobilisation,
Réintégration et Rapatriement**

=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=

Projet de Réintégration des Ex-combattants

=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=+=

**TERMES DE REFERENCE :
CONSULTANT (E) CHARGE (E) DE L'ELABORATION DES
INSTRUMENTS DE SAUVEGARDE DE L'UEPNDDRR**

08 mars 2018

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

A l'issue du Forum de Bangui de mai 2015, le Gouvernement et les groupes armés ont signé l'Accord sur le Désarmement, la Démobilisation, la Réintégration et le Rapatriement (DDRR) en République Centrafricaine (RCA), ce qui représente une étape importante vers la paix et la stabilité du pays. En effet, une nouvelle phase de DDR en RCA, tirant les leçons des échecs des précédents programmes, est nécessaire pour normaliser l'environnement sécuritaire en neutralisant les groupes armés opérant toujours dans plusieurs régions du pays. Ne pas parvenir à mettre en œuvre un processus de DDR pourrait conduire à une mobilisation renouvelée et à une résurgence du conflit. Les étapes suivantes, vers la mise en place du Programme National de DDRR ont déjà été réalisées par le Gouvernement :

- En juillet 2016, le Gouvernement centrafricain a adopté un décret portant organisation, statuts et pouvoirs des comités en charge des décisions stratégiques et techniques clé en matière de DDRR, Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) et Réconciliation Nationale, ainsi que les formes de coopération entre ces trois secteurs.
- Le Gouvernement, avec l'appui de la MINUSCA et de la Banque mondiale, a finalisé une Stratégie de DDRR, approuvée en novembre 2016.
- Le Décret portant création de l'Unité d'Exécution du Programme National de DDRR (UEPNDDRR) a quant à lui été adopté en mars 2017.
- En avril 2017, la réunion du Comité Consultatif et de Suivi (CCS) a pour la première fois réuni autour de la table le Gouvernement avec les 14 groupes armés identifiés en RCA, et avec la participation des acteurs clé de la communauté internationale y compris la MINUSCA et la Banque mondiale.
- Une phase pilote DDR (ou projet pilote DDR) devrait démarrer en septembre 2017 afin d'expérimenter à une petite échelle les activités prévues dans le cadre du programme.

L'objectif du Programme National de DDRR (PNDDRR) est de soutenir la réintégration sociale et économique des ex-combattants démobilisés et d'améliorer l'accès aux infrastructures socioéconomiques et aux opportunités économiques pour les communautés d'accueil. Sur la base des estimations provisoires, 5000 ex-combattants pourraient potentiellement être éligibles à la réintégration socio-économique. Les activités de Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion seront financées et mises en œuvre par le Gouvernement et la MINUSCA. La Réintégration socio-économique, dont les activités seront financées par la Banque mondiale, sera quant à elle prévue sur une durée de 30 mois.

Les activités seront mises en œuvre par l'Unité d'Exécution du Programme National de DDRR (UEPNDDRR), logée au sein de la Présidence, tandis que la gestion fiduciaire du Projet sera assurée par la Cellule de Suivi des Réformes Economiques et Financières (CS-REF), rattachée au Ministère des Finances et du Budget.

Dans le cadre des exigences stipulées par les politiques de sauvegarde sociales et environnementales de la Banque Mondiale, le Gouvernement de la République Centrafricaine doit préparer les documents distincts suivants : (i) un Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES), ainsi que, le cas échéant, (ii) un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR).

A cet effet, l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (UEPNDDRR) prévoit de recruter **Un(e) Consultant (e) international(e) Chargé(e) de l'Elaboration des Instruments de Sauvegarde de l'UEPNDDRR.**

activités du Programme à adopter par les instances y relatives, tout en s'assurant que lesdits cadres sont conformes aux objectifs fixés dans le document du Projet.

III. Tâches et Responsabilités

De manière spécifique, il/ elle aura pour tâches suivantes :

A. Elaboration du CGES

Les tâches proposées pour l'élaboration du CGES seront notamment les suivantes:

Tâche 1 : Informations générales sur le projet : activités et composantes

Etude de la documentation disponible concernant le projet, ses composantes et son calendrier d'exécution ; Description des différentes activités prévues dans le cadre du projet et identification des composantes qui risquent d'avoir des impacts environnementaux et sociaux positifs et/ou négatifs, au regard des sensibilités et des enjeux environnementaux et sociaux notamment dans les zones ciblées par le projet.

Tâche 2 : Caractéristiques biophysiques et socio-économiques de l'environnement

Il sera nécessaire de préparer une présentation et analyse des données de base d'ordre environnemental et social du pays, (notamment les zones ciblées par le projet), et synthèse des documents récents disponibles pour présenter une brève description et analyse des principaux problèmes environnementaux rencontrés ainsi que les causes de ces problèmes et les réponses apportées à ces causes. A cet effet, un aperçu du contexte écologique et social dans lequel le projet va fonctionner en milieu urbain et rural sera donné, en somme un état des lieux exhaustif avec les interrelations des processus écologiques et sociaux. En plus, l'effort sera centré aussi sur la collecte d'une gamme de données de base sur les caractéristiques biophysiques et socio-économiques des zones couvertes par le projet. Sur le milieu biophysique, particulièrement dans les zones ciblées par le projet, l'étude rassemblera et synthétisera l'information sur le climat, les ressources en eau de surface et souterraines, la géologie, la topographie, les sols et le processus d'érosion. Aussi sur la flore, la faune, les habitats sensibles, les zones humides, les sites naturels significatifs. Et finalement sur le milieu humain dans la zone du projet (démographie, santé, activités primaires, secondaire et tertiaires avec un accent particulier sur les interrelations avec l'environnement, mais aussi les questions foncières, l'occupation du sol; les sites historiques et archéologiques; etc.).

Tâche 3 : Analyse du cadre politique, légal, réglementaire et administratif

Cette analyse présentera une synthèse de la politique nationale de protection de l'environnement de manière générale et présentera aussi les principaux textes législatifs, réglementaires et administratifs de la République Centrafricaine se rapportant à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et aux procédures d'études d'impact environnemental et social, mais aussi au foncier, aux procédures d'expropriation, de réinstallation et de dédommagement (compensation) et les analysera en rapport avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Après examen, l'analyse présentera des mesures appropriées pour renforcer le cadre politique, légal, et réglementaire, surtout les procédures d'études d'impact et les procédures de réinstallation, pour mieux garantir l'efficacité de la mise en œuvre du CGES.

II. OBJECTIFS

- **L'objectif des études environnementales et sociales**

L'objectif du CGES est de déterminer un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux structures chargées de la mise en œuvre du projet de disposer d'un cadre pour pouvoir identifier, évaluer et atténuer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités prévues au stade de planification. Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. En outre le CGES définit le cadre de gestion des impacts environnementaux et sociaux ainsi que les arrangements institutionnels de mise en œuvre, de surveillance et de suivi.

La mission fournira des informations par rapport aux terrains qui devraient être acquis et des populations à déplacer si nécessaire. Ces informations permettront d'élaborer un CPR.

- **Objectifs du Cadre de Politique de Réinstallation**

Le Cadre de Politique de Réinstallation « CPR » décrit les objectifs, principes et procédures qui encadrent le régime de l'acquisition des terrains dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Le CPR clarifie les règles applicables à l'identification des personnes qui sont susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre des activités du projet. Il prend en compte les exigences de la Politique de sauvegarde de la Banque Mondiale contenue dans la Politique Opérationnelle et Procédure de la Banque 4.12 sur la réinstallation involontaire.

Ainsi il sera nécessaire de:

- Préparer un Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) identifiant les politiques et procédures qui seront utilisées pour gérer les impacts environnementaux et sociaux du projet; et
- Préparer un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) pour pallier les impacts négatifs pouvant être créés par le déplacement et la réinstallation forcés de populations résultant de la mise en œuvre du projet.

Le CGES et le CPR seront préparés en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le projet au niveau de la République Centrafricaine : au niveau gouvernemental, du Ministère de l'Environnement. Parmi les agences étatiques spécialisées, il faut mentionner l'Unité d'Exécution du Projet National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement : Volet : Projet de Réintégration des Ex - Combattants. Parmi les partenaires techniques et financiers clés, on compte la Banque Mondiale. L'étude impliquera aussi les Collectivités locales, les Organisations et Associations locales, ONG et tous autres services et projets impliqués dans les questions d'impact social et environnemental.

L'étude sera conduite de façon participative sur la base de consultation systématique des différents partenaires, afin de favoriser une compréhension commune des problématiques sociales locales. L'étude privilégiera une démarche participative permettant ainsi d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs notamment les populations urbaines.

Placé (e) sous la responsabilité du Coordonnateur général, **Le /La Consultant(e) Chargé(e) de l'Elaboration des Instruments de Sauvegarde** devra définir le Cadre de Gestion Environnemental et Social et le Cadre de Politique de Réinstallation des populations des

Tâche 4 : Identification et évaluation des impacts positifs et négatifs majeurs du projet

Cette tâche évaluera les impacts positifs et négatifs majeurs des composantes et des investissements- types éligibles du projet et en mettant un accent particulier sur l'identification et l'évaluation des changements positifs et négatifs provoqués par le projet par rapport aux situations de base (milieu physique, biologique humain, socioculturel, activités économiques, opportunités d'emploi, etc.) notamment en milieu urbain et rural. Au cours de l'exécution du projet, une attention particulière sera portée sur les impacts environnementaux et sociaux suivants : pertes d'habitat naturel et de végétation; perturbation des systèmes de drainages et de cultures; déplacement et pertes de terres; bruit; perturbation sociale; risques liés au VIH/SIDA, etc.

Tâche 5 : Des check-lists de Mesures d'atténuation et de bonification

Elles comporteront une description de chaque mesure d'atténuation, en indiquant notamment le type de nuisance auquel elle remédie et les conditions dans lesquelles elle est nécessaire; une description de chaque mesure de bonification apte à renforcer les impacts positifs des activités du projet.

Tâche 6 : Processus de consultation

Pour la réalisation du CGES, des séries de consultations seront organisées avec l'ensemble des acteurs, dans le cadre d'une large démarche participative et à travers l'identification de l'ensemble des intervenants au niveau national et local qui seront consultés et entraînés dans une dynamique de participation à l'élaboration du CGES. Pendant cette phase, les mécanismes et les processus participatifs (au niveau national et local) et la participation des bénéficiaires (société civile, institutions publiques, secteur privé, communautés d'accueil) dans la mise en œuvre des actions du projet seront aussi analysées avec l'objectif de préparer des recommandations sur des mesures appropriées pour renforcer les processus de consultation.

Tâche 7 : Définition de procédures et des responsabilités de Gestion Environnementale et Sociale

Pendant cette phase du travail, les procédures et les responsabilités de gestion des préoccupations environnementales et sociales seront proposées afin de s'assurer que le projet est conforme aux politiques et règlements de la République Centrafricaine et aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Ces procédures définiront les mesures techniques et institutionnelles, faisables et économiques, et susceptibles de ramener les effets potentiellement très néfastes sur l'environnement à des niveaux acceptables et de renforcer les impacts positifs du projet afin d'en accroître la performance environnementale. La préparation d'un tel processus inclura au moins les sous - tâches suivantes :

(i) Méthodologie de tri environnemental et social et de sélection des activités du projet

En considérant le caractère multisectoriel et pluridisciplinaire du projet et le fait que la nature de tous les investissements ainsi que les zones d'exécution ne sont pas encore exactement connus à l'heure actuelle pour permettre d'identifier et d'apprécier leurs impacts environnementaux et sociaux, un processus d'évaluation, de revue, d'approbation et de suivi environnemental et social sera élaboré pour une mise en opération au niveau du projet. A cet effet il sera nécessaire:

- développer un canevas de tri environnemental et social (mécanisme de tri) pour aider à la détermination des impacts négatifs environnementaux potentiels durant la mise en œuvre du projet ;
- développer une check-list générique des effets environnementaux et sociaux directs et indirects qui doit servir de guide pour l'évaluation environnementale des activités spécifiques du projet.

Ce mécanisme de sélection permettra de spécifier le processus d'évaluation environnementale, conformément aux procédures existantes pour les études d'impact du projet et d'identifier les rôles et les responsabilités des institutions gouvernementales et des autres organisations impliquées (au niveau central et décentralisé). Ce mécanisme permettra aussi d'élaborer une fiche environnementale qui identifiera les impacts potentiels du projet ainsi qu'une matrice des impacts négatifs prévisibles pour des activités types du projet, assortie de recommandations pour les bonnes pratiques, les actions de prévention, et les mesures d'atténuation appropriées.

(ii) Plan de renforcement des capacités institutionnelles

Le Plan de renforcement des capacités institutionnelles fera une description de la structure institutionnelle du programme établi pour la gestion des aspects environnementaux et sociaux et en particulier pour la conduite des études d'impact; gestion du foncier et de la réinstallation. Les capacités environnementales et sociales des acteurs clés seront analysées notamment dans ses aspects de prises en compte des aspects environnementaux et sociaux. Le plan évaluera aussi les capacités des cadres techniques d'intervention des acteurs, à chaque niveau institutionnel pour exercer ses fonctions de gestion, suivi et évaluation environnementale et sociale, et identifiera les besoins de renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion environnementale du projet (identification des formations pertinentes et si possible préparation des modules de formation, préparation des TdR pour les études d'impacts, cahiers des charges à l'attention des contractants). Le plan recommandera, au besoin, des mesures appropriées pour renforcer le cadre institutionnel de sauvegarde environnementale et sociale. Aussi, le plan identifiera des arrangements institutionnels appropriés à instaurer entre les acteurs concernés par le projet pour mettre en application le CGES.

(iii) Plan environnemental de suivi /évaluation

Le Plan environnemental de suivi /évaluation développera un programme de suivi environnemental et social qui comportera : une description précise, assortie de détails techniques, des mesures de surveillance et de suivi; des procédures de surveillance et de suivi et d'établissement de rapports. L'objectif du programme est : (i) de faire en sorte de déceler rapidement les conditions qui nécessitent des mesures d'atténuation particulières, et (ii) de fournir des renseignements sur les progrès réalisés et sur les résultats obtenus dans le cadre de ces mesures et de définir des indicateurs objectivement vérifiables, qui peuvent servir à la fois à une bonne connaissance de la situation de départ, pendant la mise en œuvre et à la fin du projet. Ce plan de suivi s'intégrera dans le système de suivi et évaluation du projet. Le plan identifiera plusieurs indicateurs clés environnementaux et sociaux qui pourront être utilisés pour évaluer les impacts du projet.

(iv) Calendrier d'exécution

Le CGES aura aussi un calendrier d'exécution des mesures à prendre, indiquant leur échelonnement et leur coordination avec les plans d'exécution d'ensemble du projet.

(v) Budget

Le travail de préparation du CGES inclura une estimation des coûts de la mise en œuvre du CGES pour le projet, précisément les coûts additionnels du processus d'évaluation environnementale proposé, ainsi que les coûts du programme de renforcement des capacités institutionnelles et du processus de suivi et évaluation des impacts environnementaux et sociaux du projet.

Sans être exhaustif, le CGES devrait au moins comprendre les points ci-après :

- Liste des Acronymes
- Sommaire
- Résumé en français et en anglais
- Introduction (contexte du projet, objectifs et méthodologie de conduite du CGES)
- Brève description du projet et des sites potentiels de mise en œuvre
- Situation environnementale et sociale dans les zones du projet
- Cadre politique juridique et institutionnel en matière d'environnement
- Présentation des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale et analyse de concordance avec la législation nationale
- Identification et évaluation des impacts environnementaux et sociaux potentiels et mesures de mitigation
- Définition de procédures et des responsabilités de Gestion Environnementale et Sociale
- Procédures d'analyse et de sélection environnementale et sociale
- Programme de renforcement des capacités de gestion environnementale et sociale
- Modalités institutionnelles pour la mise en œuvre et le suivi du CGES
- Plan de consultation des parties prenantes
- Calendrier d'exécution et coût
- Résumé des consultations publiques du CGES.
- Annexes
 - Formulaire de sélection des microprojets
 - TDR de référence types
 - Clauses environnementales et Sociales à insérer dans les documents d'appel d'offre
 - Personnes rencontrées
 - Bibliographie consultée

B. Elaboration du CPR

Les tâches proposées pour l'élaboration du CPR seront notamment les suivantes:

Tâche 1 : Description du Projet et des Composantes

Le travail inclura la description du projet et surtout les composantes qui seront susceptibles de générer des déplacements de populations, des pertes ou perturbations d'activités

socioéconomiques (commerces, industrie, ateliers et garages, champs, etc.) ou alors des restrictions d'accès aux ressources naturelles.

Tâche 2 : Analyse de la Réglementation nationale et de la Politique Opérationnelle (OP 4.12) de la Banque mondiale

Cette Analyse présentera les principaux textes législatifs, réglementaires et administratifs de la République Centrafricaine se rapportant au foncier, aux procédures d'expropriation, de réinstallation et de dédommagement (compensation) et les analysera en rapport avec la politique de sauvegarde (OP. 4.12) de la Banque relative au déplacement involontaire des populations. Après examen, le document recommandera, si nécessaires, des mesures appropriées pour renforcer le cadre légal et réglementaire, surtout les procédures de réinstallation, pour mieux garantir l'efficacité de la mise en œuvre du CPR en conformité avec les exigences de la Banque mondiale.

Tâche 3 : Description du Cadre de Politique de Réinstallation

Cette tâche inclura une analyse synthétique de la politique nationale en matière de réinstallation involontaire, avec un accent particulier sur (i) l'évaluation initiale (screening) et définition de l'envergure des impacts; (ii) l'établissement de critères d'éligibilité des catégories de personnes affectées et de la typologie des impacts ; (iii) les mécanismes de consultation du Public ; (iv) les mécanismes de réinstallation et de compensation ; (v) les mécanismes de Suivi et de Règlement des différends.

Tâche 4 : Processus de consultation

Pour la réalisation du CPR, des séries de consultations seront organisées avec l'ensemble des acteurs et catégories socioprofessionnelles, principalement avec les personnes susceptibles d'être affectées par le projet, dans le cadre d'une large démarche participative, la quelle identifiera la nature des préjudices potentiels, les types de compensation, les modes de recours, d'arbitrage et de gestion des conflits, etc. Le résumé des consultations sera annexé au rapport du CPR.

Tâche 5 : Processus, Mécanismes, et Responsabilités de Mise en Œuvre du CPR

Dans cette partie du travail, il y aura une description du processus d'élaboration du CPR (démarche à suivre) ; la définition de l'envergure de la réinstallation et de la compensation des actifs impactés ; les méthodes d'évaluation des actifs impactés par le Projet ; les mécanismes de consultation du Public ; le processus et mécanisme de délivrance des droits ; la matrice des droits date limite de reconnaissance des droits ; le mécanismes de Suivi et de Résolution des différends (conflits) ; les indicateurs de Suivi et les mécanismes d'évaluation du CPR.

Sans être exhaustif, le CPR devrait au moins comprendre les points ci-après :

- Liste des Acronymes
- Sommaire
- Résumé en français et en anglais
- Brève description du projet
- Impacts potentiels du projet sur les personnes, les biens, les moyens de subsistances, incluant l'estimation de la population à déplacer et catégories des personnes et biens qui seront affectées (dans la mesure où cela peut être estimé)
- Contexte légal et institutionnel des aspects d'acquisition et de propriétés foncières

- Principes, objectifs, et processus de réinstallation, avec référence à la PO/PB 4.12 (p. 10).
- Préparation, revue, et approbation du plan d'action de réinstallation (PAR)
- Critère d'éligibilité pour diverses catégories de personnes affectées (ex – combattants, femmes, jeunes etc...)
- Méthodes d'évaluation des biens et détermination des taux de compensation
- Système de gestion des plaintes
- Modalités et méthodes de consultations des personnes affectées avec leurs participations.
- Identification, assistance, et disposition à prévoir dans le PAR pour les groupes vulnérables
- Modalités institutionnelles pour la mise en œuvre du CPR
- Budget et sources financement (incluant les procédures de paiement)
- Annexes
 - TDR
 - fiche d'analyse des microprojets pour l'identification des cas de réinstallations involontaires
 - fiche de plainte
 - Personnes rencontrées
 - Bibliographie consultée

IV. Résultats attendus

La version provisoire du rapport devra être soumise dans les 15 jours, pour commentaires, à l'Unité d'Exécution du Projet.

La version définitive du rapport prendra en compte les commentaires du Gouvernement et de la Banque mondiale et sera publiée conformément aux procédures applicables aux projets financés par la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds internationaux.

V. Calendrier Prévisionnel

Les prestations d'études s'étendront sur une durée maximum de un mois et demi (1,5 mois). Le calendrier prévisionnel de travail est le suivant :

- a) Démarrage : Mi – mai 2018
- b) Consultations : Mi – juin 2018
- c) Rapports provisoires : Fin juin 2018
- d) Versions finales : Fin juin 2018

VI. Durée de l'étude

La mission se déroulera sur une période maximale de **40 jours**, à compter de la signature du contrat. Cette durée est répartie comme suit :

- 5 jours d'analyse documentaires ;
- 10 jours de terrain ;
- 10 jours de rédaction du rapport provisoire ;
- 5 jours de préparation et de participation à l'atelier de validation ;
- 10 jours de finalisation et de présentation au projet du rapport définitif.

VII. Profil du consultant

Le consultant devra :

- être titulaire d'un Master ou d'un diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement, anthropologie, en planification de développement ou autres domaines connexes ;
- avoir une expérience d'au moins dix(10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets ;
- avoir une connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique et de la gestion participative ;
- avoir une expérience professionnelle soutenue par une bonne connaissance des problèmes liés au développement agricole dans les pays en développement ;
- avoir une connaissance des politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale et avoir travaillé dans la préparation de document relatif à leur application à au moins 5 (cinq) reprises ;
- avoir déjà préparé un plan d'action de réinstallation ou un plan succinct de réinstallation ;
- avoir une expérience avec les communautés rurales de l'Afrique Centrale ;
- avoir une excellente maîtrise du français ;
- avoir des connaissances dans le projet de développement rural avec micro financement ;
- avoir une maîtrise de l'outil informatique.

La maîtrise de la langue anglaise est un atout.

VIII. Modalités financières

Les modalités de paiement sont les suivantes:

- 20% à la signature du contrat;
- 50% à la soumission du rapport provisoire accepté par le bénéficiaire ;
- 30% lors de la soumission du rapport final accepté par le bénéficiaire.

IX - Aptitudes du Consultant

- Excellentes qualités relationnelles;
- Aptitude à travailler en équipe et dans un environnement multiculturel;
- Capacité à travailler sous pression;
- Aptitude à tenir des délais contraignants;
- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation ;
- Esprit d'analyse et de rigueur scientifique;
- Excellente élocution et très grande capacité rédactionnelle ;
- Etre de bonne moralité.

X. Composition du dossier

Les dossiers doivent comprendre:

- Une lettre de motivation ;
- Des copies de diplômes ;
- Un Curriculum vitae détaillé ;
- Des justificatifs des expériences professionnelles.

XI. Lieu du déroulement de l'Etude

La mission se déroulera à Bangui et dans la zone du Projet en République Centrafricaine.

XII. Autres conditions

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions de la clause 3.23 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant un Financement de Projets d'Investissement (FPI) de juillet 2016 qui précisent que « au cas par cas la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposé par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet, (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur » sont applicables.

XIII. Méthode de sélection

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de recrutement d'un consultant individuel (CI) en accord avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant un Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de juillet 2016.

